lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 77 - SEMAINE DU 16 au 24 FÉVRIER 1970 - PRIX : 2 F

L'ÉTAT NOUS ROULE

courrier des lecteurs

Chers camarades,

Je lis avec beaucoup d'intérêt votre journal et pense, généralement, le plus grand bien de sa rédaction. Cependant il me semble que l'augmentation de prix ne s'imposait pas au bénéfice de certaines pages.

Pourquoi cette première page « racoleuse » ? Même copieusement illustrée, des articles feraient plus sérieux que la fâcheuse illustration des haricots promis par Chaban, ne croyez-vous pas ?

Pourquoi un sommaire ? Ne pensez-vous pas vos lecteurs aptes à découvrir les articles les intéressant ? Pourquoi une page (ou deux) pour sourire ? Un journal révolutionnaire ne doit pas recourir aux artifices des parutions bourgeoises pour plaire.

J'apprécie, sans abus, l'usage des bandes dessinées (page 2 du n° 72) d'un esprit révolutionnaire mais il est déplorable de trouver dans L.O. des plaisanteries lourdes, même pour sourire un peu. Si ce journal s'adresse à des gens conscients ne vont-ils pas, comme moi, déplorer cet état de chose. Car c'est bien pour instruire d'abord du socialisme qu'est édité L.O. ?

Par ailleurs tous mes compliments pour vos articles. Ils sont très intéressants, que ce soit l'historique des mouvements révolutionnaires dans le monde, la revue de la presse, les comptes rendus de films, pièces de théâtre ou livres, ou le feuilleton. Continuez dans cette voie, ainsi que pour les faits divers touchant directement notre vie sociale. Par là vous touchez le plus grand nombre en faisant ressortir l'insanité de la presse bourgeoise. Cela seul justifierait amplement votre existence.

Agent de la SNCF, je travaille dans un service de renseignements de cette société qu'on s'emploie actuellement à « dénationaliser ».

J'ai mis ce terme entre guillemets car, on le sait bien, mais pas assez, les services de la S.N.C.F. ne profitent qu'aux capitalistes et non au peuple. Je n'en veux pour preuve que la note dont vous trouverez ci-joint une photocopie. C'est très clair. Lorsqu'il s'agit de petits colis la S.N.C.F. ne plaisante pas avec le poids, mais pour les groupeurs c'est même inutile de vérifier, on leur fait confiance.

Il faut être dans les gares pour comprendre la portée de cette note car c'est là qu'on peut constater l'abus intolérable des gros expéditeurs en ce qui concerne la déclaration de poids.

Et vive la rentabilité !

Nous sommes assaillis de plaintes pour retard dans les livraisons. A Noël le record fut battu. Mais la S.N.C.F. n'évoque jamais ce problème et surtout pas sous l'angle du manque de personnel. Plus de 200 wagons attendaient leur déchargement à Paris-Tolbiac et sans doute autant dans les autres gares de Paris. Il est vrai qu'en janvier on déchargeait seulement des wagons arrivés en novembre.

Tout se passe comme si l'on désirait amener le « bon français moyen » à souhaiter une reprise en main de la S.N.C.F. par des capitaux privés naturellement !

Avant de terminer cette lettre je dois vous dire mon agréable surprise devant notre dernier numéro (73). L.O. semble en net progrès, même la première page me paraît acceptable, et la page « pour sourire » disparaît. Tant mieux et merci de nous donner un meilleur journal.

Avec mes sentiments amicaux.

R.G., Paris.

Un effort de présentation n'est pas forcément « un artifice des parutions bourgeoises ». Faudrait-il juger qu'un journal est révolutionnaire en fonction du fouillis de sa présentation et de la difficulté à s'y retrouver ? Nous ne le pensons pas.

Bien au contraire, cet effort est pour nous un signe de respect envers les lecteurs et notamment les lecteurs ouvriers que nous voulons conquérir. Un sommaire, qui facilite tout de même la lecture, une première page qui présente d'une façon frappante une idée ou un fait que nous voulons mettre en valeur, vont dans ce sens. Une bonne illustration, qui remplace souvent bien des discours, aussi.

Bien entendu la première page peut être ratée, l'illustration moins significative que le rédacteur l'avait cru. Mais le même problème ne se pose-t-il pas pour un article qui peut fort bien lui aussi être plus ou moins bon ?

Quant à notre façon de nous moquer de la société actuelle, de ceux qui en profitent et de ceux qui nous gouvernent libre à chacun bien sûr d'apprécier comme il l'entend notre humour. Mais ne trouves-tu pas toi-même que les bourgeois, les hommes politiques, les bureaucrates de tout poil sont non seulement odieux mais aussi bien souvent ridicules ? L'ironie est une arme dont nous entendons aussi nous servir.

Nous te remerçions par ailleurs des renseignements que tu nous communiques sur la S.N.C.F. Notre journal sera d'autant mieux informé que tous ses lecteurs collecteront aussi pour lui le maximum de petits faits significatifs de la vie quotidienne dans leur entreprise ou leur localité.

Comme dans notre précédent « Courrier des Lecteurs », nous poursuivons la publication de lettres où nos correspondants font état des conditions lamentables de transport qu'ils ont à subir pour se rendre à leur lieu de travail.

Chers Camarades,

Ancien militant du P.C.I. de 1947, actuellement délégué C.F.D.T., je lis depuis quelques temps votre journal. Je ne partage pas toutes ses positions parfois excessives envers les syndicats et les pays sous-développés.

Je suis cependant, à fond, d'accord pour la campagne que vous menez actuellement en liaison avec le P.S.U. sur la question des transports en commun. Je vous signale que vous devriez dénoncer ce soi-disant « syndicat des usagers » qui ne se manifeste que par des communiqués lorsqu'il y a des grèves pour dresser les voyageurs contre les travailleurs du rail. Il conviendrait peut-être de créer un vrai syndicat des usagers.

Vous devriez également dénoncer le projet déposé par la Société des Grands Travaux de Marseille qui consisterait à lui remettre la concession du stationnement payant, contre quoi elle s'engagerait à aménager les carrefours dans Paris.

Enfin, je vous écris surtout pour vous demander de me faire parvenir sous pli discret une centaine de tracts concernant cette campagne.

Pour couvrir vos frais, je vous joins un chèque de 20 F.

Avec mes salutations socialistes.

Q.L., 94-Arcueil.

Inutile sans doute de répéter que pour participer à une campagne de protestation sur la question des transports en commun, il n'est nul besoin d'être en accord sur tous les problèmes, qu'ils soient ceux du syndicat ou des pays sous-développés.

Nous pensons d'ailleurs que ce devrait être aux organisations syndicales de la région parisienne de prendre la tête de cette campagne, la question des transports intéressant tous les travailleurs, tous les salariés. Et nous invitons tous nos lecteurs et sympathisants à poser la question dans leur syndicat respectif.

Enfin, il conviendrait sûrement d'organiser les usagers décidés à faire quelque chose pour qu'on ne les transporte plus dans les conditions actuelles. Pour cela, par exemple, il conviendrait, à notre avis, de créer partout des comités d'usagers, dans chaque commune, dans chaque quartier, dans chaque entreprise dont le rôle pourrait être de recenser les problèmes, de dresser un cahier de revendications, d'organiser enfin des actions de protestation efficaces. Mais là encore, l'intervention des organisations ouvrières serait capitale.

La semaine dernière, en prenant le métro, sur la ligne Montreuil - Pont de Sèvres, vers 18 h., j'ai eu le plaisir de voir trois jeunes gens manifester à leur façon leur refus de la hausse des tarifs des transports en commun.

Ils collaient des papillons sur des portillons automatiques, sur les rames de métro, ou carrément dedans. Sur les papillons, des formules du genre : « Plus on s'entasse, plus on casque », « Des prix en hausse, des transports au rabais », « La devise de la R.A.T.P. : écrasez-vous les uns les autres ».

Quand un des jeunes, dans un wagon archi-comble, sortit de sa poche un papillon avec comme seule inscription « ...Comme des sardines », tout le monde sourit, et une jeune fille eut le bon mot : « On n'a même pas la place de se marrer ».

Une bonne initiative liée à votre campagne sur les transports en commun.

J.B., Paris.

Le lundi 2 février vers 8 h. 30, je fus attiré par un attroupement dans les couloirs du métro Richelieu-Drouot. Deux agents de police retenaient un garçon et une fille « coupables » d'avoir diffusé des tracts contre la hausse des tarifs de la R.A.T.P.

Plusieurs personnes demandaient aux policiers de les relâcher. Je fis de même et j'ajoutais que j'avais vu, à la télévision, un prévenu se plaindre d'avoir été torturé par la police.

Mais ce qui passe à la télévision ne passe pas dans le métro, et à l'arrivée des renforts, je fus embarqué pour outrages à agents.

Dans le car, les gardiens visiblement peinés, m'expliquèrent qu'ils n'avaient jamais torturé personne (« une baffe dans la gueule ça suffit ») **et qu'il ne fallait croire ni la télévision, ni les journaux** (« c'est nous qu'il faut croire »).

Lors des dépositions, j'eus la surprise d'apprendre que j'avais provoqué l'attroupement, et que j'avais dit « vous emmenez les gens au poste pour les frapper et les torturer, vous êtes des vrais assassins » !

Et comme je protestais, on me reprocha de ne pas avoir le courage de mes opinions... non sans m'avoir dit auparavant qu'en France, on a le droit de penser ce qu'on veut, à condition de ne pas le dire !

Les agents étant assermentés, cela me coûtera sans doute quelques centaines de francs. Faut-il ajouter que mon estime pour la police s'en est fortement accrue ?

Mais si je fus fort bien traité, je dois dire que je fus péniblement surpris par le mépris que manifestait pour l'agent outragé, l'officier de police qui m'interrogeait. Il fallait voir comme il le reprenait, corrigeant ses expressions, malhabiles à son goût.

Comment le public peut-il respecter les gardiens de la paix si leurs supérieurs les prennent trop visiblement pour des c... ?

J.F., Paris.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi
Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

TOUS AU MEETING LE 20 FÉVRIER

LANCEE à l'initiative de Lutte Ouvrière et du PSU, la campagne de protestation contre le scandale des transports en commun de la région parisienne, va en s'amplifiant. Des milliers de tracts ont été distribués, des milliers d'affiches collées, des prises de parole, dans l'enceinte du métro et des gares ou encore aux stations d'autobus ont eu lieu, des manifestations, des meetings se sont tenus localement, des comités d'usagers ont été créés, partout les animateurs de la campagne ont rencontré le meilleur accueil. En dépit des interventions de la police et des condamnations scandaleuses qui ne cessent de pleuvoir, la campagne continue et se développe de jour en jour.

Déjà la protestation a gagné tant bien que mal les milieux politiques et syndicaux. La CFDT et même dans certains cas la CGT et FO ont rendu publiques des prises de position sur la hausse des tarifs publics et l'insuffisance des transports parisiens. Il n'est pas jusqu'au Parti Socialiste qui a fait lui aussi une déclaration et animé une manifestation ! Quant au PCF tout en répandant les calomnies les plus odieuses contre les militants gauchistes à Billancourt ou ailleurs, on l'a vu reprendre dans les colonnes de son journal le slogan de la campagne : **« L'Etat ne nous transporte pas, il nous roule »** malgré l'origine gauchiste de la campagne, ce qui est après tout bon signe.

Enfin, les pouvoirs publics ont commencé à s'émouvoir et le préfet de la région parisienne Doublet, a évoqué jeudi 12 février dans une conférence de presse les grandes lignes d'une réforme de la RATP à laquelle travaillerait depuis des mois une commission de techniciens et qui prévoit, notamment un accroissement du réseau d'autobus, surtout en banlieue.

Voilà où nous en sommes. Ce n'est évidemment qu'un début. La mobilisation de l'opinion publique et des travailleurs de la région parisienne est encore loin d'être générale. Mais elle peut et doit le devenir.

Pour leur part, Lutte Ouvrière et le PSU sont prêts à prendre leurs responsabilités et à aller le plus loin possible dans cette campagne dans la mesure où ils sont conscients de défendre les intérêts des travailleurs et dans la mesure où ils rencontreront la sympathie croissante non seulement des usagers mais aussi des employés de la RATP (ceux-ci dans leur grande majorité comprennent bien que la campagne n'est pas dirigée contre eux mais contre les pouvoirs publics, leurs employeurs, dont ils connaissent mieux que personne la pingrerie et l'irresponsabilité).

C'est dans cette perspective que Lutte Ouvrière et le PSU ont adressé une lettre ouverte aux grandes organisations syndicales afin de discuter des actions qu'il sera possible de mener à l'avenir sur ce terrain dans la plus grande unité possible.

C'est aussi dans cette perspective que nous demandons à tous nos lecteurs et sympathisants de participer à la campagne partout où ils le peuvent, dans leur quartier en se regroupant et en créant des comités d'usagers susceptibles d'intervenir auprès des élus, des organisations et partis ouvriers de la localité, à l'entreprise en essayant d'obtenir des syndicats, des prises de position et des actions chaque fois que cela est possible. Nous demanderons de même à nos amis lecteurs de nous adresser toute idée, critique et suggestions concernant notre campagne, de nous rendre compte de toutes les initiatives prises localement, de nous tenir au courant de l'accueil que rencontre notre action auprès d'usagers que nous ne pouvons toucher directement par notre journal. Nous avons besoin de cette sympathie comme de tout encouragement, moral, matériel, politique et financier. Car notre campagne n'aura de sens et d'efficacité que dans la mesure où elle mobilisera de plus en plus de monde, que dans la mesure où elle rencontrera le soutien de plus en plus large et actif de l'opinion publique !

A cet égard, le succès du meeting que nous organisons le 20 février en commun avec les fédérations parisiennes du PSU sera décisif. Il faut que nous soyons le plus nombreux possible, il faut que chaque lecteur amène avec lui ses amis et connaissances, il faut que sur la base du quartier ou de l'entreprise, la plus grande publicité soit faite, que toute initiative soit laissée aux camarades pour organiser le départ vers le meeting, individuellement ou en groupe. Il faut que le 20 février la protestation soit massive, spectaculaire et déterminée.

A cette condition, le meeting du 20 février, sera non pas le couronnement de la campagne, mais au contraire la première étape d'une nouvelle mobilisation, le coup d'envoi d'une nouvelle partie qu'il nous faudra livrer et gagner.

Car il y a, en matière de transports en commun, des revendications qu'il faut faire aboutir :

—tarif unique trains-métro-bus pour toute la région parisienne, premier pas vers la gratuité des transports. Il n'y a en effet pas de raisons que les travailleurs de banlieue payent en transports un surloyer.

— amélioration prioritaire du réseau bus de banlieue accompagnée de la mise en chantier immédiate de l'extention du réseau ferré.

— augmentation immédiate du nombre des wagons trains et bus et du nombre de bus sur les lignes existantes, afin d'améliorer les conditions de transports des usagers. La place assise doit être la règle et non l'exception.

— diminution de l'horaire de travail pour tenir compte du temps de plus en plus grand passé dans les transports et de la fatigue conséquente.

Nous pouvons le faire. C'est à notre portée.

RENDEZ-VOUS TOUS VENDREDI SOIR 20 FEVRIER A LA MUTUALITE POUR LE GRAND MEETING PUBLIC DE PROTESTATION CONTRE LE SCANDALE DES TRANSPORTS EN COMMUN ORGANISE PAR LUTTE OUVRIERE ET LE PSU.

La catastrophe de Val d'Isère :

Une société où les loisirs, comme le travail, sont aliénants

LE drame de Val d'Isère a provoqué une émotion très compréhensive. L'homme ne serait plus l'homme si la mort brutale de 39 personnes écrasées par une avalanche le laissait indifférent. Hélas, bien d'autres circonstances plus tragiques le laissent sans réaction.

La catastrophe de Val d'Isère a aussitôt allumé des polémiques sur les causes et les responsabilités du drame.

Pour les uns, c'est la fatalité, inexorable, imprévisible. Pour les autres, c'est la négligence, la cupidité de certains promoteurs avec la complicité des autorités locales et pourquoi pas gouvernementales.

Le gouvernement a très bien compris l'enjeu de ce drame et a délégué plusieurs de ses membres pour assister les familles dans leur douleur, rassurer les rescapés et l'opinion publique en provoquant une enquête.

Le drame de Val d'Isère est-il dû à la fatalité ? Jamais la fatalité n'est à 100 % responsable.

L'homme vit dans un monde difficile, qu'il doit dominer. Il arrive qu'il ne soit pas le plus fort.

Y a-t-il des responsables dans une telle catastrophe ? Quels sont-ils ? Peut-on espérer éviter le retour à un drame semblable ? Qu'il y ait quelque négligence coupable de la part des promoteurs ou des autorités cela est possible voire certain. Mais cela ne change rien au problème. La montagne, comme la mer comme les airs, comme bien des lieux hostiles (déserts, brousse, jungle) provoquent la curiosité, l'intérêt et avec eux des joies profondes et saines, mais bien souvent au prix de l'effort et du risque. Supprimer l'effort et le risque c'est aussi supprimer l'intérêt de certaines activités où des hommes puisent leur satisfaction dans un affrontement avec les éléments naturels.

Alors pourquoi des milliers de gens vont-ils « au ski ». Parce qu'ils se sentent tous une vocation pour ce sport universel ? En fait le ski comme un certain nombre d'autres pratiques sportives d'hiver ou d'été est devenu une mode qu'il faut suivre à tout prix si on veut rester « dans le vent ». La société capitaliste aliène de plus en plus les individus dans les villes, sur le lieu de la production. A tel point que l'individu, aliéné par son travail, qu'il soit manœuvre ou PDG, éprouve le besoin de s'évader. Les moins fortunés chercheront leur évasion dans une partie de pêche, voire dans un verre de vin. Les plus nantis, la trouveront dans le ski, la voile, l'équitation, l'aviation, voire le scotch ou la marijuana. Et dans ces formes d'évasion, ils trouveront une autre forme d'aliénation et cela jusqu'au drame, jusqu'à la catastrophe qui révèle pour un temps, bien court, la stupidité de notre condition d'homme dominant la nature, mais prisonnier de la société qu'il a lui-même construite.

Dans une catastrophe comme celle de Val d'Isère, il est trop facile de se dérober derrière la fatalité. Il est encore plus facile de se dérober derrière un responsable, fut-il promoteur cupide. Vu sous cet angle, le gouvernement, défenseur de la société d'aliénation ne manquera pas de fournir des apaisements, jusqu'à la limite des crédits bien entendu, et au besoin il trouvera un coupable à déférer aux tribunaux. Ce qui signifie que les conclusions de son enquête l'amèneront à préconiser des aménagements pour ceux qui peuvent payer et des interdictions pour les autres.

Nous pensons quant à nous, que des drames comme celui de Val d'Isère sont inévitables. Mais ce sont les conditions de vie aliénées de notre société bourgeoise qui grossissent leurs dimensions pour en faire des catastrophes.

L'homme prisonnier de la société d'exploitation cherche à s'évader. Alors on lui vend de l'évasion dans des endroits prévus pour cela où il est conduit par des itinéraires radio-guidés par la gendarmerie... et la publicité.

Et quand des milliers, des centaines de milliers d'individus se trouvent aux mêmes endroits pour jouir de quelques jours ou même seulement de quelques heures de « détente » ou « d'évasion », le moindre incident aussi banal qu'une avalanche en montagne prend l'allure d'une catastrophe.

Faut-il supprimer les avalanches pour permettre le ski ? Question stupide. Ce qu'il faut, c'est libérer l'homme pour lui permettre de jouir de l'immense diversité de ses activités, c'est supprimer la spécialisation du travail comme celle des loisirs.

Un homme libre n'a pas besoin d'évasion.

Quand l'homme est obligé de fuir, il y a toujours de gros risques.

Et Val d'Isère n'est qu'un bien petit maillon de la chaîne qui relie les deux bouts de la même aliénation capitaliste : production - loisirs.

Sommaire

EN FRANCE

● **Le scandale des transports en commun**
Pages 4, 5 et 6
— Echos de la campagne.
— Communiqué P.S.U. - Lutte Ouvrière.

● **« L'ordre nouveau »**
Page 7

● **Leur nouvelle société**
Page 8
— Les impôts... pulaires.
Page 7
— Chaban visite les bidonvilles.
Page 24
— Le logement des travailleurs

● **Les jeunes**
Page 8
— Exclusions au lycée Louis le Grand.
Page 16
— Les jeunes travailleurs à la Belle Jardinière et aux Assurances Générales.

● **Les travailleurs en lutte**
Page 7
— Les travailleurs immigrés en grève pour leur dignité à Idéal Standard.
Page 16
— Grève chez Dassault à Cazaux (Gironde).

● **Questions syndicales**
Page 17
— Congés supplémentaires pour fractionnement des congés annuels.
Page 17
— La « représentativité » des syndicats indépendants... et leur activité.

● **La loi des patrons**
Page 15
— Arbitraire patronal.
Page 18
— Des militants licenciés.
Page 19
— Le profit avant la sécurité.

DANS LE MONDE

● **Les problèmes de l'U.R.S.S.**
Page 12
— Les déboires économiques de la bureaucratie.
Page 13
— La diplomatie de l'U.R.S.S. au Moyen Orient.

● **Pologne**
Page 10
— Le nouveau procès de Varsovie.
— Les conversations germano-polonaises.

● **Europe Occidentale**
Page 9
— Angleterre : grève chez Ford.
Page 10
— Espagne : l'achat des « Mirages ».
Page 11
— Italie : les fascistes et la police .

● **Israël**
Page 9
— Les bombardements en Egypte.

● **Djibouti**
Page 11
— Quelques aspects de la présence française.

DIVERS

● **Revue de la presse d'extrême-gauche**
Page 14

● **Feuilleton**
Pages 20 et 21
— Les Bouts de Bois de Dieu.

● **Critiques**
Page 22
— Cinéma : Charles mort ou vif.
— Livre : l'introduction du marxisme en France.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

LE SCANDALE DES TRANSPORTS EN

plus les transports sont chers, plus l'inconfort augmente

LES raisons du mécontentement des usagers des transports en commun de la capitale et de sa banlieue — mécontentement que plus personne ne s'avise de nier... même ceux qui portent depuis quelques semaines, avec beaucoup d'inconséquence, leurs principales critiques contre ceux qui l'expriment dans les stations et dans les gares — sont multiples.

Car il n'y a pas que l'augmentation des tarifs qui fait que le métro et les bus ont augmenté de près de 100 % en moins de trois ans, hausse qui n'a guère d'autre exemple et surtout pas dans le domaine des salaires.

Car il n'y a pas non plus que l'allongement du temps passé dans ces transports qui porte pour une grande partie des travailleurs à bien plus d'une heure, souvent deux ou même trois, le temps d'aller et retour du travail.

Le plus paradoxal, et aussi le plus exaspérant, c'est que, alors que les voyages durent de plus en plus longtemps et que leur prix est de plus en plus cher, dans le même temps l'inconfort s'accroit.

Cela vient d'abord du fait que sur bien des lignes l'accroissement du nombre d'usagers fait d'un voyage même court, mais aux heures de pointe dans des conditions d'entassement effrayantes, une entreprise exténuante.

Cela provient ensuite du fait que le réseau a été mis sur pied sans plan ni conception d'ensemble. Au fur et à mesure que l'extension de l'agglomération l'exigeait inpérativement on a bien rajouté une ligne ici ou là mais sans se préoccuper d'autre chose, alors qu'il aurait fallu un véritable réseau quadrillant de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud l'agglomération entière. Aussi les changements nécessaires se sont multipliés. Le meilleur exemple en la matière est celui de la seule réalisation d'un peu d'envergure dont la R.A.T.P. pourrait se targuer ces dernières années, le RER. On a supprimé, depuis que le tronçon Nation-Boissy-Saint-Léger a été mis en service, toute une série de bus qui amenaient directement les banlieusards de cette région aux portes de Paris. La plupart d'entre eux doivent maintenant prendre le bus pour la gare la plus proche du RER qui les amène ensuite à Paris. L'extension du métro ici se traduit par un changement supplémentaire.

Enfin comme construire des gares ou des abris convenables aux arrêts d'autobus semble un luxe parfaitement inutile, la plupart des usagers peuvent ainsi goûter à loisir toutes les rigueurs de l'hiver parisien.

Toutes ces causes d'inconfort croissant sont en quelque sorte les conséquences inévitables de la carence des pouvoirs publics qui n'ont pas mis sur pied un réseau convenable en fonction de l'accroissement de l'agglomération parisienne. Mais il y a pire. C'est que la politique de la R.A.T.P. tend à réduire le confort relatif qui était celui du réseau d'il y a quelques dizaines d'années. Non seulement on n'avance pas, mais on régresse.

Ainsi les autobus anciens mis en service il y a trente ans comportaient une proportion de 80 % de places assises. Ceux qui l'ont été depuis 1950 n'en comportent plus que de 68 à 35 %.

Quant au métro, ses anciennes rames ne comportaient que 22 % de places assises. Pourtant la R.A.T.P. a quand même réussi à réduire encore à 15 % cette proportion dans les nouveaux modèles sur pneumatique mis en service depuis quelques années et il est inutile de préciser, sans doute, que ces proportions théoriques n'ont pas été calculées... aux heures de plus grande affluence.

Comme le disent gentiment les études officielles, la R.A.T.P. s'est trouvé devant le choix dramatique de la capacité et du confort. Elle a évidemment choisi le premier terme.

Ainsi consciemment, pour éviter de faire les investissements nécessaires, les pouvoirs publics prennent sur eux de nous faire voyager dans des conditions de plus en plus fatigantes. Encore un petit effort — et il n'y a pas de raisons qu'ils s'arrêtent en si bon chemin — et il n'y aura plus une place asisse... mais on pourra s'entasser plus nombreux encore les uns sur les autres.

Qu'est-ce que vous voulez que cela fasse à ceux qui nous gouvernent. Eux, ils ont leur voiture, leur chauffeur, et des motards pour leur ouvrir la route.

A JUVISY :

les automobilistes refusent le rackett

Le parking est déserté...

Dans un précédent numéro, nous avons rapporté les conditions de transport dans la région de Juvisy.

La municipalité avait instauré un parking payant (4 F par jour, 100 F par mois) pour taxer les voitures étrangères à Juvisy. Pourtant, l'absence de transports en commun contraint nombre de banlieusards à utiliser leur voiture personnelle pour se rendre soit à la gare la plus proche soit à leur travail.

Devant un tel « rackett », les automobilistes entreprirent de ne pas garer leur voiture dans ce parking. Comme le montrent les photos, c'est un succès. Peu de voitures occupent le parking, par contre, tout autour, les automobilistes n'ont pas hésité à braver les dix-huit interdictions de stationner en agglomération.

La détermination des automobilistes a provoqué une certaine division dans le conseil municipal. Si le maire veut employer la manière forte et parle de concasseurs de voitures, de camions-grues, de sabots de Denver, une autre partie du conseil municipal veut instaurer un système d'abonnement moins cher que les tarifs pratiqués actuellement.

Cependant, rien ne dit que les automobilistes consentiront à payer le moindre centime pour garer leur voiture. La division du conseil municipal et l'attitude attentiste de la police en disent long sur la crainte des « pouvoirs publics » à brusquer les choses. Il est vrai qu'à force de tirer, la corde pourrait casser.

... tandis que les automobilistes font le siège, tout autour (Photo L.O.).

L'INTERVENTION DE LA POLICE DANS LA CAMPAGNE DES TRANSPORTS

à propos des incidents au métro Gare d'Austerlitz

JOURNAUX, Radio et Télévision se sont assez largement étendus sur l'action menée à 7 heures du matin dans le sous-sol de la Gare d'Austerlitz donnant accès au métro.

Ce qu'ils n'ont pas dit c'est le comportement des « flics ». Ce qu'ils n'ont pas dit c'est que devant le rapport de forces, militants de la gauche prolétarienne, du Comité d'Action 3e-4e, Comité d'Initiative pour un mouvement révolutionnaire, et le soutien des travailleurs, par deux fois le « flic » gradé a sorti son revolver et a menacé la foule. Ce qu'ils n'ont pas dit c'est que les forces de l'ordre ont aligné les militants qu'elles ont agressé, face au mur, mains en l'air, et les ont fouillé devant les usagers, ce qu'ils n'ont pas dit c'est qu'elles ont copieusement matraqué un camarade qui a la peau noire.

Les camarades qui ont été embarqués n'ont pas eu droit au commissariat de police mais à la P.J., avec interrogatoire en bonne et dûe forme. Le camarade guinéen a été inculpé de rebellion parce qu'il tentait de se dégager, au passage c'était lui, selon la police, le grand chef de l'action.

La camarade étudiante qui a été inculpée sous le chef de rébellion et violences à agents avait réussi à faire un croc-en-jambe, et ces « messieurs » n'aiment pas se retrouver au sol devant quelques dizaines de personnes.

Disons aussi que les travailleurs prévenaient les camarades qui se trouvaient à d'autres points de distribution, de la présence des flics. Disons également qu'un groupe a continué à distribuer les tracts dans la rame de métro entre le Quai de la Rapée et la Gare de l'Est. Disons enfin que ce tract nous avait été communiqué par un « Groupe de Travailleurs de la R.A.T.P. », qui eux-mêmes l'avaient diffusé dans la Régie.

C.A. 5e-4e - C.I.M.R.

PORTE DE CLIGNANCOURT :

"violences à agents"

SAMEDI 7, à 14 h 30, porte de Clignancourt à la sortie du métro, des vendeurs de *Lutte Ouvrière* sont visiblement attendus par des flics en civil qui veulent arrêter ceux qui distribuent des tracts et déploient des banderoles, protestant contre l'augmentation des transports. C'est ainsi qu'un jeune homme s'est vu demander de suivre ces messieurs ; devant sa protestation, un certain nombre d'uniformes viennent à la rescousse. Mais, le pire, c'est qu'une jeune fille, interpelée elle aussi et qui voulait reprendre ses papiers d'identité, est propulsée en l'air par un civil, et se retrouve au sol, victime d'une prise de judo... Toutes les protestations de ceux qui assistent à la scène ne réussissent pas à empêcher deux flics de la prendre par les pieds et les bras et de la jeter dans le car.

Elle est inculpée de « violences à agents »...

COMMUN DE LA RÉGION PARISIENNE

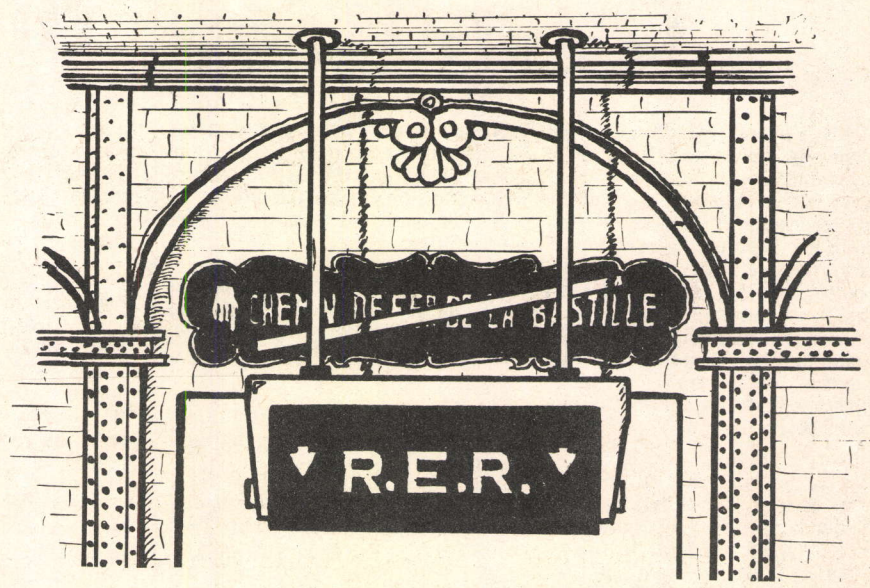
les merveilles du R. E. R.

NOUS avait-on assez vanté ses merveilles lorsqu'on l'a inauguré : enfin nous allions avoir le « métro de l'an 2000 » ! Il est vrai que sur le plan technique le réseau express régional était infiniment plus moderne et confortable que le vieux métro 1900 dont on doit se contenter à Paris. Le principal défaut de ce « réseau » était de se limiter à un tronçon de ligne : Nation-Boissy-Saint-Léger, un deuxième tronçon (Etoile-Défense) doit être ouvert définitivement dans un avenir proche. Pour le reste, depuis les dernières compressions budgétaires, ce sera sans doute vraiment « le métro de l'an 2000 ».

Mais même le petit avantage que représentait ce misérable tronçon, la pingrerie de la R.A.T.P. arrive à l'annihiler. Elle n'a rien trouvé de mieux que de supprimer purement et simplement toutes les fractions de lignes d'autobus qui faisaient « double emploi » avec le RER; les lignes d'autobus, toutes celles qui desservaient la banlieue est (tels le 113, le 120, le 108, le 213 etc.) et qui avaient leur dépôt au château de Vincennes, s'arrêtent désormais depuis le 25 janvier à Nogent, Joinville ou Champigny. D'où deux conséquences : ceux qui n'habitent pas à côté d'une gare du RER ont une correspondance de plus ; d'autre part, le RER étant désormais le seul moyen de transport public de la banlieue il est déjà surchargé. Sur l'ancienne ligne S.N.C.F. de la Bastille le trafic était de 120.000 voyageurs par jour ; sur le RER qui lui a succédé il est passé en un mois à 300.000. Ceux qui habitent en bout de ligne trouvent encore de la place. A partir de Champigny, il n'est plus question aux heures de pointe d'être assis. En gare de Fontenay-sous-Bois, il n'est pas rare que des voyageurs restent sur le quai, ne pouvant monter dans les wagons. Ils en seront quittes pour arriver en retard à leur travail.

Tout cela bien sûr pour assurer la « rentabilité » du RER, puisque tout ces voyageurs payent, et cher : la carte a récemment augmenté de 25 %. Pour qu'il n'y ait pas de resquilleurs, on a installé dans chaque gare une rangée de contrôles magnétiques, qui ont d'ailleurs coûté des milliards. Ce qui fait que, en particulier à Nation le matin, de longues queues se forment devant ces contrôles et qu'il faut bien compter 10 minutes pour gagner le vieux métro.

Quant à ceux qui gagnent leur gare de départ en voitures presque rien n'a été prévu pour qu'ils puissent stationner.



de la camelote ?

LE R.E.R. n'a pas de chance. Le gouvernement en était si fier ! Les employés manigancent des grèves, les usagers trouvent que la mise en service se fait attendre... La fatalité s'est mise de la partie.

Soucieux de ne pas dévoiler tous ses charmes à la fois, la R.A.T.P. avait donné une grande première parisienne en inaugurant, dix jours seulement, le tronçon qui passe sous l'avenue de la Grande-Armée, pendant la durée du Salon Nautique. Le résultat fut édifiant : les riverains de l'avenue n'en ont pas dormi la nuit. De la cave au grenier, ce furent des vibrations, des grondements sourds et inquiétants. Les postes de télévision furent parasités, les locataires se plaignaient jusqu'au cinquième étage, un photographe ne pouvait faire ses retouches qu'entre deux passages des rames, les rideaux de fer des boutiques tremblaient, une piscine s'est fissurée... Et comme ce n'était pas boulevard Jean-Jaurès à Saint-Denis, Montrouge ou Bagnolet, mais avenue de la Grande-Armée, quartier résidentiel par excellence, un député U.D.R. s'en est ému.

Evidemment, on ne peut pas tout faire à la fois : des économies et de la bonne qualité, du maquillage grand luxe de prestige à la station Nation, et une insonorisation bien étudiée (ça se remarque moins, forcément). Mais sommes-nous au bout des surprises ?

le R. E. R., les flics et les étudiants

JEUDI 15 janvier, dans le R.E.R., trois jeunes enseignants de la faculté de Saint-Maur étaient engagés dans une discussion politique que ne semblaient pas apprécier deux individus à la forte carrure et à la mine rébarbative installés non loin d'eux. A un moment, l'un des trois jeunes, voulant saisir un journal dans sa sacoche, mit un pied sur la banquette. Il n'en fallut pas davantage pour qu'immédiatement, il soit pris à partie.

L'un des deux individus au physique d'appariteur musclé exigea sa carte d'identité en prétendant lui dresser procès-verbal pour avoir posé son pied sur la banquette. Cette prétention provoqua la protestation unanime des trois enseignants :

— « De quel droit exigez-vous une carte d'identité ? »

L'homme, rapidement, sortit un écusson frappé du sigle de la R.A.T.P. et se présentant comme inspecteur.

— « Avouez que vous nous cassez les pieds parce que nous discutions politique ? »

L'altercation se poursuivait depuis quelques instants quand des étudiants, installés plus loin, voyant leurs enseignants aux prises avec ces individus, se rapprochèrent, faisant cercle autour des deux inspecteurs.

— « Vous avez raison, c'est à eux de montrer leur carte d'identité ! »

— « C'est vrai, il y a tellement de barbouzes en France ».

— « Vous avez honte de dire votre nom et votre prénom ? alors pourquoi vous demandez celui des autres ? »

De nombreux autres quolibets furent adressés aux deux flics, sous le regard amusé de nombreux spectateurs ravis.

Le combat cessa faute de combattants à la station Vincennes... Les deux inspecteurs s'étant empressés d'ouvrir les portières et de se précipiter dehors.

image de la nouvelle société

A Saint-Lazare, vers 8 h 15, lundi matin, la vente de billets aux nouveaux tarifs se faisait dans l'ordre. Alignés à la queue-leu-leu, les gens attendaient leur tour devant les différents guichets. Personne ne bronchait.

Entre les files, les flics étaient là, les mains derrière le dos, guettant le perturbateur. L'un d'eux tenait à deux mains son talkie-walkie. Au-dessus, trois cars de CRS attendaient sagement.

C'était un matin d'augmentation, un de ces matins de la nouvelle société dans laquelle Chaban nous fait vivre.

incident au métro Place Clichy

LA ligne Pleyel-Clichy-St-Lazare, fréquentée aussi bien par les employés du quartier St-Lazare que par une grande partie des habitants de la banlieue Nord (Clichy, St-Ouen, St-Denis, Villeneuve-la-Garenne...), est déjà d'habitude fort encombrée.

Mais le jeudi 5 février le trafic s'arrête brutalement sur cette ligne, sans que l'on sache pourquoi : c'est plusieurs dizaines de milliers de personnes qui se pressent derrière les portillons automatiques de la station « Place Clichy ». Une queue gigantesque se forme attendant plus ou moins patiemment que le métro se remette en marche.

On se demande ce qui se passe ; déjà la veille, la ligne Dauphine-Nation avait été bloquée sans que l'on sache pourquoi.

Au bout d'à peu près une demi-heure, et le temps paraît long quand on attend dans la presse et la chaleur, on annonce au micro que le trafic est suspendu sur la ligne. Des protestations fusent de partout : « on s'en est bien aperçu que c'était arrêté ! », « ils pourraient au moins nous dire pourquoi, et combien de temps ça va durer... », « ça sert à quoi les augmentations, ça va de plus en plus mal... ».

Beaucoup, en désespoir de cause décident d'essayer de rentrer à pied ou en prenant plusieurs bus.

Un usager d'une quarantaine d'années, et qui n'a pourtant pas l'air d'un gauchiste, explique à la poinçonneuse qu'il est normal qu'elle ne poinçonne pas puisque le métro ne marche pas. Celle-ci préfère ne pas braver la colère de la foule et s'en va, pendant une heure on entrera sans payer à la station Clichy, et personne n'a l'air de s'en plaindre.

Les discussions vont s'engager et durer plus d'une heure, se poursuivant lorsque le trafic a repris.

C'est alors que deux personnes se revendiquant du P.C.F. interviennent pour dire que la solution c'est... de bien voter aux prochaines cantonales. Cela est très mal pris. Plusieurs voix répondent : « Cela ne changera rien... » « Aucun des grands partis de gauche n'a fait réellement quelque chose contre l'augmentation. »

Un ouvrier algérien dit qu'il n'a pas le droit de vote, doit-il pour autant accepter les conditions dans lesquelles on le transporte.

Lorsque deux policiers en civil arrivent pour disperser les vendeurs, ils sont pris à partie par la foule : « évidemment, les flics ne payent pas le métro » « les augmentations, ça sert à payer ces gens là ! lorsque ça ne va pas, la seule chose que l'on sait faire, c'est d'envoyer des flics ». L'intervention des représentants de «l'ordre » tombe vraiment mal, et ne fait qu'aggraver le mécontentement. Les deux flics préfèrent ne pas insister et partent sans demander leur compte, sous les huées.

LE SCANDALE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION PARISIENNE

Quand les flics font la loi !

NOUS savions certes que, au mépris de la loi, l'une des occupations favorites de la police était la chasse aux diffuseurs de tracts et aux vendeurs de journaux révolutionaires. Mais depuis quelques semaines, depuis que Lutte Ouvrière **et le PSU ont entamé leur campagne de protestation et que celle-ci a pris une nouvelle ampleur avec la hausse des métro, bus et trains de banlieue, les efforts de nos policiers ont décupié.**

Qui a dit que les effectifs étaient trop réduits ? Il n'y a pas une station de métro, pas un arrêt de bus, pas une gare de Paris ou de banlieue où ils n'apparaissent dans les minutes qui suivent dès que des militants y diffusent des tracts, vendent leur journaux ou prennent la parole. Ne parlons pas évidemment des manifestations d'usagers mécontents qui ont eu lieu ici ou là. Il est vrai qu'il est plus facile de poursuivre des gens qui font ouvertement de la propagande pour leurs idées ou protestent contre les conditions dans lesquelles on les tranporte, que de lutter contre le banditisme.

Mais on ne se contente pas d'interpeller, d'embarquer, et pas toujours en douceur, et de vérifier l'identité. Maintenant on condamne.

C'est ainsi que quatre jeunes gens ont été condamnés lundi dernier.

Les trois premiers - un professeur de mathématique et deux étudiants - avaient été arrêtés après une manifestation à la station Balard. Les manifestants avaient pris le métro sans payer mais parmi eux s'étaient glissés cinq flics en civil. Il s'agissait là d'une provocation policière. Ce sont pourtant les usagers qui ont été rendus responsables de la bagarre qui a suivi entre eux et « les forces de l'ordre » et condamnés à deux mois de prison ferme pour l'un, un mois de prison avec sursis pour les deux autres.

La quatrième avait osé demander à un policier en civil ce qu'avait fait le jeune homme qu'il appréhendait (il venait d'accrocher à une entrée du métro Billancourt une banderolle portant l'inscription **« On ne nous transporte pas, on nous roule »).** En guise de réponse, le policier l'a invitée à lui présenter ses papiers, les lui a arrachés. D'autres flics lui prirent les bras, l'assirent sur la chaussée, la molestèrent et l'emmenèrent ensuite de force dans un car de police. Elle a été condamnée à 3 semaines de prison avec sursis ...pour « rebellion ».

Jeudi, c'était le tour d'un vendeur de **Lutte Ouvrière** qui avait paraît-il, mordu au doigt un agent qui l'invitait à circuler : un mois de prison avec sursis.

Vendredi, trois autres personnes raflées lors de manifestations dans la station Billancourt étaient condamnées l'une à trois mois de prison ferme, les deux autres à 15 jours avec sursis.

Bien entendu, à chaque fois les violences à agent ou la rebellion contre les forces de l'ordre n'avaient d'autre preuve que les témoignages de policiers eux-mêmes.

Ainsi la moindre protestation, le simple fait même de demander une explication d'une conduite scandaleuse à un flic devient passible des tribunaux et est condamnable.

Le gouvernement, parce qu'il a peur lui-même d'une explosion de colère des usagers, essaie d'intimider ceux qui protestent et d'étouffer leur voix. Il oublie une chose. C'est que ce genre d'incidents met surtout en évidence son incapacité à faire quoi que ce soit pour résoudre le problème des transports et par là exaspère un peu plus encore ces usagers qu'on veut calmer à coup de trique.

Il faut signaler tout de même que la palme de l'hypocrisie revient à l'Unions des Syndicats CGT de Paris qui, protestant contre l'interpellation de quatre de ses militants qui distribuaient des tracts sur le problème des transports affirme que l'attitude de la police envers elle **« contraste singulièrement avec la liberté laissée aux groupes gauchistes ».** Les dirigeants de l'Union CGT ne lisent sans doute pas les journaux, ou alors, ils se contentent de la seule lecture de **« l'Humanité »** qui effectivement n'a pas dit un mot sur les condamnations.

ÉCHOS DE LA CAMPAGNE DANS LE MÉTRO

A Strasbourg-St-Denis

Prendre le premier métro à la station Strasbourg-Saint-Denis est un exploit sportif. En effet, à cette station, il existe plusieurs entrées, certaines distantes les unes des autres de plusieurs centaines de mètres. Or, le matin, la RATP n'ouvre qu'une entrée et jamais la même, si bien que, chaque jour, de petits groupes se forment à chaque entrée, espérant chacun que ce sera la leur que l'on ouvrira.

De plus, la RATP n'ouvre souvent les portes qu'à 5 h 27 ou 28, aussi pour avoir leur métro à 5 h 30, les travailleurs doivent courir dans les couloirs. Evidemment, ces jours-là, les vieux travailleurs ou ceux qui ne courent pas vite, ne pourront prendre que le second métro. Ceux qui doivent aller en fin de ligne et qui commencent à 6 h, seront en retard.

Château de Vincennes

DANS le cadre de la campagne contre l'augmentation des prix et des conditions du transport public, quelques sympathisants de LUTTE OUVRIERE et quelques militants du PSU se sont retrouvés jeudi matin à 6 h 30 au métro Château de Vincennes. Tandis que certains diffusaient des tracts, d'autres commencèrent à recouvrir les murs d'affichettes aux alentours du guichet à billets côté bus. Presque immédiatement la guichetière se mit à hurler pour appeler le « chef ». Voulant éviter les heurts, les camarades traversent la station et continuent leur affichage de l'autre côté. Aussitôt 2 ou 3 flics en civil de la RATP les prennent à partie et l'un d'entre eux particulièrement excité après avoir déclaré : « Je suis officier de police » (ce qui est probablement faux) attrapa un camarade par le cou et aidé par les employés de la RATP l'emmène dans un bureau. Un autre camarade fut aussi arrêté. Peu après arrivèrent deux agents de police qui emmenèrent les camarades au poste.

A cette heure matinale il y régnait l'ambiance d'« Irma la douce ». Les agents pullulent autour d'un distributeur de café, dans une cage 3 prostituées jouent aux cartes et clignent de l'œil en direction des nouveaux intrus que l'officier de police fouille immédiatement, puis commence la longue procédure d'identification.

Un individu arrêté au volant sans permis et ayant indiqué par deux fois une fausse adresse fut relâché plus rapidement que nos camarades pour lesquels on fit venir deux policiers spécialisés du commissariat afin de les questionner. Ils furent finalement relachés à 11 heures après 4 heures d'attente avec une contravention pour « distribution de tracts et affichage contestataire dans les couloirs de métro ». Et vive la République !

A Opéra

LE jeudi 12 février à 18 h 20, des sympathisants de notre journal se sont adressés aux usagers du métro par l'intermédiaire du micro de service de la station Opéra.

Pendant 4 minutes, un camarade dénonça la politique du gouvernement en matière des transports en commun, il expliqua que les conditions désastreuses de ces transports étaient le fruit de l'incurie du gouvernement et que les dernières hausses étaient une véritable provocation contre les usagers.

Il démontra que des solutions tant techniques que financières existaient, mais qu'il fallait que les usagers les imposent au gouvernement.

Il termina par un appel à participer au meeting du vendredi 20 février à la Mutualité.

De nombreux voyageurs stationnèrent sur les deux quais de la station ainsi que dans le hall des correspondances. Certains applaudirent. On entendit des remarques sympathiques comme : « eux au moins ils font quelque chose », « ils sont gonflés ».

Et c'est finalement sans que la police (présente sur la place de l'Opéra) ait le temps d'intervenir que ces camarades s'engouffrèrent dans une rame, puis se dispersèrent.

A Saint-Lazare

Dans le couloir du métro menant à la gare St-Lazare, plusieurs sympathisants de L.O. sont intervenus pour dénoncer le scandale des transports en commun : ils affichèrent sur les murs des panneaux où étaient collés des articles du journal sur le sujet, pendant que l'un d'eux commençait à prendre la parole.

Pendant 25 minutes environ se forma un groupe d'une cinquantaine de personnes. Plusieurs intervinrent pour dire qu'il y en avait assez de l'incurie gouvernementale. On fit remarquer que pour les « Mirages » de l'armée, contrairement au métro, on trouvait toujours de l'argent. Un voyageur approuva le meeting du 20 février et regretta qu'il n'y ait que le PSU, L.O. et les gauchistes qui fassent quelque chose.

Un policier en civil essaya vainement de repérer des « meneurs » et finit par s'en aller . La dispersion se fit sans que les gendarmes aient à intervenir !

COMMUNIQUÉ COMMUN P. S. U. - LUTTE OUVRIÈRE

DEPUIS quelques jours les forces de police multiplient les interventions, souvent brutales, à l'encontre des militants et synmpathisants du PSU et de Lutte Ouvrière, *qui dans le cadre de la campagne de protestation contre les conditions scandaleuses et l'augmentation des prix des transports en commun, distribuent des tracts, collent des affiches ou simplement prennent la parole aux stations de métro, dans les gares et aux arrêts d'autobus. Des dizaines de militants mais aussi de simples usagers mécontents ont été interpellés, contrôlés, arrêtés, souvent molestés et frappés par des policiers de tout poil. Non seulement l'Etat ne nous transporte pas, il nous roule, mais quand nous protestons, il nous embarque.*

Le PSU et Lutte Ouvrière *élèvent une vigoureuse protestation contre cette politique qui vise à étouffer le mécontentement croissant de la population parisienne par l'usage de la matraque et à mettre à sa disposition, à défaut de trains, de métro ou de bus, des paniers à salades.*

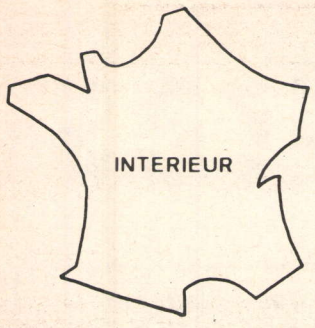
Ils s'étonnent, d'autre part, de l'attitude des fédérations CGT et FO du personnel de la RATP qui dans différents communiqués, ont mis en cause non pas les forces de polices... mais les usagers protestataires.

Ils rappellent que leur campagne tend à dénoncer les conséquences néfastes de la politique du gouvernement tant en ce qui concerne le personnel de la RATP et de la SNCF (compression du personnel, suppression de certaines normes de sécurité, etc.) qu'en ce qui concerne les usagers, et qu'il n'est en aucune façon question de faire supporter les conséquences des carences du gouvernement aux employés. Les incidents dont il a été fait état jusqu'ici ont tous à l'origine une provocation de policiers... même si ceux-ci pour les besoins de la cause se présentent comme agents de la RATP.

Persuadés que comme l'affirme la fédération CGT, une « puissante action de masse » serait effectivement nécessaire, ils attendent avec intérêt les propositions en ce sens que cette fédération syndicale ne devrait pas manquer de faire.

Le 6-2-70

— Un carnet de métro
— Vous avez fait des folies !...



LOGEMENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS :

Chaban fait du tourisme... et du cinéma

MONSIEUR le Premier Ministre Chaban-Delmas est venu montrer aux journalistes la boue qu'il avait rapportée à ses souliers lors d'une visite dans les garnis du 12e et du 19e arrondissement et dans un bidonville de la Région Parisienne, jeudi 12 février.

Son souci de popularité ne l'a pas amené à prévenir de sa visite, il l'a faite impromptu souligne toute la presse, et on le comprend. Voyez un peu s'il avait rencontré nos camarades immigrés ! Ils lui auraient sûrement préparé quelques questions ! Non, il valait mieux passer un matin à l'heure où ils étaient au travail et sans les prévenir. Tremper ses souliers dans la boue d'accord, mais prendre un bain de foule, pas question !

Le gouvernement va prendre des mesures énergiques nous laisse-t-il entendre. Lesquelles ? D'ici la fin de l'année, élimination de la moitié des « garnis inacceptables » et d'ici 1972, les bidonvilles devraient disparaître, est-il annoncé. « L'idée est d'habituer les populations des

(Photo A.F.P.)

bidonvilles à accepter de payer un loyer modeste pour être logées décemment, alors que jusqu'à présent elles ne payaient rien » a le culot de déclarer Chaban-Delmas. Pour lui ce sont les « difficultés psychologiques » qui seront les plus difficiles à surmonter.

Il sera « psychologiquement » effectivement difficile de faire admettre à nos camarades qui vivent dans les caves et les garnis que d'ici à la fin de l'année, il faudra qu'ils aillent s'entasser dans moitié moins de place, l'autre moitié ayant été éliminée. Et le « coup d'accélérateur très sérieux pour la disparition des bidonvilles » dont a parlé Chaban-Delmas, relatant que la Loi Debré de 1964 a permis «d'engager sérieusement leur résorption», permettra comme depuis cette date, la destruction accélérée de bidonvilles pour la construction accélérée d'autres bidonvilles, avec le succès que l'on sait. Là aussi il y aura les «barrières psychologiques» qui seront bien difficiles à surmonter.

Ah, les belles mesures que voilà ! En somme l'essentiel de la politique du gouvernement concernant le logement des travailleurs immigrés, Chaban-Delmas l'a réalisé jeudi matin 12 février : faire semblant de s'occuper de la question et laisser croire que d'ici deux ans tout sera changé. Et si avec ça on pouvait ne plus importuner le gouvernement avec cette ennuyeuse question jusqu'à 1972, d'ici là, il aura trouvé un autre moyen, de même ordre, pour régler la question d'ici fin 1974.

IDÉAL-STANDARD (Aulnay) :

contre syndicats et direction les travailleurs immigrés en grève pour leur dignité

PENDANT quatre jours l'usine Idéal-Standard d'Aulnay a vu la quasi-totalité de sa production stoppée par une grève d'un caractère exceptionnel.

LES RAISONS DE LA GREVE

Il faut savoir que les deux-tiers des 2 900 ouvriers de l'usine d'Aulnay sont des travailleurs immigrés et qu'en fonderie, cette proportion passe à plus de 90 %. D'autre part, la très grosse majorité des immigrés est originaire d'Afrique du Nord ou d'Afrique noire musulmane. Le vendredi 6 février, jour de paye, les ouvriers d'une fonderie débrayent pour demander des explications sur le faible montant de la paye (nombreuses pannes techniques en janvier). Le chef d'atelier, devant les questions d'un ouvrier, répond : « Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à aller demander à Hassan II».

Très vite cette réflexion fait le tour de la fonderie A. Les ouvriers de la fonderie A vont voir leurs camarades de la fonderie voisine, la B, qui arrêtent immédiatement le travail.

Les travailleurs d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire qui représentent la quasi-totalité des ouvriers de fonderie demandent alors que le chef d'atelier soit déplacé et que la direction s'engage à faire cesser les brimades et les vexations.

Et le Vendredi 6 février se termine avec 200 ouvriers en grève, attendant la réponse de la direction.

LA GREVE S'INTERROMPT, PUIS REBONDIT DE PLUS BELLE.

Lundi matin, les grévistes se réunissent et décident de reprendre le travail en attendant la réponse de la direction. La direction croit l'affaire classée, les syndicats aussi.

Aussi la direction, en début d'après-midi, fait savoir qu'il n'est pas question de déplacer le chef d'atelier, et elle le fait savoir d'une façon ferme.

Dès que la réponse est connue, la grève rebondit de façon brutale. Les fonderies A et B s'arrêtent immédiatement, peu après les travailleurs musulmans de l'Usinage A et B qui sont tout proches se joignent à la grève. Les grévistes se regroupent et vont faire débrayer la fonderie C (la plus importante). Peu après, l'usinage C est touché par la grève.

D'autre par la grève a pris un caractère dur, les grévistes veillent à ce qu'il n'y ait aucun ouvrier originaire d'Afrique du Nord ou d'Afrique noire qui travaille. Et s'il y a quelques altercations, il n'y a aucun blessé, contrairement aux bruits qu'immédiatement fait courir la maîtrise.

L'ATTITUDE DE LA DIRECTION, DES SYNDICATS ET DES REVOLUTIONNAIRES

Devant ce brusque rebondissement, la direction est désorientée et croit voir une « manœuvre politique », c'est ce qu'elle fait dire par ses chefs. Les syndicats ne sont pas moins affolés, tous se désolidarisent de la grève, CGT, CFDT, FO et bien sûr CGC. La CGT inlassablement appelle les grévistes à reprendre le travail. Mais le seul effet est de faire naître une méfiance et une hostilité à l'égard des syndicats qui ira en grandissant jusqu'à la fin de la grève.

Dès le départ le contact a été établi entre les grévistes et les révolutionnaires regroupés autour du bulletin Lutte Ouvrière, certains sont eux aussi grévistes.

A 12 h 45, un meeting a lieu.

Un ouvrier révolutionnaire s'adresse aux grévistes pour les appuyer, et aux travailleurs français pour expliquer que tous sont concernés par l'arrogance de la maîtrise et le respect de la dignité ouvrière. Il est chaleureusement applaudi par l'assistance. Un gréviste traduit l'intervention en arabe puis un autre intervient à son tour en arabe. Le meeting se termine par un appel en arabe à se rassembler à 14 h devant la direction, car une réunion extraordinaire du CE est prévue pour 14 h 30.

A 14 h, plus de 200 grévistes sont rassemblés devant la direction, des accrochages assez vifs ont lieu entre grévistes et délégués CGT, à qui il est reproché, très fermement, de ne rien faire.

UN TRIBUNAL SYNDICATS-DIRECTION

La réunion extraordinaire du CE commence. Sont présents, outre les délégués du CE, l'ensemble des délégués du personnel. Dès le départ la CGT donne le ton : « Tout ça, c'est l'œuvre des gauchistes, ce sont des agitateurs professionnels qu'il faut chasser de l'usine ». **Et sur ce elle cite des noms et demande avec l'accord de la direction qu'on les fasse venir pour les mettre en accusation. Sitôt dit, sitôt fait.**

Dès qu'ils entrent dans la salle de réunion, la haine des dirigeants CGT et d'un réactionnaire FO éclate. On dirait de véritables bêtes enragées. Le directeur très satisfait trône et arbitre. En fait le calcul de la direction est différent de celui de la CGT. La CGT veut coûte que coûte faire mettre à la porte les gauchistes.

La direction, elle, veut la fin de la grève, et comme elle voit les syndicats sans prise sur les grévistes, elle espère qu'en intimidant les gauchistes, ceux-ci appelleront les grévistes à la reprise.

Mais la manœuvre de la direction échoue lamentablement. La réunion se transforme en véritable cirque, les délégués hurlant contre les gauchistes. Ceux-ci se refusent à rendre des comptes et s'en vont un à un de la réunion. Mais à la réunion étaient aussi présents, d'ailleurs par erreur, certains dirigeants grévistes. Ceux-ci essayent de faire entendre leur voix, expliquent : « Cette parole (l'insulte) nous a tous fait mal dans le cœur ». **Mais la direction n'a pas peur d'étaler son racisme, s'adressant à un ouvrier gauchiste de fonderie lui-même gréviste, le directeur dit :** « Mais vous êtes blanc, vous, alors pourquoi êtes vous avec eux ?.. » **et aux travailleurs émigrés :** « Bon, ça commence à bien faire avec votre mal au cœur ». **Il déclare aussi qu'il n'est pas question pour lui de recevoir les représentants des différents consulats que veulent faire venir pour le lendemain les grévistes.**

Finalement, après proposition commune direction-CGT, les délégués du CE votent un blâme à l'encontre de trois ouvriers gauchistes, les plus connus dans l'usine, les rendant responsables des soi-disant violences et excès. Ce vote est obtenu à l'UNANIMITE. **Seuls deux délégués qui n'ont pas droit au vote, un FO et un CFDT, s'élèvent timidement contre et demandent qu'aucune sanction ne soit prise.**

Mais la CGT et la direction n'en restent pas là, une commission syndicats-direction, d'une dizaine de membres, est formée pour étudier les sanctions à prendre. Les syndicats s'instaurent comme les flics de l'usine.

LA COLERE MONTE, LA VICTOIRE EST AU BOUT

De retour dans les ateliers, les grévistes font éclater leur colère : « Les syndicats sont tous des traîtres », « il faut tous déchirer les cartes CGT ». **Un mot revient martelant les dernières illusions qu'ils avaient eues : Trahison, trahison. Quand ils apprennent le blâme et les menaces de sanctions contre les gauchistes, les grévistes, déclarent qu'ils ne permettront aucune sanction et qu'ils prennent en charge la protection des camarades.**

La grève se durcit encore. Le lendemain mercredi, les secrétaires des consulats du Maroc et de Tunisie doivent venir à 14 h. Dans la matinée la colère et la résolution des grévistes sont à leur plus haut point. Ils parlent de faire arrêter coûte que coûte le reste de l'usine.

La direction s'affole. Car il est évident que l'attitude des travailleurs français est très partagée, les moins qualifiés, les O.S., sont plutôt du côté des grévistes, mais les professionnels affichent pour certains d'entre eux des sentiments racistes.

Aussi, elle recule, Elle reçoit les secrétaires des consulats du Maroc et de Tunisie. Elle s'excuse, déclare que le chef regrette, qu'il est prêt à présenter des excuses. Elle s'engage à sanctionner fermement si cela se reproduisait. Après quoi, à bout de nerfs, effondré, le chef d'atelier vient devant près de 300 grévistes s'excuser publiquement, et tombe en larmes dans les bras de l'ouvrier insulté.

C'est la victoire, on a rendu raison aux travailleurs musulmans. Ils décident de reprendre le travail.

30 ans après :

" L'ordre nouveau "

TOUT ce que l'Europe compte de mouvements fascistes, ou presque, s'était donné rendez-vous à Paris. Invités par le mouvement français « Ordre Nouveau », un certain nombre d'organisations dont le NPD allemand, le mouvement social-fasciste italien et la « Phalange » de « gauche » espagnole avaient l'intention de tenir un meeting à la Mutualité le 26 février, meeting qui vient d'être interdit.

Jusqu'alors, le projet de tous ces nostalgiques de l'Ordre Moral avait soulevé bien peu de protestations. Et on pourrait s'étonner du silence de certains devant une manifestation organisée par les fils spirituels (si (on peut employer ce mot) des Hitler, Mussolini et autres Franco dont les seuls noms symbolisent la dictature et la barbarie. Face à cet événement, il est bien curieux d'observer le silence de tous ceux qui se présentent comme les amis du peuple juif. Ceux là même qui, au Palais des Sports ou ailleurs, organisent des manifestations tapageuses pour exhiber leurs sentiments humanitaires et jurer, que, jamais, ils ne permettront « qu'Israël ne devienne un second Biafra », sont demeurés insensibles à l'arrivée annoncée depuis des semaines d'émissaires du NPD nazi. Tout comme les mouvements sionistes, bien propres par ailleurs à rechercher l'anti-sémitisme là où il est inexistant, c'est-à-dire au sein des groupes gauchistes.

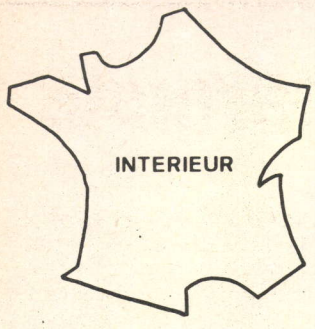
Quant au gouvernement français, qui ne manque pas une occasion, quand le besoin s'en fait sentir, de rappeler son attachement aux libertés républicaines et aux institutions républicaines, il n'a semblé nullement troublé dans sa quiétude par la présence, dans la capitale d'un aréopage de nostalgiques du totalitarisme. Il a fallu la menace de contre-manifestations de groupes gauchistes pour qu'il interdise cette réunion qui risquait alors « de troubler l'ordre public ».

Ceci dit, il faut se garder de dramatiser. Tant il est vrai qu'en France comme dans la quasi-totalité des autres pays d'Europe, les énergumènes fascistes ne disposent d'aucune influence notable et d'aucune base de masse.

Du moins, pour l'instant. Car demain, si les conditions changent, avec l'appui des magnats de l'industrie et de la finance, les bandes nazies peuvent résusciter, s'armer, se lancer contre la classe ouvrière et créer les conditions d'une prise du pouvoir par la « peste brune ».

C'est pourquoi la lutte contre le fascisme commence par la diffusion de la propagande socialiste dans la classe ouvrière, par la liaison des révolutionnaires avec les éléments de l'avant-garde ouvrière, par la construction, en France, d'un parti capable de mobiliser le prolétariat pour briser, dans l'œuf, toute tentative fasciste.

Dans cette perspective, les milliers de gauchistes qui militent en France ont un rôle capital à jouer. A condition qu'ils en prennent conscience, à condition qu'ils cessent de présenter aux travailleurs, le spectacle d'une division stérile.



impôts... pulaires

laires de la ... prévue à l'article 173 du Code de
(indiquer le numéro à la suite du lieu de naissance), ces ...
droit à une demi-part supplémentaire pour le calcul d...

— Les enfants nés en 1969 ;

— Les enfants qui accomplissent leur ser...
de 25 ans ;

— Les enfants recueillis s...

AUTRES PERS...

C...

Nous nous sommes efforcé de simplifier et de moderniser cette année la déclaration d'impôt - le résultat n'est pas encore parfait - mais c'est ici qu'une première étape qui traduit le désir du gouvernement d'améliorer les rapports entre les usagers et les administrations qui les servent - l'année prochaine nous poursuivrons cet effort.

V. Giscard d'Estaing

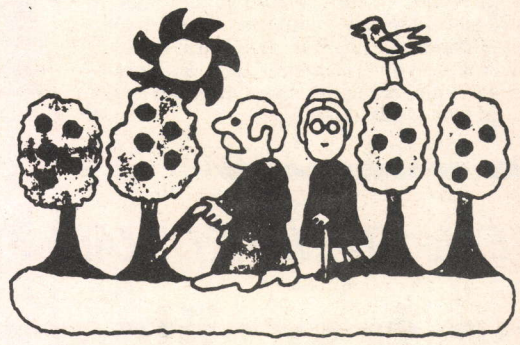
...entuellement, le

...etes propriétaire, n'indiquez

plaisance, ne signalez que les bateaux à v...

Où va l'argent des Impôts ?

Pour connaître la réponse, bien rares sont ceux qui ont la possibilité de lire « Le budget », document annuel indiquant avec précision la destination de l'argent procuré à l'Etat par les impôts.
En 1970, le budget de l'Etat est de 162 milliards. Sur ce total, les services généraux du pays, comme la justice, la diplomatie, la police, l'armée, représentent 46,9 milliards. Le reste, c'est-à-dire plus des deux tiers du produit des impôts, finance des activités d'enseignement, des interventions sociales, des incitations économiques ou des investissements nécessaires à la collectivité.
A titre d'exemple, nous avons choisi d'illustrer trois postes de dépenses publiques qui concernent la généralité des foyers.



En 1970, 22,1 milliards sont consacrés à l'action sociale, qui comprend essentiellement les allocations aux personnes âgées et les pensions d'anciens combattants.

LE 12 février, vous avez eu la joie de recevoir vos feuilles d'impôts, et vous avez eu la joie, plus grande encore, de les trouver simplifiées « et modernisées ».

Car dans la « nouvelle société » formule Chaban révisée Giscard, il ne suffit pas que le contribuable paie, il doit payer avec le sourire.

Pour réaliser la mutation des « cochons de payants » en contribuables conscients et satisfaits, le ministre des finances n'a reculé devant aucun sacrifice : il leur a adressé à chacun un billet doux affirmant *« le désir du gouvernement d'améliorer les rapports entre les usagers et les administrations qui les servent »* (sic). Et le style de la déclaration, trop impersonnel, a été transformé : on ne dit plus *« situation de famille »* mais *« vous êtes marié, veuf, divorcé... » ; les « revenus imposables »* sont abolis au profit de *« vous avez perçu » ; les « arrérages de rentes payés en 1968 »* sont promus *« rentes payées en 1969 »*.

Et ce n'est pas tout.

En trois dessins, l'administration explique *« où va l'argent des impôts »* : à l'enseignement (21 milliards), aux vieux (22,1 milliards), à la construction (6,8 milliards).

Comment dans ces conditions, ne pas comprendre la nécessité de l'impôt ?

Malheureusement, la démagogie gouvernementale est cousue de fil blanc.

L'enseignement, les vieux, la construction, ne représentent que 50 milliards dans un budget de 162 milliards. Et si l'on nous informe (très discrètement) que 46,9 milliards vont aux *« services généraux du pays comme la justice* (Deshays ?) *la diplomatie* (en vedette ?) *la police* (Thévenin ?) *l'armée »* (au Tchad) on ne va pas jusqu'à nous faire un dessin du Terrible et de la bombinette.

Qui s'étonnerait que le gouvernement publie des dessins bê-bêtes plutôt que les graphiques comparatifs de l'évolution des salaires et des impôts ? ce n'est un secret pour personne que ces derniers augmentent bien plus rapidement.

De même, le gouvernement a préféré ne pas rappeler que l'impôt sur le revenu rapporte 2 fois 1/2 plus à l'Etat que l'impôt sur les bénéfices.

Il y a quelques mois, « France-Soir » (et il n'était pas le seul), clamait sur cinq colonnes à la une *« vous paierez moins d'impôts en 1970 »*. M. Giscard D'Estaing s'est plu à rappeler, le 19 janvier, que l'impôt sur le revenu est « allégé » de 3 225 millions. Mais aucun journal n'a osé cette fois faire de publicité à ces aimables propos : les contribuables pourront bientôt calculer eux-mêmes leur impôt pour 1970... et ils n'apprécieraient sûrement pas la plaisanterie !

pas de provocation, camarades !

LE mercredi 28 janvier devait se tenir au lycée de Drancy, une réunion présidée par le maire communiste de Drancy, Niles. Le matin des lycéens de l'U.J.P. distribuent un tract intitulé « Niles go home ! », et avertissent les organisateurs de la réunion qu'ils s'opposeraient à la « politisation du lycée »...

Dans la journée, les lycéens apprenaient que la réunion était décommandée. Surpris, ils s'entendent dire par le secrétaire du Cercle J.C. que la réunion était reportée au mois de février, un préavis de huit jours n'ayant pas été déposé... On ne peut pas penser à tout !

Cet évènement n'aura eu qu'un mérite : montrer quelle est la fermeté que manifestent dans un de leurs fiefs, les « jeunes communistes » face aux rodomontades de quelques gaullistes.

les exclusions du lycée Louis-le-Grand (Paris)

LA presse bourgeoise, ces derniers temps, a exprimé à grand renfort de calomnies sa colère et son inquiétude devant l'agitation dans les lycées ; agitation qui, d'après elle, serait le fait d'une poignée de fauteurs de troubles et de vandales qui passeraient leur temps à se promener d'un lycée à l'autre pour y semer le désordre et tout saccager (1). La réalité est en fait tout autre et les trublions ne sont pas toujours ceux que l'on croit : témoin cette relation des événements survenus à Louis-le-Grand.

Tout a commencé peu de temps avant Noël.

Un élève de khâgne remit un jour en place une affiche que venait d'enlever un surveillant général, sous prétexte que le texte en était injurieux (elle dénonçait les conditions de travail des agents du lycée et traitait l'administration de « flic » — la suite de l'affaire n'allait que confirmer combien cet épithète était conforme à la vérité).

Pendant la semaine, le proviseur exerça toutes sortes de pressions pour obliger les parents de l'élève à le retirer de l'établissement ; il alla même jusqu'à traiter leur fils de drogué ! ! !

Mais ces manœuvres échouèrent et on le déféra devant le Conseil de discipline.

Le samedi matin, où le Conseil se réunissait pour exclure l'élève menacé, la majorité des élèves des classes préparatoires de lettres décidaient d'interrompre le petit concours qui avait lieu ce jour-là.

Quatre-vingt élèves, bientôt rejoints par d'autres, allèrent par solidarité pour leur camarade, protester contre les atteintes inadmissibles portées à la liberté politique et demander des explications au proviseur sur sa conduite. Tout se passa dans le plus grand calme, et en présence de 2 professeurs) ; mais ledit proviseur refusait de répondre clairement aux questions qu'on lui posait et finit par se réfugier dans le mutisme le plus total. Là-dessus une quinzaine de flics en civil firent irruption dans son bureau et enjoignirent aux élèves d'en sortir immédiatement, ce qui fut fait.

Mais les élèves n'apprécièrent pas et bientôt des C.R.S. durent intervenir pour secourir leurs collègues, coincés à l'intérieur du bureau et en butte à la vindicte générale. La dispersion se fit alors rapidement et les flics se retirèrent.

Le lundi on apprenait que 18 élèves passeraient en conseil de discipline (motif : occupation illégale du bureau du chef de l'établissement !) et que le lycée était fermé aux classes préparatoires. D'autres convocations ayant été envoyées entre temps, ce furent finalement 21 élèves qui furent jugés par le conseil de discipline la veille des vacances scolaires. Les réjouissances commencèrent à 2 h de l'après-midi et se terminèrent à 2 h 30 du matin ! Les « coupables » furent soumis à un véritable interrogatoire policier et eurent l'occasion d'apprécier la facilité avec laquelle le proviseur maniait le mensonge et l'autorité avec laquelle il coupait sans cesse la parole à leur défenseur.

Bilan de cette écœurante mascarade : 7 élèves furent, en plus du premier, exclus définitivement, 7 autres pour trois jours.

A la rentrée, une motion circula dans les classes (elle exigeait la réintégration des exclus et la liberté politique dans le lycée) et fut bien accueillie dans l'ensemble. Le proviseur, quant à lui, excellant dans le genre « farce sinistre », souhaitait une bonne année aux élèves, se félicitait du rétablissement du climat de confiance perturbé par quelques enragés, et déclarait que le lycée Louis-Le-Grand était le plus libéral de France. Ben voyons ! A la fin de la semaine suivante eurent lieu une grève et un meeting, sur les mots d'ordre : « A bas l'enseignement bourgeois, liberté de propagande pour les révolutionnaires », qui réunirent environ 250 élèves et où furent abordés des sujets divers, allant de problèmes pédagogiques à la lutte anti-impérialiste.

On sait que l'agitation s'est étendue depuis à d'autres établissements : Buffon et Michelet par exemple, qui partagent avec Louis-Le-Grand le privilège d'être surveillés en permanence par les « forces de l'ordre ».

(1) Ce sont les fameuses « bandes d'anarchistes itinérants » qu'on retrouve toujours dans les discours du ministre de l'Education Nationale ou d'un de ses collègues.

il y a 8 ans, la police assassinait à Charonne

SAMEDI s'est tenu, comme chaque année, au Père Lachaise un rassemblement commémoratif du massacre de Charonne le 8 Février 1962. 9 morts, des centaines de blessés parmi les manifestants, tel avait été le sinistre bilan à mettre à l'actif d'un service d'ordre déchaîné.

La manifestation du 8 Février avait été organisée à l'appel des syndicats ouvriers et enseignants et de l'UNEF en réfponse aux lâches attentats fascistes de l'O.A.S. en France, dont le dernier en date avait grièvement blessé une fillette, la petite Delphine Renard.

L'O.A.S. toute puissante parmi la population métropolitaine d'Algérie poussait ses ramifications en France et organisait des attentats contre des personnalités démocratiques.

La guerre d'Algérie traînait en longueur malgré la combativité accrue de l'ensemble de la population algérienne dont les manifestations se succèdaient dans les villes algériennes, et qui osa manifester en plein cœur de Paris. Le 17 Octobre 61, plusieurs milliers d'entre eux défiaient ouvertement les forces de police et manifestaient sur les grands boulevards. La répression s'abattit de toutes ses forces : 11.500 arrestations en deux heures, des assassinats sommaires - les cadavres furent jetés à la Seine -, des milliers d'Algériens furent parqués au Palais des Sports dans l'attente des tortures et des condamnations.

Les organisations se réclamant de la classe ouvrière qui se refusaient absolument à toute manifestation de rue furent mises au pied du mur par cette démonstration résolue du peuple algérien.

Le P.C.F. fut obligé de laisser ses jeunes manifester le 18 Novembre car c'étaient les plus impatients. Puis PCF, CGT, enseignants et UNEF (qui avait été la seule organisation à appeler à manifester pendant la guerre coloniale), organisèrent le 19 décembre une grande manifestation centrale qui regroupa près de 50 000 participants malgré l'interdiction. Mais les organisateurs étaient peu décidés. Et si cette manifestation fut un succès quant au nombre de gens qui y prirent part, le parcours prévu pour le cortège, bloqué par la police, ne fut pas respecté, et beaucoup de manifestants en tirèrent une impression décevante.

La manifestation dont le massacre de la station de métro Charonne fut l'affreux épilogue avait commencé de la même façon. Plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient répondu à l'appel, mais rien n'était organisé. Des cortèges de quelques milliers de personnes se formèrent ici et là. La police dans laquelle les éléments membres ou sympathisants de l'O.A.S. étaient nombreux s'acharna sur un groupe affolé qui se précipitait pour pénétrer dans le métro dont les grilles avaient été fermées. Ecrasés contre les grilles, les manifestants allaient être sauvagement matraqués, jusqu'à ce que mort s'en suive.

Le 12 février 1962 : un millier de manifestants enterrent leurs morts. (Photo U.P.I.)

Le 12 février, 1 million de personnes accompagnèrent en un interminable cortège les 9 victimes au Père Lachaise. La grève générale était effective. Cette participation massive des travailleurs montrait au pouvoir qu'ils n'étaient pas prêts à accepter les exactions de la racaille fasciste de la police. Il n'y avait aucun policier sur le parcours, ils étaient prudemment cachés dans les petites rues à l'écart. Le 12 Février la classe ouvrière enterra ses morts, mais elle n'était pas au stade de les venger. Ses organisations limitèrent la riposte à cela.

Depuis lors les familles ont entamé d'interminables procédures pour obtenir le châtiment des assassins et obtenir des réparations. L'instruction judiciaire a été close. Les assassins n'ont pas été inquiétés.

Les 15 années de guerres coloniales qu'a menée la France à l'issue de la deuxième guerre mondiale ont permis à la gangrène fasciste de se développer au sein de l'appareil d'Etat où elle a toujours trouvé un milieu favorable. Et les tueurs de Charonne qui chargeaient en hurlant **« Algérie Française »** et **« Mort aux cocos »** sont toujours présents parmi les sbires de Marcellin.

DANS LE MONDE

ISRAËL : les hypocrites

LE gouvernement israélien s'est presque excusé auprès du gouvernement égyptien du raid effectué par l'aviation hébreu contre l'usine métallurgique d'Abou-Zaabal qui, rappelons-le, a provoqué la mort de 70 ouvriers de l'entreprise et en a blessé près d'une centaine d'autres.

Pour le gouvernement israélien, il s'agit d'une simple et regrettable « erreur technique » et comme preuve de sa bonne volonté il a rappelé qu'il s'interdisait toute attaque contre des objectifs civils. En prime, il a informé les autorités égyptiennes qu'une bombe à retardement avait été larguée également par erreur et qu'il fallait la désamorçer.

Une des critiques les plus véhémentes contre cette attaque est venue des Etats-Unis où le département d'Etat l'a officiellement déplorée et a laissé entendre qu'une nouvelle opération de ce type risquerait d'avoir des conséquences sur la livraison d'avions Phantom américains à Israël.

Si de telles actions ne coûtaient pas la vie à des dizaines d'hommes la rhétorique dont on les entoure à Jérusalem et à Washington pourrait faire sourire. Car que fait, depuis juin 1967, l'armée israélienne dans les territoires occupés sinon la guerre à une population civile ?

Des centaines de Palestiniens ont été emprisonnés, 7.000 maisons de Cisjordanie dynamitées en guise de représailles, des dizaines de personnalités expulsées en Jordanie. C'est là un bref aperçu de la politique de répression systématique que mènent les soldats israëliens contre l'ensemble de la population palestinienne.

Les premiers touchés par ces mesures ont été les militants socialistes et communistes palestiniens, puis tous ceux suspectés d'entretenir des sympathies avec les guerilleros et enfin les familles des suspects.

Qu'est-ce donc cela sinon s'en prendre à des populations civiles ?

Et cette politique de repression et d'occupation n'est finalement qu'un des éléments de la politique de force adoptée depuis maintenant plus de deux ans par le gouvernement israélien. Car les illusions entretenues au lendemain de la guerre des Six Jours, illusions selon lesquelles les Arabes cette fois « avaient compris » et seraient contraints de reconnaître l'Etat d'Israël, ont fait place à un amer désenchantement. Pour le surmonter, les Moshé Dayan et les Ménahem Beguin ont fait adopter par leur gouvernement une politique qui consiste à s'engager de plus en plus dans l'escalade intérieure (contre les Palestiniens) et dans l'escalade extérieure, principalement contre l'Egypte.

Et cette géniale tactique, loin de régler quoi que ce soit pour les Israéliens, tout comme la guerre des Six Jours, ne peut aboutir à rien d'autre qu'à creuser un peu plus le fossé qui sépare les Juifs des Arabes. Et l'attaque contre l'usine d'Abou-Zaabal en est une nouvelle preuve. Dans ce contexte, les « erreurs tactiques » ne pourront que se multiplier et les regrets hypocrites qu'ont cru devoir formuler les dirigeants israéliens pour tenter d'atténuer l'émotion provoquée par cette action ne changent rien à l'affaire.

Quant aux U.S.A., les spécialistes du bombardement des populations et des installations civiles au Vietnam, au Laos, en Thaïlande ou ailleurs, ils sont bien mal placés pour s'offusquer du fait que les militaires israéliens prennent exemple sur leurs collègues du Pentagone.

ANGLETERRE : les regards sont tournés vers Ford

LES ouvriers des usines Ford vont-ils se mettre en grève le lundi 16 février pour obtenir l'augmentation de 10 livres par semaine (soit environ 140 F par semaine) que réclament les syndicats ou vont-ils hésiter et accepter l'offre de la Direction Ford qui propose immédiatement 4 Livres d'augmentation (soit 56 F) par semaine, si les ouvriers ne font pas grève.

C'est la question sur laquelle l'ensemble de la presse bourgeoise anglaise s'interrogeait avec inquiétude avant le dimanche 15 février, jour où les ouvriers rassemblés dans leurs usines voteront pour ou contre la grève.

C'est effectivement aux ouvriers que revient le soin de prendre la décision définitive quant à la grève. Celle-ci a déjà été voté par la majorité des délégués d'ateliers, homologues de nos délégués du personnel - sauf qu'en Angleterre, un délégué n'est pas élu comme en France sur une liste présentée pour toute l'usine. C'est chaque atelier qui choisit son délégué. Ce système ressemble d'ailleurs à celui instauré en 36 en France. Son avantage est que le délégué est très lié à ses camarades de travail.

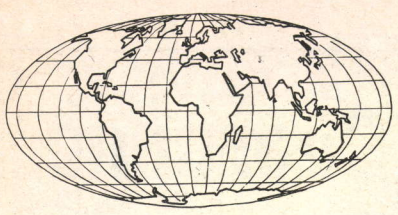
C'est pourquoi lorsque dans une réunion de délégués, la majorité se prononça pour la grève, la Direction de Ford a pris peur, car ce vote exprimait directement le mécontentement des travailleurs.

Elle a donc essayé d'éviter le point de rupture en proposant 4 Livres par semaine d'augmentation.

Cette augmentation représente un accroissement de 18 % des salaires, ce qui n'est pas tout à fait négligeable. L'augmentation de 10 Livres représenterait une amélioration de 45 % du salaire.

Une telle augmentation paraît très importante aux yeux des salariés français. Elle l'est également pour les travailleurs anglais. Ce qui les anime dans cette revendication, c'est qu'elle correspond à la parité avec des salaires existant dans les usines de Midlands où les salaires sont beaucoup plus élevés.

Qu'ils passent à la lutte ouverte ou non, il est certain que les ouvriers ont fait céder le géant Ford. Et ils en sortiront avec un sentiment de puissance qui leur permettra de préparer de nouvelles offensives.



DANS LE MONDE

vers un règlement du contentieux germano-polonais ?

POUR la première fois depuis la seconde guerre mondiale, des négociations politiques ont eu lieu entre l'Allemagne fédérale et la Pologne. Duckwitz, secrétaire d'Etat allemand, s'est rendu à Varsovie et malgré les hésitations des dirigeants polonais qui semblent peu désireux de se mettre en avant et de se faire passer pour les instigateurs de ces conversations, le rapprochement germano-polonais semble en bonne voie.

Une nouvelle rencontre est prévue dans un mois, de nouveau à Varsovie et non en Allemagne comme cela était prévu. Bonn, comme on le voit n'hésite pas à se montrer conciliant et multiplie les appels du pied.

Le gouvernement de Willy Brandt s'engage de plus en plus dans sa politique « d'ouverture à l'est », mais il faut dire que le silence complet des USA est un gage de consentement. Pas un mot à propos des conversations Moscou-Bonn. Pas un mot sur les multiples déclarations en direction de Pankow, et toujours rien pour cette toute nouvelle reprise des négociations germano-polonaises.

Quant à l'autre camp, Moscou a donné lui-même le signal du feu vert en engageant le dialogue. Alors, d'un côté comme de l'autre, on a intérêt à ce dégel. Et la détente ne semble pas impossible.

Depuis 1945, à défaut d'un traité de paix véritable et « définitif », les accords conclus à Postdam par les 3 grands ont décidé du sort de l'Allemagne et de ses voisins.

« En attendant une délimitation définitive de la frontière polonaise..., la ligne Oder-Neisse sert de limite occidentale aux territoires placés sous l'administration de l'Etat polonais et qui à cette fin ne doivent pas être considérés comme partie de la zone soviétique d'occupation ».

Et c'est le sort de ces régions situées à l'est de la ligne Oder-Neisse (représentant 100 000 km2 - le tiers de la Pologne actuelle - de territoires jusque-là allemands et concédés provisoirement à la Pologne par les accords de Postdam) qui ne pourra qu'être abordé au cours de négociations germano-polonaises.

Sans que d'ailleurs aucun de ces deux pays puisse trancher seul cette question la volonté des USA et de l'URSS compte aujourd'hui presque autant qu'en 1945.

En 1945, le remaniement des frontières avait entraîné un exode de 3 millions de personnes d'est en ouest, Polonais, chassés des territoires annexés par l'URSS dans le cadre de leurs nouvelles frontières, allemands vers la RDA ou l'Allemagne Fédérale.

Aujourd'hui, cela ne saurait être remis en question sans poser à nouveau les mêmes problèmes. Dans ces régions la population est composée au moins pour la moitié de gens nés après guerre. Mais rien n'est réglé pour autant, les problèmes politiques subsistent et ne risquent pas d'être résolus dans l'immédiat, car de même que le sort de deux Allemagnes, ce sont des questions qui se posent dans le cadre du statu quo mondial et du rapport de forces entre les deux blocs.

Aujourd'hui, on est à la détente. Et les gouvernements allemands et polonais vont régler leurs propres affaires. Les avances de Bonn ne sauraient déplaire à la Pologne qui recherche précisément, comme toutes les « démocraties populaires », des contacts à l'ouest.

Bonn, par contre, s'il lui arrivait de reconnaître la ligne Oder-Neisse, ne recevrait apparemment aucune concession en échange. Mais il y trouverait malgré tout son avantage. Ne pouvant forcer les faits, ne pouvant nier l'existence des deux Etats allemands, le gouvernement fédéral, en s'ouvrant vers l'est, en discutant directement avec la Pologne, ouvre en quelque sorte le dialogue avec l'Allemagne de l'est.

Willy Brandt emploie le meilleur moyen pour miner la cohésion du glacis, et bien que tortueux, ce chemin est peut-être le plus direct pour aboutir à un début de règlement du problème allemand, qui satisfasse à la fois Walter Ulbricht et Willy Brandt qui, quoiqu'on puisse en penser si l'on ne se fie qu'aux apparences, ont bien des intérêts communs.

Walter Ulbricht et tous les dirigeants de la RDA, seraient très heureux de trouver dans leur reconnaissance par l'Allemagne occidentale, une béquille à l'ouest qui leur permettrait de se passer des services russes et éventuellement de prendre leurs distances par rapport à une tutelle que Postdam leur a imposée, mais qu'ils subissent à contre cœur depuis 25 ans.

EN POLOGNE "SOCIALISTE" :

NOUVEAU PROCÈS A VARSOVIE :

plus le mensonge est gros...

UN nouveau procès vient de s'ouvrir à Varsovie, c'est celui de 5 intellectuels (un professeur et 4 étudiants), chargés par la justice polonaise de divers « crimes », entre autres d'avoir traduit et diffusé en Pologne le manifeste des 2 000 mots, manifeste édité et signé par un certain nombre d'intellectuels tchécoslovaques, afin de protester contre la répression exercée dans leur pays contre les animateurs du Printemps de Prague. Ils sont accusés en outre d'avoir diffusé une revue éditée en France par des émigrés polonais.

Mais pour justifier le procès, l'accusation s'est employée à noircir le tableau.

Ce n'est pas la première fois que dans la démocratique et populaire Pologne on envoie des gens en prison pour des années sur simple délit d'opinion - ce fut le cas pour Kuron et Modzelewsky et pour bien d'autres intellectuels qui avaient eu le tort de manifester ouvertement leur désaccord. Mais ce coup-ci, si les autorités polonaises ont cru corser l'accusation, c'est que depuis il y a eu Prague et l'intervention soviétique et la « normalisation ». Ce brusque retour en arrière a permis de renouer avec un passé aux méthodes éprouvées.

Les choses n'ont donc guère évolué, malgré les airs que veut se donner le régime. L'argumentation est tout aussi grossière. D'après l'accusation en effet l'Institut où travaillaient ces cinq universitaires serait un centre de diversion idéologique ayant des relations avec la station de radio américaine « Europe libre » qui diffuse à partir de Munich. Bien entendu ce « centre » selon la tradition, serait largement arrosé par l'or de la CIA afin de poursuivre son œuvre de désagrégation. Malgré tout, ces accusations paraissent encore trop fades à la justice polonaise : elle en a ajouté une troisième, celle d'appartenir au « sionisme international ». Ainsi parée de tous côtés, avec un dossier volumineux et fourni à défaut d'être convaincant, elle a pu entamer ce nouveau procès, en jouant sur les sentiments les plus bas, les plus rétrogrades de la population polonaise.

Depuis la guerre des six jours en 1967, l'antisémitisme, déjà répandu en Pologne, s'est encore développé, à la faveur d'une campagne orchestrée par le Parti de Gomulka et tendant à faire de chaque Juif un allié d'Israël et un traître à la Pologne. En accusant les cinq universitaires de collusion avec le « sionisme international », les dirigeants polonais espèrent les classer aux yeux de l'opinion publique, dans une catégorie connue et déjà largement dénoncée et condamnée par les autorités.

Tout ce fatras d'accusations aberrantes pour recouvrir le caractère du « manifeste » diffusé par les accusés et pour oublier le fond du problème. En fait plus qu'un procès c'est un avertissement destiné en premier lieu, aux intellectuels et en tout état de cause à tous ceux qui dans la population ont réprouvé l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

La terreur a payé à Prague du moins en apparence. Les dirigeants polonais veulent y puiser des encouragements dans la répression et l'oppression. Mais à Varsovie comme à Prague les sentiments de la population restent pour les autorités insaisissables et par là même, dangereux.

Pour avoir voulu rompre le silence, les 5 universitaires polonais sont condamnés. Mais ce qu'ils exprimaient, d'autres le pensent encore et le penseront à fortiori demain. La machine judiciaire polonaise peut sanctionner toute opposition publique surtout quand cette protestation se limite à quelques intellectuels, mais elle ne peut sanctionner les idées et les sentiments qui ne s'expriment pas ouvertement. Ce sont pourtant ceux là qui comptent à longue échéance.

Mirages en Espagne

LE « jeune » ministre des Affaires étrangères espagnol, M. Lopez Bravo, est venu rendre visite au gouvernement français. Aux termes des entretiens qu'il a eu avec nos représentants, il a été décidé que la France fournirait 30 Mirages à l'Espagne. C'est le premier chiffre qui a été avancé. En sera-t-il comme pour la Libye où de 15 on est passé à 50 puis à 100 et au-delà ? Difficile à prédire.

Mais dans quel but le gouvernement français vend-il des avions militaires à l'Espagne ? Officiellement, on prétend qu'il s'agit de « préserver la paix en Méditerranée occidentale ». Par qui cette paix est-elle donc menacée ? Quels sont les ennemis « occidentaux » de l'Espagne ? A moins qu'il ne s'agisse de l'U.R.S.S. d'où d'ailleurs revient M. Lopez Bravo ? Et avec qui le gouvernement français vient-il de rédiger d'importants accords commerciaux ? Allons donc !

La France va vendre à l'Espagne des Mirages. Tout un symbole. Car comme la Libye, l'Espagne n'est guère en mesure d'utiliser ces engins modernes de destruction à cause du manque d'infrastructure ainsi que du manque de techniciens qualifiés.

Mais le problème n'est pas là. Nous sommes dans une économie marchande et l'important est de vendre... n'importe quoi.

L'Espagne n'a sûrement pas besoin d'avions pour faire la guerre dans la période actuelle. Mais elle a besoin de vendre des oranges et le gouvernement français n'a guère de dollars à lui offrir en échange, alors il lui impose des Mirages.

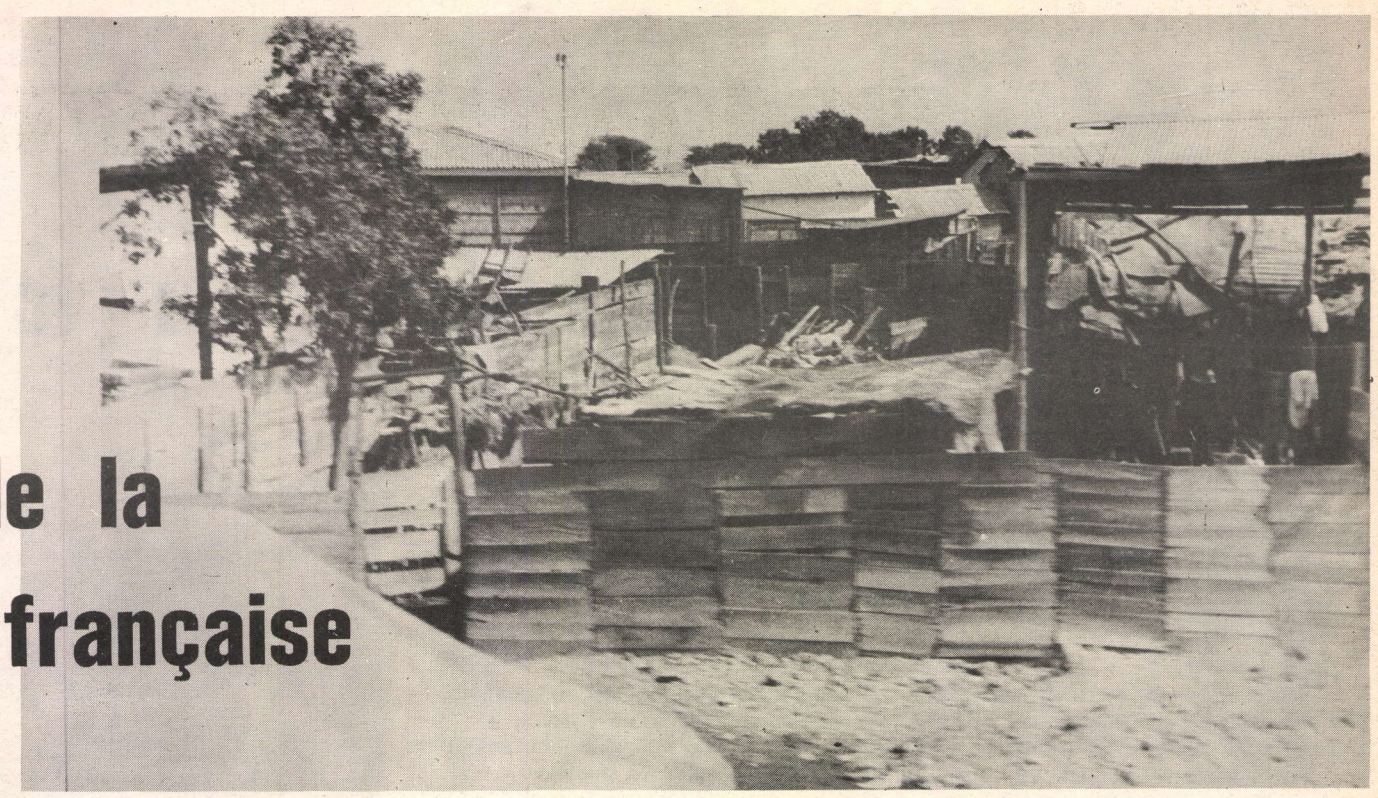
Les capitalistes espagnols vendront leur camelote. M. Dassault vendra la sienne, chacun avec la garantie de leur gouvernement, c'est-à-dire en fin de compte aux frais du contribuable.

Mais les Mirages de Marcel Dassault ont quelquefois des réactions brutales et une manière bien particulière de préserver la paix ainsi qu'ils l'ont montré lors de la Guerre des Six Jours. Et ceux qui en font commerce ne sont que des marchands de MORT.

Le sourire légendaire de Lopez Bravo.

DANS LE MONDE

quelques aspects de la présence française à Djibouti



Bidonville du quartier indigène. (Photo L.O.).

LE 24 janvier à Djibouti, deux grenades jetées à la terrasse d'un café du centre de la ville ont fait 18 blessés. Les autorités locales ont bien sûr parlé de lâche attentat, mais ce n'est en fait qu'un juste retour des choses, car à semer le vent on récolte la tempête.

Il faut dire tout d'abord que les grenades n'ont pas été jetées n'importe où. La place Ménelik qui constitue le centre de la ville est entourée de cafés qui, bien entendu, ont chacun leur clientèle particulière.

« Le palmier en zinc », où a eu lieu l'attentat, est le restaurant le plus « coté » de la ville et son prix ne le rend aisément abordable qu'aux gradés et aux notables. Et il faut dire aussi que la population indigène a de sérieuses raisons de détester l'armée qui constitue (avec les familles des militaires), la presque totalité de la population blanche et qui personnifie la « présence française ».

Le premier contact qu'un broussard venant à Djibouti aura avec la « civilisation française » va se faire au barrage qui entoure toute la ville et qui est gardé 24 heures sur 24 par la légion, l'armée et la gendarmerie.

Là, il lui faudra présenter une carte d'identité récente (le modèle change périodiquement). S'il n'en a pas, il pourra refaire en sens inverse les kilomètres de désert qui le séparent de son lieu d'origine ou tenter de franchir le barrage la nuit, malgré les légionnaires qui ne s'embarrassent pas des sommations avant de tirer. Si sa carte d'identité est périmée ou provoque dans l'esprit du gendarme un doute quelconque, il devra attendre sur place un camion de la gendarmerie qui l'emmènera à Djibouti dans une « cellule d'attente » toujours pleine. Une fois fiché et photographié, on décidera de son sort.

S'il peut rester en ville, il ira rejoindre les dizaines de milliers d'indigènes parqués dans les « quartiers », véritables bidonvilles permanents aux baraques sans eau ni électricité, faites de tous les matériaux récupérables possibles, sauf, bien entendu, la brique.

Dans ces « quartiers », la pluie est une véritable calamité, faute d'égout, les eaux pénètrent dans les baraques, les inondent et transforment les « rues » en bourbiers.

Pas question pour lui de trouver un emploi, le port qui était le principal utilisateur de main-d'œuvre ne fonctionne pratiquement plus depuis la fermeture, de fait, du Canal de Suez. Alors, il ne lui restera qu'à vivre sur le salaire d'un parent plus chanceux ou sur celui de sa femme qui trouvera une place de bonne dans une famille d'européens, et il sera un chômeur de plus parmi des milliers d'autres.

Chaque jour, il sera en butte aux tracasseries des gendarmes qui sortiront des « quartiers » des pleins camions d'indigènes pas en règle ou pour simple vérification.

C'est contre cette situation que les habitants s'insurgent. Et, depuis le passage de De Gaulle en août 66, on peut chaque année comptabiliser un certain nombre d'attentats ou de révoltes.

Chaque fois suivant un scénario classique, l'armée boucle les quartiers indigènes, perquisitionne et rudoie les gens et s'installe pendant quelques jours prête pour la répression, entourée de la haine de la population.

Et ces actes, ajoutés à la misère rapproche chaque fois un peu plus le jour où l'impérialisme français devra rembarquer et son mépris des populations du territoire, et son armée.

ITALIE :

des fascistes peu nombreux... mais bien protégés !

Mouvement Social Italien : les nostalgiques de Mussolini. (Photo L.O.).

SAMEDI 31 janvier, Milan a vu 20.000 manifestants défiler, à l'appel des syndicats et partis de gauche, pour protester contre la répression qui s'abat depuis quelques mois sur le mouvement ouvrier et étudiant. La police avait dû tolérer la manifestation, après le bruit qu'avait fait son intervention contre une manifestation de même inspiration, le 21 janvier.

Pourtant, c'est à une autre manifestation, qui ne comptait que 200 participants, qu'un maximum de publicité a été faite : celle des fascistes qui tenaient, le 1er février, une « rencontre de la jeunesse européenne », dans la même ville de Milan. A la sortie de leur « rencontre », un certain nombre de congressistes ont en effet entrepris de marcher sur l'université, opération sans danger puisqu'on était un dimanche, et que l'on ne risquait donc nullement de heurter des étudiants anti-fascistes ! D'autant plus que la police de Milan semblait ce jour-là, bien calme. C'est pourtant cette même police qui s'est distinguée, il y a peu de temps, dans l'art de trouver des coupables douteux pour l'affaire des attentats du 12 décembre dernier. C'est aussi cette même police qui s'est distinguée dans la répression des manifestations d'ouvriers et d'étudiants de gauche. Et bien, elle n'a pu empêcher les 200 manifestants en question d'arriver à l'université. Elle-même n'est arrivée que dix minutes après ! Après quoi il lui a fallu une heure pour obtenir la dispersion de cette imposante manifestation ! Sans commentaire...

Une campagne de l'association médicale Franco-Vietnamienne

Dans un communiqué qu'elle nous fait parvenir l'A.M.F.V. déclare qu'elle considère qu'il s'agit d'aider en priorité le service de santé du Gouvernement Révolutionnaire provisoire de la République du Sud Vietnam et les populations civiles dont il a la charge.

. . . . . .

L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE s'adresse à toutes les organisations et personnalités désireuses d'apporter une aide concrète au peuple vietnamien, et leur demande d'organiser avec elle cette campagne :

— en la faisant connaître le plus largement possible par les moyens qui sont à leur disposition ;

— en collectant de l'argent et en le versant à un compte-chèque postal commun spécialement ouvert à cet effet :

Docteur Henri CARPENTIER
C.C.P. n° 62 56 PARIS

Une commission chargée du contrôle des opérations financières a été créée ; toutes les organisations peuvent s'y faire représenter.

L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE tient à préciser que son rôle sera strictement d'ordre technique. La liste de tous les produits et matériel sanitaire, établie en étroite coordination avec le ministère de la Santé du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam est à la disposition de toutes les organisations ; le matériel acheté devra être déposé aux Entrepôts BOTRANS (*agent en douane*), 74, rue Petit, à Paris-19e.

Les envois resteront personnalisés au nom de ceux qui en sont à l'origine.

LES PROBLÈMES

les déboires économiques de la bureaucratie

A en croire la presse et les déclarations officielles, rien ne va plus en Union Soviétique. Brejnev a lancé le coup d'envoi en présentant un rapport virulent au Comité Central (le 15-12) contre l'organisation de l'économie. Et depuis les organes officiels, les instances du parti et des syndicats se sont emparés de la campagne.

Le plan pour l'année 1968 n'a pas été accompli dans les branches de la sidérurgie et des mines. Actuellement le cheptel et l'élevage de volaille a tellement diminué que l'approvisionnement des villes est difficile. Bref cela ne peut pas continuer.

quand Brejnev part en guerre contre la « bureaucratie »

Les responsables, d'après Brejnev, c'est le système, « le bureaucratisme », la sclérose de l'organisation. Un exemple qu'il a cité, nous le montre : des grues envoyées de R.D.A. en direction d'Odessa par voies ferrées auraient traversé toute la Sibérie jusqu'à Vladivostok, sans que personne ne se préoccupe de leur sort et ne se rende compte de l'erreur.

Bien sûr, une telle incurie a pour cause la fuite devant les responsabilités, les gaspillages parfois même l'ivrognerie, mais bien plus encore les directions économiques, qui, toujours d'après Monsieur Brejnev, paralysent l'économie. Ainsi ils n'y aurait pas frein plus lourd que ces « ministères d'industrie » supprimés en 1956 puis rétablis en 1966 et qui sont les maillons les plus défectueux de l'économie.

La solution envisagée ? A chacun de faire un effort et au parti de développer l'initiative et un climat de confiance. Cela suppléera peut-être aux vices de fonctionnement du système.

Brejnev enfourche là un cheval de bataille qui n'est guère nouveau.

Depuis les années 1965-66, l'URSS est à la recherche de réformes économiques. Après la crise de 1964, et le départ de Khrouchtchev, les thèses de Liberman devaient être appliquées dans l'industrie puis progressivement dans le commerce de détail. Les nouvelles directives ont redonné une certaine autonomie aux entreprises, (tout en rétablissant les « ministères industriels » pour garantir un contrôle).

Auparavant, la période dite de « dégel » après 1956 avait connu la même tentative pour ressusciter l'initiative et l'intérêt individuel.

un marasme qui ne date pas d'aujourd'hui

En fait depuis bien plus longtemps encore, l'U.R.S.S. connaît ces problèmes. Victor Serge décrivant l'économie d'avant-guerre (Destin d'une Révolution) disait : **« De la base au faîte de l'économie, la combine règne. Chefs de trusts, directeurs de banques ou d'usines, administrateurs du commerce étatisé, administrateurs de kolkhozes ou d'artels, gérants de magasins, employés ont chaque jour recours à elle. Tous les rouages de la colossale machine en sont huilés et encrassés. Son rôle est aussi grand que celui du plan, car sans elle le plan ne serait jamais réalisé. La combine aux multiples ressorts supplée à l'insuffisance des salaires, à la déficience des statistiques, à l'incurie administrative, à l'inintelligence bureaucratique ; elle accumule les miracles ».**

Malgré les divers tentatives de réformes, les maux dont souffre l'économie soviétique n'ont, pour l'essentiel, pas changé.

Ce n'est pas le système de la planification qui est en cause, comme se complaisent à dire tant d'observateurs occidentaux. C'est précisément grâce à la planification que la Russie arriérée d'il y a 50 ans a pu se hisser au niveau des plus grandes puissances économiques dans bien des domaines. Et la comparaison entre l'évolution de l'URSS au cours du demi siècle passé à celle de n'importe quel pays arriéré resté dans le monde capitaliste est, de très loin en faveur de la première.

Cela dit, il n'en reste pas moins que la centralisation par la bureaucratie a fait de la planification un système extrêmement lourd qui est de moins en moins capable d'assurer le développement harmonieux de l'économie.

En réalité, ce n'est pas non plus la centralisation elle-même qui est en cause, sans elle il n'y a pas de planification possible.

contrôle bureaucratique ou contrôle ouvrier ?

Mais comment la bureaucratie pourrait-elle rendre le plan plus souple, constamment adapté aux conditions réelles ? Une telle capacité d'adaptation qui devrait constituer une des caractéristiques de la planification socialiste, suppose la possibilité d'intervention de chaque intéressé, la possibilité de discuter toute décision, de critiquer la moindre erreur.

L'essence de la planification socialiste est la participation de chaque travailleur à la gestion économique, à la fois au niveau de l'élaboration du plan et au moindre aspect de son application. Mais c'est justement là que réside l'incapacité congénitale de la bureaucratie à éliminer de quelle façon que ce soit les tares de sa planification.

Car cette planification sans démocratie ouvrière par delà les défauts que les bureaucrates eux-mêmes ressentent, est la forme économique qui permet le détournement d'une fraction importante du surproduit social au profit d'une couche privilégiée. Le contrôle ouvrier saurait, certes, corriger les tares, mais le prolétariat, si la possibilité lui était donnée, demanderait rapidement des comptes aux bureaucrates quant aux détournements faits sur son dos.

La fin de la planification bureaucratique serait la fin de la bureaucratie en tant que couche privilégiée. Car la base économique de ses privilèges matériels est précisément cette planification sans contrôle ouvrier.

Aussi, Brejnev peut lancer tous les cris d'alarmes possibles, peut trouver des boucs-émissaires et les châtier, il ne peut guérir le mal qu'il dénonce, car en fin de compte, il en vit.

Propagande pour les premiers plans soviétiques des années 30. Une imagerie populaire qui masque les vrais problèmes.

Les solutions des bureaucrates

comment on rationalise au pays du "socialisme"

LE secteur de l'industrie chimique et en particulier celui des engrais, a toujours été le parent pauvre de l'industrie soviétique. Mais les dirigeants du Kremlin ont, semble-t-il, depuis quelques temps, trouvé en partie remède à cette situation. Un article récemment paru dans Les Izvestia *se félicitait en effet des succès enregistrés dans la production de l'azote, par l'extension d'une mesure de « rationalisation » du travail ayant fait ses preuves dans une usine de la région de Moscou.*

Dans cette usine, en effet, un millier d'ouvriers ayant été licenciés, on avait réparti l'équivalent de leurs salaires sur les ouvriers restants... en leur demandant de faire double tâche. On aurait ainsi enregistré une augmentation de rendement en travail de 200 % pour une augmentation de salaires pouvant être estimée pour chaque ouvrier à 130 %. Les travailleurs licenciés auraient, paraît-il, trouvé du travail dans d'autres entreprises...

Indépendamment des exagérations et des rodomontades dont la presse soviétique est coutumière, et même si les pourcentages d'augmentation sont faux, ce que cela signifie, c'est que les dirigeants soviétiques viennent de redécouvrir au moins en ce qui concerne la production d'engrais, les vieilles méthodes du stakhanovisme : on paie à des ouvriers des « sursalaires » en leur demandant de doubler leur production, et on réduit les autres à un demi-chômage et à des salaires faméliques.

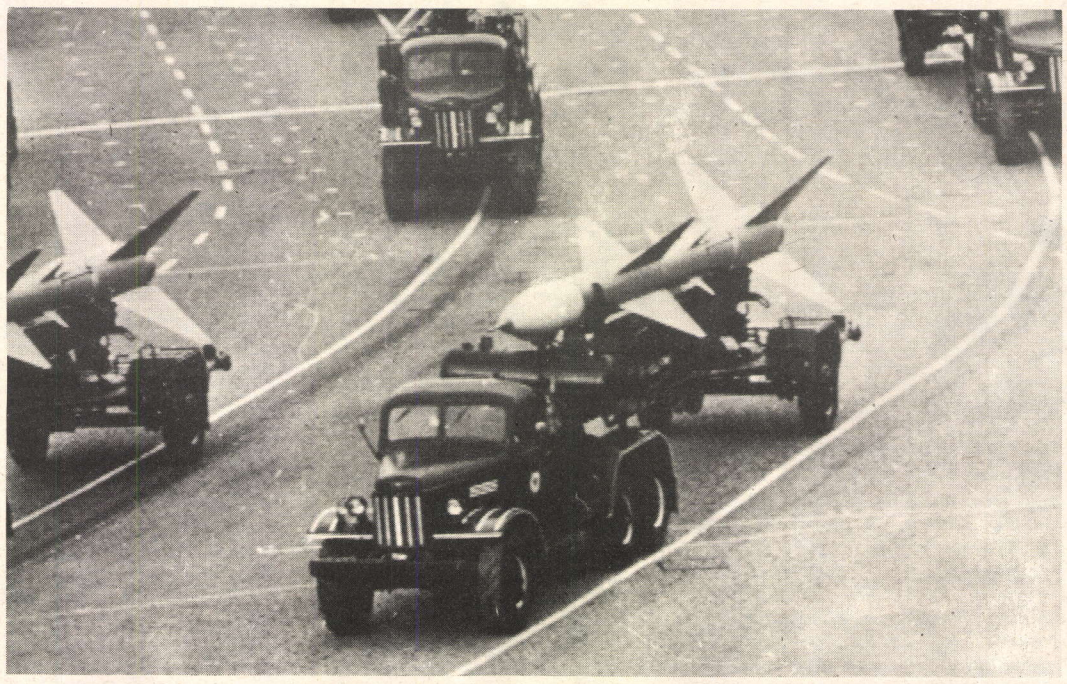
C'est beau l'émulation socialiste !

DE L'U.R.S.S.

l'impasse de la diplomatie russe au Moyen-Orient

L'OFFENSIVE diplomatique lancée à grand bruit par l'Union Soviétique pour tenter de soutenir son allié égyptien en difficulté, il n'a, jusqu'à présent, abouti qu'à des résultats fort minces. A la menace contenue dans ses notes diplomatiques à la France, l'Angleterre et les U.S.A. d'armer l'Egypte massivement, si les U.S.A. continuent à vouloir accorder à Israël de nouvelles armes destinées à accroître encore sa supériorité, les Anglo-Saxons ont répliqué en proposant un embargo commun qui gèlerait les positions actuelle favorables à court terme à Israël. Le gouvernement français a proposé, lui, l'envoi de casques bleus et une reprise des consultations à quatre.

En admettant que cela se fasse, il est douteux que ces conférences puissent calmer, encore moins résoudre, la crise du Moyen-Orient. Et ce d'autant plus que les forces entrées en jeu, celles de la résistance palestinienne comme celle des Ultras israëliens, sont devenus incontrôlables par les Grands.



Pour aider les peuples du Moyen-Orient, il ne suffisait pas de donner aux régimes en place des armes (même s'il s'agissait des plus modernes, ce qui n'est pas toujours le cas).

Des alliés vénaux

Cela, l'U.R.S.S. ne l'ignore pas. Qu'espère-t-elle donc ? Essentiellement prouver que son alliance est efficace à des alliés qui commencent à en douter. Il est peu probable qu'elle y parvienne uniquement par des offensives diplomatiques même orchestrées à grands coups de trompes. Pourtant, comme elle se refuse à affronter les U.S.A. et qu'elle mène toute son action sur un terrain diplomatique et militaire où elle est la plus faible, elle se trouve une fois de plus en position difficile.

Car les seuls alliés dont l'U.R.S.S. dispose au Moyen-Orient sont des alliés vénaux qui n'ont avec elle aucune solidarité profonde et qui la lâcheront sans hésiter si son alliance ne leur rapporte plus rien.

Pourtant, cette politique d'alliance avec des Etats opposés de façon circonstancielle à l'Impérialisme, est la seule que puisse entreprendre la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin qui refuse de s'appuyer sur la lutte des peuples. Elle s'appuie donc sur des régimes souvent pourris et dictatoriaux, dirigés par des cliques militaires constamment menacées de coups d'Etat.

La pénétration soviétique au Moyen-Orient depuis la dernière guerre est caractéristique de cette politique dangereuse et finalement inefficace dans la lutte qui l'oppose aux U.S.A. Cette pénétration s'est faite en deux temps. D'abord l'U.R.S.S., comme les U.S.A., a soutenu Israël contre les Etats arabes dominés par l'influence anglaise pour avoir un appui dans la région. La bourgeoisie israëlienne ne lui en a tenu aucun gré bien sûr, et préféré l'aide économique et politique de la puissante Amérique.

Aussi, à la création de régimes nationalistes arabes, consécutives à l'effondrement de l'influence anglaise, l'U.R.S.S. changea son fusil d'épaule et se mit à soutenir les soi-disant régimes progressistes des colonels égyptiens, syriens ou irakiens. Ces régimes fragiles acceptaient l'aide proposée avec d'autant plus d'empressement que la politique d'équilibre entre les deux blocs était la seule qui permit à des pays sous-développés à la fois d'échapper un tant soit peu à l'exploitation de l'Impérialisme et d'obtenir une aide des deux camps en présence. Dans cette politique de neutralisme intéressé, Nasser s'illustra particulièrement. Il sembla tirer les fruits, quand face à l'invasion franco-anglaise de 1956, il disposa des concours conjugués de l'U.R.S.S. et des U.S.A. décidés à occuper seuls la place.

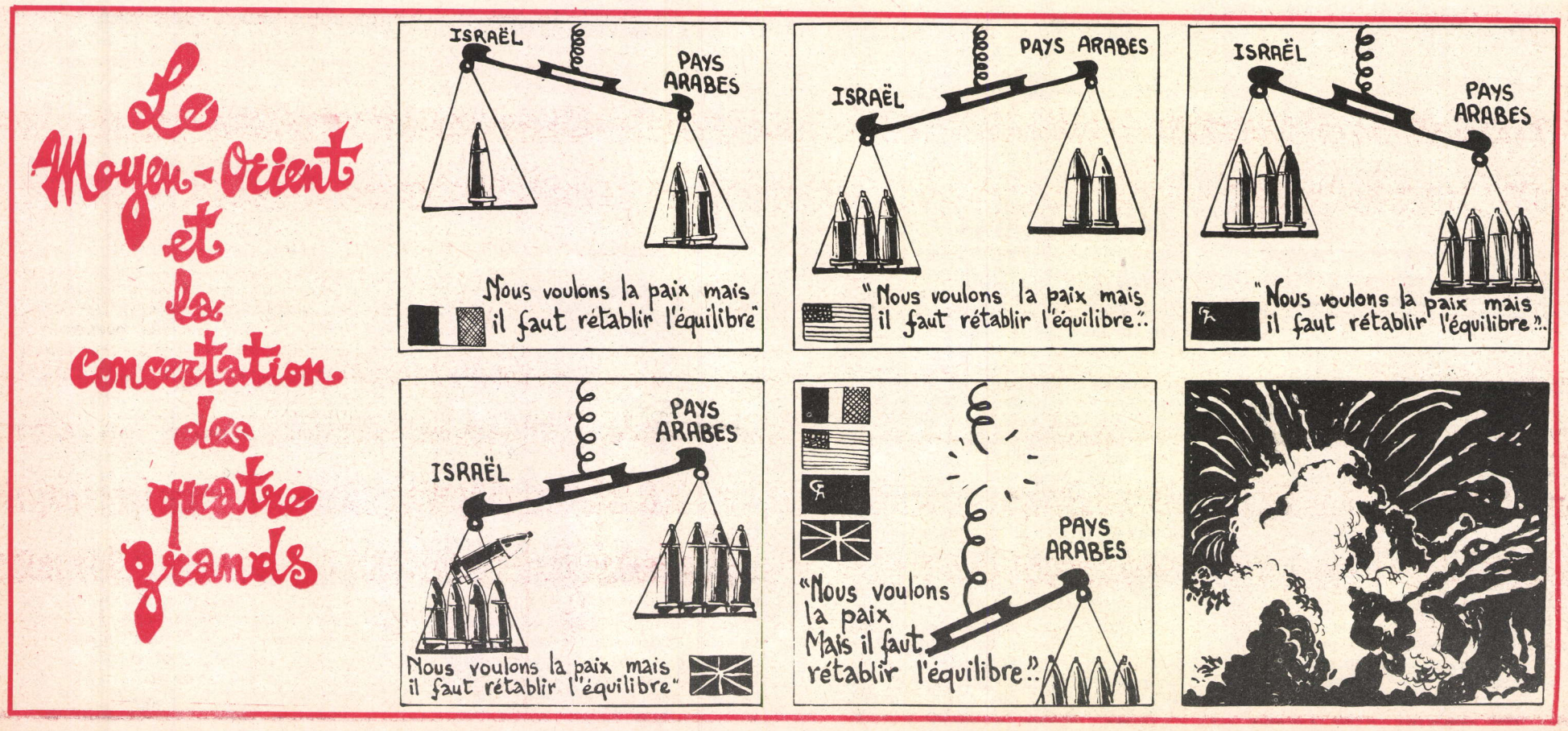
Les problèmes depuis 1956

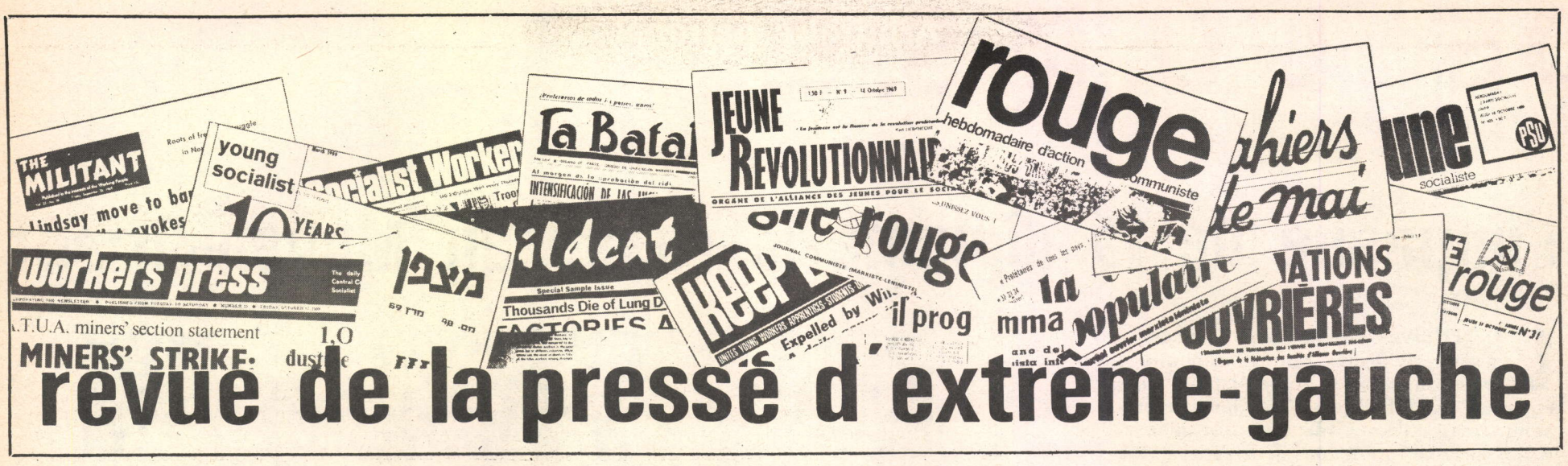
Depuis 1956, cette politique est devenue d'autant plus difficile que les Etats-Unis, solidement implantés, disposant de régimes directement à leur solde en Arabie Séoudite, en Iran ou au Liban, pour ne parler que des plus notables, préfèrent faire mettre au pas les quelques Etats nationaux qui tiennent encore à garder un minimum d'indépendance en utilisant comme chien de garde l'Etat d'Israël toujours disponible. C'est ainsi que les U.S.A. ont favorisé la campagne de menaces israëlienne, contre le régime syrien qui a précédé et mené à la guerre des six jours, et qu'ils continuent à jouer la chute des différents régimes nassériens par Israël interposée.

Dans cette situation, l'intervention de l'U.R.S.S. ne peut pas grand chose de plus pour soutenir des alliés affaiblis et sans appuis populaires. Et ceux-ci sont alors d'autant plus tentés de se détourner d'elle soit pour tenter un compromis avec les Etats-Unis, soit pour se chercher d'autres alliés comme la France.

Les difficultés de l'U.R.S.S. risquent donc de continuer, malgré l'importance de toutes les aides qu'elle pourrait apporter. Les seules forces capables de faire encore reculer l'impérialisme, c'est l'intervention des peuples arabes qui ont déjà bouleversé par leur lutte bien des positions acquises au Moyen-Orient. Mais c'est justement la force sur laquelle l'U.R.S.S. refuse de s'appuyer.

En attendant, en soutenant des régimes vivant de démagogie nationaliste, l'U.R.S.S., tout autant que les U.S.A., favorise le développement des antagonismes nationaux qui menacent de transformer le Moyen-Orient en un charnier aussi sanglant que celui du Nigéria.





revue de la presse d'extrême-gauche

U.S.A.

i.s. international socialist
No. 15 January 1970
.20 East Coast, .35 West

(mensuel socialiste révolutionnaire) Janvier 1970

Voici des extraits d'un article intitulé : « Le maoïsme et la classe ouvrière » :

« Le P.C. chinois est venu au pouvoir à la suite de la victoire militaire d'une armée de paysans déclassés qui avait été isolée des centres urbains et de la population ouvrière pendant vingt ans. Même la masse paysanne qui la suivait était attirée au moins autant par son rôle dans la résistance à l'impérialisme japonais, que par le programme agraire anti-capitaliste du Parti.

« Dans la prise du pouvoir par le P.C. en 1949, la classe ouvrière ne joua pratiquement aucun rôle...

« Cette dépendance apathique (qui s'est poursuivie depuis la prise du pouvoir) a été rompue pour la première fois, en 1966. C'est en réaction contre la tentative de porter la « Révolution Culturelle » des écoles et des Universités dans les usines. Pour la première fois depuis la défaite de 1927, la classe ouvrière a fait irruption par son activité sur la scène politique. Partout où la tentative fut faite, les ouvriers chinois se sont opposés, parfois violemment, à l'occupation des usines par les gardes rouges... »

Pour les camarades de I.S. le but de la Révolution Culturelle était « d'épurer, de réarmer la bureaucratie - et non de la renverser ».

Après avoir donné des exemples de la résistance ouvrière, notamment à Shangaï, ces camarades concluent :

« La révolution maoïste en Chine a placé au pouvoir, non pas la classe ouvrière, mais la bureaucratie du Parti et de l'Armée. Son objectif de classe, c'était le développement de la puissance industrielle et militaire de l'Etat chinois...

« Mais la libération de la classe ouvrière ne peut venir que de la lutte des travailleurs eux-mêmes — et son but ne peut être de bâtir une Chine « puissante », mais seulement la révolution mondiale... Du point de vue de la classe ouvrière, les buts nationalistes de la bureaucratie chinoise sont, comme toutes les solutions nationalistes, fondamentalement réactionnaires. »

GRANDE-GRETAGNE

Socialist Worker
For workers control and international socialism — 140 2 October 1969 every Thursday 3d

(Pour le Contrôle Ouvrier et le Socialisme International - Hebdomadaire du groupe International Socialism)

Dans leur éditorial du numéro du 29 Janvier, ces camarades commentent en ces termes la visite de Wilson aux USA.

« La raison principale de Wilson pour aller voir ses supérieurs à Washington cette semaine, c'est de plaider sa cause auprès de Nixon pour éviter au parti travailliste un désastre aux élections... »

« Les leaders travaillistes sont de plus en plus inquiets : les développements actuels dans l'économie U.S. menacent de détruire la fragile reprise de l'économie anglaise, qui a été payée par les sacrifices de la classe ouvrière anglaise. Ils ont peur que les Etats-Unis n'arrivent pas à résorber le déficit énorme de leur balance des paiements sans entraîner une sérieuse récession du commerce...

« Wilson sait que toute extension de la récession à la Grande-Bretagne entraînera une augmentation du chômage (il y a déjà 630.000 chômeurs) ainsi que des attaques sur les salaires et les services publics.

Si nécessaire, il organisera de telles attaques, mais il préférerait attendre après les élections... »

FRANCE

L'HUMANITÉ rouge

N° 46 - 5 Février 1970

Ce journal revient sur les incidents qui ont opposé au Censier les sionistes du mouvement d'extrême-droite « Béthar » aux étudiants gauchistes. Il estime :

En frappant le Béthar et l'extrême-droite sioniste, les étudiants ont remporté une victoire politique importante, car à travers les marionnettes fascistes, c'est le gouvernement des monopoles qu'ils ont frappé.

Le thème d'Israël, parce qu'encore pas clair dans une large fraction des masses, est le cheval de bataille de la bourgeoisie pour tenter de se créer une base populaire, un pouvoir fort, qui servirait le mieux possible les intérêts du capitalisme monopoliste d'Etat. En effet, la bourgeoisie française a engagé une bataille acharnée. Pour elle il s'agit de resserrer les liens avec l'impérialisme U.S. (échec du nationalisme économique de de Gaulle, qui voulait faire de l'impérialisme français un impérialisme dominant). Mais aussi de manœuvrer au millimètre, car il s'agit de ne pas être absorbé par les U.S.A. ; c'est pour cela qu'il lui faut une assise populaire, lui permettant d'installer son pouvoir dans cette optique. C'est pour cela que ce thème d'Israël lui est si cher. C'est pour cela que la bataille politique contre le sionisme, contre le fascisme et en particulier les luttes qui se déroulent à l'université est une bataille dont l'enjeu est très important, et tous les marxistes-léninistes doivent l'avoir clairement en tête. Le printemps risque d'être chaud, nous devons nous y attendre, afin d'être prêts à plonger dans les flammes de la lutte des masses.

INFORMATIONS OUVRIÈRES
L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

N° 462 du 4 au 11 février.

Ce numéro est essentiellement consacré au meeting tenu le 1er février au Bourget à l'appel de l'A.J.S. On y trouve la description détaillée du meeting et le texte de l'adresse adoptée par les participants.

Charles Berg, cité, donne le sens et les perspectives que ce meeting ouvre à l'A.J.S.

Après que toute la salle ait scandé un vibrant : *« Ce n'est qu'un début, l'A.J.S. continue »*, Charles BERG, conclut : *Quelles sont nos tâches, les perspectives à ouvrir ? Cette force doit dire calmement, raisonnablement : des milliers de jeunes au Bourget ont pris acte de la faillite de la société capitaliste, de la nécessité de l'unité de la classe ouvrière et de la jeunesse. Il faut déployer le front de la classe ouvrière et ouvrir la perspective de la Manifestation centrale de la jeunesse contre la déchéance et la déqualification. »* Mais, poursuit l'orateur, *« il n'y a pas d'un côté la manifestation et de l'autre l'organisation. Nous sommes ici 9.000. Ils sont 4 millions de jeunes travailleurs. Ils n'étaient pas au Bourget, ils n'en garderont aucun souvenir. Il faudra leur dire ce qui s'est passé ici ».*

tribune socialiste PSU

5 février 1970

L'organe du P.S.U. consacre son éditorial à la crise qui secoue l'Université. Après avoir analysé la politique de reprise en main du gouvernement, il affirme :

La répression n'est qu'un moyen. L'objectif de M. Guichard, la raison d'être de la remise au travail chère à M. Pompidou, c'est l'installation plus confortable des intérêts capitalistes.

A cette fin, on laissera mourir dans leur autocontestation les départements ou les facultés dont la rentabilité est la moins grande ; on tentera de constituer les nouvelles universités, sous le paravent de la pluridisciplinarité, en fonction de nouveaux critères d'homogénéité : économiques quand on le pourra (ainsi avec les universités de technologie, les universités médicales, etc.), politiques quand il le faudra (les universités à majorité réactionnaire recevront l'argent des entreprises qui souhaitent leur développement ; les autres n'auront qu'à se mettre en grève pour obtenir au bout de six mois les miettes d'un collectif budgétaire). Le temps réglera les choses : on verra s'épanouir les universités de droite et dépérir celles de gauche ! C'est la concurrence, telle que le néo-capitalisme la comprend. Dans le secret des provinces, les affaires avancent plus vite qu'à Paris. Telle université de technologie servira à regrouper divers enseignements au profit d'une entreprise (Clermont, Montpellier) ou d'un groupe d'entreprises dynamiques (Besançon, Grenoble). Telle faculté des sciences voit déjà 60 % de son budget dépendre de contrats avec l'industrie privée. Telle U.E.R. de langues dépend des fournitures d'I.B.M. On pourrait voir se développer des pratiques analogues à propos de l'enseignement technique. C'est ainsi que se reconstruit peu à peu aujourd'hui l'Université bourgeoise après l'ébranlement de mai 68.

rouge hebdomadaire d'action communiste

N° 50 - 2 février 1970

L'hebdomadaire de la Ligue Communiste s'attache particulièrement au problème du travail des révolutionnaires dans l'armée, et à la campagne qu'ils mènent pour la libération des trois jeunes soldats emprisonnés et maintenant condamnés.

Outre le compte-rendu du meeting tenu à Rennes devant 3 500 personnes, Rouge **définit ainsi le programme des révolutionnaires dans l'armée.**

Nous ne sommes, ni des rêveurs, ni des pacifistes. Nous ne mènerons pas campagne contre le service militaire ou l'armée en général, mais pour un certain nombre de revendications. L'armée de la bourgeoisie utilise un contingent de jeunes travailleurs et de jeunes étudiants qui n'ont pas à défendre les mêmes intérêts qu'elle, qui n'ont pas de patrie à sauver. Qu'ils apprennent le métier des armes, ce n'est pas un devoir, c'est un droit pour lequel ils doivent se battre : la science militaire ne doit pas rester le privilège des mercenaires de la classe dominante. Ce que le jeune ouvrier, le jeune étudiant apprendront à l'armée leur servira plus tard autant que cela sert au mercenaire. Ce dernier est payé, à terme, pour briser le mouvement ouvrier. Les premiers auront le devoir de le défendre, de l'organiser, de le mener à la victoire sur les bandes d'hommes armés de l'Etat bourgeois.

Mais le service militaire, tel qu'il existe aujourd'hui pour tous, ne doit pas être le champ clos à l'intérieur duquel la caste des officiers dompte et embrigade la jeunesse.

POUR LE DROIT D'EXPRESSION POLITIQUE ET D'ORGANISATION DES APPELES !
POUR UN SERVICE MILITAIRE MIXTE A TROIS MOIS !
POUR UNE INSTRUCTION MILITAIRE EFFECTIVE !
CONTRE L'ENCASERNEMENT ABSURDE ET TOTALEMENT INUTILE !
POUR UNE SOLDE AU MOINS EGALE AU S.M.I.G. !

Nous mènerons campagne, publiquement, sur ces thèmes. Le procès de Rennes n'est qu'un début. Il devait être celui de jeunes militaires incitant leurs camarades à une vilaine désobéissance. Nous en ferons le début du procès de l'armée réactionnaire française, part importante du procès que la classe ouvrière fera un jour à la bourgeoisie et qui n'aura qu'un verdict possible : la révolution socialiste, avec l'application immédiate de la peine.

L'IDIOT International

N° 3 - Février 1970

Ce numéro contient un livre-journal consacré à la chronologie du mouvement ouvrier et des organisations révolutionnaires actuellement existantes. Une double page centrale donne un intéressant tableau du passé et de la filiation de ces organisations.

Dans son éditorial, il porte le jugement suivant sur la situation en France :

La bourgeoisie ne peut plus masquer le problème : ou l'on se vend entièrement à elle, ou on la combat et on la détruit entièrement. C'est bien. Le signe d'une situation pré-révolutionnaire. Mais si c'est une raison de mépriser stratégiquement sa force, c'est le motif puissant pour en tenir compte tactiquement. Devant la crise de leur bourgeoisie, révolutionnaires français et italiens sont confrontés aux mêmes impératifs vitaux : faire front au renforcement qualitatif et quantitatif de la répression, unification des polices, étranglement des libertés.

La seule réponse : unifier toutes les composantes du mouvement populaire en attaquant partout les manifestations d'une même tyrannie sournoise ou évidente : à l'usine-prison, à l'école-caserne, dans la ville-ghetto. Chaque lutte contre un point de l'oppression bourgeoise unifie tout ce qu'il possible d'unifier, précipite l'éveil, c'est-à-dire montre la nécessité de briser l'appareil d'Etat, garant de l'exploitation.

Il faudra rassembler les forces dans la lutte, les entraîner, pour que, de la « guérilla », — « grève guérilla », « cours guérilla », « expropriation des terres guérilla » — dans un processus prolongé, le choc inévitable tourne en faveur du nouveau monde. A gagner.

une curieuse méthode de calcul des salaires

NOUS avons rapporté ici même (L.O. n° 72) la grève que firent pendant trois semaines les ouvriers de chez Drouard, petite usine de moteurs électriques située dans le XV^e^ arrondissement à Paris. Rappelons que cette grève s'était terminée sans autre résultat qu'une avance remboursable en 4 mois. Depuis lors, le patron, aidé par une équipe de collaborateurs fidèles, a repris ses traditionnelles méthodes vis-à-vis des ouvriers, particulièrement en ce qui concerne les salaires.

Le calcul de ceux-ci est en effet très original. A l'atelier de la rue de Lourmel, où il n'y a que quelques dizaines d'ouvriers, plusieurs d'entre-eux doivent attendre la fin du mois pour savoir à quel taux horaire ils seront payés ! Le chef d'atelier affirme qu'il tient compte du rendement alors qu'aucun barême n'est affiché ni spécifié nulle part et surtout pas sur la fiche de paye. Il y a mieux : il affirme également tenir compte de la situation familiale et des besoins pécuniers de chacun ! Jusqu'où la philanthropie patronale ne va-t-elle pas... C'est ainsi qu'une ouvrière qui gagnait 4,80 F en octobre gagnait 3,50 F en novembre, puis 3,75 F en décembre ; une autre reçut pour les mêmes mois 4,30 F, 3,50 F et 4,00 F ; une autre 4,30 F, 3,75 F et 4 F. Le montant dérisoire des salaires, joint à ce curieux mode de « calcul », signifie évidemment pour ces ouvrières une constante gêne financière et l'impossibilité d'engager des dépenses relativement importantes puisqu'elles ne savent même pas approximativement quel sera le budget du mois suivant.

Autre élément d'arbitraire dans le calcul du salaire : la « gratification exceptionnelle » de 5 %. Cette prime est diminuée ou supprimée selon le bon vouloir des chefs. Pour avoir droit aux généreux 5 %, il ne faut jamais arriver en retard et surtout bien se conduire. Le moindre débrayage, la moindre protestation et la prime saute.

Depuis la grève, la C.G.T., seul syndicat, s'est renforcée numériquement. Une section vient d'être créée à Aubigny, en province, où se trouve l'usine la plus importante avec 700 ouvriers. A Paris, les débrayages et les réunions du personnel se multiplient. La principale revendication concerne bien sûr les salaires : les ouvriers veulent obtenir 5,21 F pour un OS 1 et 5,70 pour OS 2. La direction répond en appelant des huissiers pour constater les arrêts de travail, comme s'il s'agissait là d'actes illégaux. Mais ces messieurs n'intimident personne et beaucoup sont maintenant bien décidés à obtenir par tous les moyens des salaires un peu plus décents.

SIMONETTA (Bourges)

seigneur et maitre

M. Simonetta est le patron et le principal actionnaire d'une entreprise de bâtiment qui emploie environ quatre cents ouvriers. Elle comporte plusieurs branches d'activité : construction de pavillons ; travaux publics (assainissement, adductions d'eau...) ; ateliers (charpente métallique, électricité...).

Malgré plusieurs tentatives, aucun syndicat n'a réussi à s'implanter. Et M. Simonetta en profite ! Il règne sur son petit monde comme si le servage n'était pas aboli ; et afin de ne pas affronter seul la responsabilité de sa conduite, il s'est entouré de seconds, tous dévoués, formés à son image. Inutile de dire que la législation du travail est totalement ignorée.

Voici quelques exemples choisis au hasard de la routine journalière :

— Il a déclaré à son personnel que celui-ci lui devait cinquante-quatre heures de travail par semaine.

— Il promet un certain tarif à l'embauche (par exemple 3,50 ou 4 F de l'heure) aux ouvriers étrangers, mais ne les paye qu'au S.M.I.G.

— Régulièrement, des « erreurs » pouvant atteindre dix heures ou plus sur un mois, se glissent dans le décompte des heures de travail des camarades étrangers (Nord-Africains pour la plupart). L'exception est rare.

— L'attribution des cartes de travail est systématiquement retardée.

— Les conditions sanitaires ne sont pas respectées sur les chantiers ; il n'y a pas d'autre abri que les baraques à outil et à chaux pour se déshabiller et pour manger ; et cela bien sûr en l'absence de chauffage.

— Les congés pour intempérie sont rarement accordés. Vers Noël, deux jours avaient été néanmoins accordés (neige et gel). Mais au dernier moment, il se ravisa et exigea que l'on travaille dans des conditions plus qu'inacceptables. Ceux qui ne se présentèrent pas ont eu deux jours de salaire de retenus.

— Des frais de déplacement ne sont pas remboursés.

— Des jeunes de passage, des apprentis, ne sont pratiquement pas payés, etc.

L'exemple de l'entreprise Simonetta n'est pas le seul ni même le pire. Il est malheureusement monnaie courante dans la plupart des petites entreprises de province, en particulier dans les entreprises du bâtiment, de travaux publics et de transport.

Correspondant L.O.

Chez CASE à Vierzon

des patrons « sociaux »

CHEZ CASE à Vierzon, la direction « fait du social ». Après avoir, l'an dernier, installé une cantine à grand bruit et se servant de son prix de revient comme prétexte pour ne plus nous augmenter, cette même direction a décidé pour le nouvel an de créer un service de car.

Ne croyez pas que ce service soit de sa part un quelconque accès de bonté mais c'est seulement que, recherchant en vain depuis six mois du personnel, (qu'elle ne trouve pas, vu les salaires pratiqués dans l'usine), elle a décidé de profiter de la fermeture d'une usine à Romorantin (40 km de Vierzon) pour « placer » son fameux car. Son lancement se fit à grand coup d'annonces dans les quotidiens locaux. Le résultat fut plutôt maigre : six personnes la première semaine, vingt la seconde.

Jusque-là rien de trop anormal, mais l'affaire se corse quand vous apprendrez que le car n'est valable que pour travailler en équipe. Ce qui veut dire les horaires de vie suivants : pour l'équipe du matin (commençant à 3 h), si vous habitez Romorantin, il faudra vous lever à 1 h (même plus tôt si le car ne passe pas devant chez vous). Pour le retour, l'après-midi, vous ne serez pas rentré avant 15 h. Pour l'équipe d'après-midi : départ 10 h 30 - 11 h , retour 23 h ou plus.

Si l'on regarde ce triste tableau, cela fait plus de deux heures dans le car chaque jour, des horaires épouvantables et peu de temps pour récupérer après la journée de travail. Deux heures qui ne sont pas payées et qui n'apportent aucun avantage dans le salaire puisque les heures de nuit (3 h du matin 6 h) ne sont majorées que de... 25 centimes (8 à 9 F par mois).

Vous voyez qu'il fait bon travailler avec des patrons « sociaux » !

A l'O.N.I.A.

la menace de licenciement demeure

NOUS avions rapporté, dans nos précédents numéros, des échos de la lutte des travailleurs de l'O.N.I.A., menacés de 600 licenciements. Une manifestation assez mouvementée avait eu lieu en novembre, mais depuis, les syndicats n'avaient engagé aucune action, si ce n'est des contacts épisodiques pris avec les ministres de passage à Toulouse. Leur but était d'obtenir une table ronde avec les responsables du ministère Ortoli, pour y exposer et défendre leur « contre-plan de redressement » de l'O.N.I.A.

Jusqu'au bout, les syndicats ont entretenu l'illusion que cette table ronde était la dernière chance pour les travailleurs, et beaucoup y ont cru. Or, quelques jours avant la fameuse « table ronde », la C.G.T. éditait un tract dans lequel elle « ouvrait les yeux » aux travailleurs, déclarant que « la table ronde ne réglerait aucun problème, car elle ne le pouvait pas ». *Les travailleurs étaient prévenus... un peu tard, sans doute ! Effectivement, Ortoli eut connaissance du dossier une heure avant la table ronde, fit des promesses, et renvoya tout le monde régler ses problèmes ailleurs. Bien entendu, pendant cette « table ronde », la préfecture avait fait savoir qu'une grève pendant la réunion pourrait compromettre définitivement les discussions.*

Après l'échec de l'entrevue, les syndicats se sont tout de même sentis obligés d'organiser quelques actions. Les lundi 19 et mardi 20, la route d'Espagne a été bloquée devant l'O.N.I.A. pendant une heure. Mercredi 21, une manifestation en voiture a bruyamment perturbé la circulation en ville. Mais chaque fois, les ateliers de fabrication ont continué à fonctionner.

Vendredi 23, le P.D.G. Echard sortait enfin de son mutisme, et après de longs pourparlers avec les syndicats, faisait les propositions suivantes :

- *les 270 départs à la retraite sont maintenus ;*
- *55 mutations sont maintenues pour l'Est, 47 ayant déjà été pourvues par des volontaires ;*
- *enfin, 200 travailleurs de l'O.N.I.A. seront embauchés par Sud-Aviation (qui embauche à nouveau, après une période difficile), avec la possibilité d'y rester après six mois d'essai, ou de revenir à l'A.P.C.*

Cette dernière mesure concerne essentiellement les ouvriers de l'entretien, facilement reconvertibles. C'est certainement la solution la plus avantageuse pour eux, car ils seront embauchés à la même qualification avec une indemnité de transfert. Mais il reste le problème des ouvriers de fabrication dont l'effectif doit être réduit l'an prochain. Eux ont peu de chances d'être reclassés à Toulouse étant donné leur spécialisation dans la chimie.

A LA BELLE JARDINIÈRE (Paris)

sous le couvert de l'enseignement technique, l'exploitation honteuse des jeunes

Au moment où il fut décidé de prolonger la scolarité jusqu'à 16 ans, bien de bonnes âmes avaient proclamé qu'il s'agissait là d'une mesure permettant de donner une meilleure éducation aux jeunes. Mais en fait, pour un grand nombre de patrons, cette mesure fut une aubaine. Elle leur permet d'exploiter doublement les jeunes.

C'est ainsi que « La Belle Jardinière » emploie dans ses ateliers de confection des jeunes filles de moins de seize ans, les stagiaires, qui ont dix heures d'enseignement général et passent 30 heures à la B.J. pour apprendre leur métier de confectionneuse.

Ces jeunes ne bénéficient d'aucun enseignement rationnel : un pédagogue, un professeur ? Non, un chef d'atelier qui ne connait rien à la façon-tailleur, et se charge de faire rentrer le métier comme peut le faire un garde-chiourme — c'est-à-dire tout simplement en plaçant les stagiaires à la chaîne où des postes sont dépourvus d'ouvrières, celles-ci étant malades ou absentes. A la rigueur, le chef d'atelier leur apprend à faire des poches dans l'atelier qui leur est réservé, si tous les postes sont pourvus sur la chaîne ; ou alors, elles servent de dernière main, pour couper les fils, pour faire les finitions.

Et cela, pour une « somme » convenue entre le patron et la directrice de l'école qui place elle-même ses élèves. Ainsi les stagiaires de la B.J. gagnent 50 F pour le premier trimestre, 75 F pour le second et 100 F pour le troisième. De quoi passer de bons dimanches... au coin du feu quand on a 16 ans.

Et surtout pas de rouspétance, c'est là une faveur ; les stagiaires sont des élèves et non des salariées. D'après le patron, le syndicat n'a pas à s'occuper d'elles. Mais le patron, lui, ne s'embarrasse pas des réglements quand il s'agit de faire du profit. Un exemple parmi d'autres. Alors qu'il ne trouvait guère de volontaires parmi ses ouvrières pour l'inventaire qui se déroulait pendant le pont du Jour de l'An, il a employé, avec l'assentiment de la directrice de l'école, une stagiaire qui comptait gagner quelques sous. Gracieusement, il lui a donné soixante francs pour avoir travaillé dix-huit heures quarante-cinq le vendredi et le samedi et huit heures le mercredi 24, alors que ses camarades étaient en congé.

ET QUAND LA BELLE JARDINIERE REMPLACE LE COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Des jeunes apprenties peuvent être engagées par le patron de la B.J. avec un contrat d'apprentissage de deux ans si elles ont seize ans. Mais il est possible, avec une dispense du ministère de l'Education nationale, d'entrer en apprentissage à partir de 14 ans. Ainsi, « la B.J. s'engage à prendre comme apprentie Mlle X... et à lui enseigner, méthodiquement, progressivement et complètement la profession de confectionneuse pour homme en la traitant en bon père de famille... » ce qui signifie pour l'apprentie que sa « formation pratique se fait sur le lieu de travail » : c'est-à-dire comme pour les stagiaires, être le bouche-trou sur la chaîne, se faire envoyer promener par le chef d'atelier quand elle demande un conseil, se faire « engueuler » si elle rate une pièce... et au bout du compte, ne rien connaître de la confection si ce n'est savoir faire telle ou telle pièce sur telle machine. L'apprentie n'a pas à s'intéresser à la confection en général, même si on lui demande une formation complète au C.A.P. Ce qui intéresse le patron, c'est qu'elle se mette vite au pas de la machine et cela pour un salaire de 81 centimes de l'heure le premier trimestre, 1,30 F le second, 1,96 F le troisième et 2,28 le quatrième... Pour sauver la face de l'enseignement, l'apprentie doit suivre des cours d'enseignement général le samedi matin dans le cadre des quarante heures de présence par semaine.

Voilà bien des avantages pour la B.J. de suppléer à la carence de l'enseignement technique et cela bien sûr sur le dos des jeunes ouvrières.

AUX ASSURANCES GÉNÉRALES (Paris)

l'accueil des nouveaux embauchés

Sur quoi s'ouvre cette porte ? Les jeunes embauchés ne tardent pas à le savoir !... (Photo L.O.)

CHAQUE semaine, un contingent d'une vingtaine de jeunes arrive aux Assurances Générales.

Aussitôt, le « service d'accueil » les prend en main et se charge de les introduire dans cette grande famille qu'est le monde des assurances. Ils doivent, leur dit-on, connaître tous les rouages de l'entreprise dans laquelle ils vont travailler.

On leur explique, tout d'abord, l'importance des Assurances dans le monde et dans la vie nationale. Non sans fierté, on leur signale, que le chiffre d'affaires des assurances, avec 17 milliards et quelques millions vient au troisième rang, après la construction électrique et l'automobile. Avec des sourires entendus, on précise que tout cet argent ne dort pas et qu'il est placé en bourse et dans l'immobilier. A croire que l'on s'adresse non à de futurs employés, mais à une assistance d'actionnaires dont on convoite les capitaux.

Ensuite, place est faite à l'audio-visuel ; on est moderne, n'est-ce pas ! On passe un film qui raconte l'histoire de l'assurance. Saviez-vous que les Egyptiens bâtisseurs de pyramides mettaient en commun leurs ressources, qui étaient distribuées à la famille des disparus ? Ce n'était là, s'empresse-t-on d'ajouter, qu'une esquisse rudimentaire de l'assurance, car on ne pouvait pas calculer la prime à verser en fonction de l'éventualité du sinistre. Et c'est alors que Pascal arrive, invente le calcul de probabilité, ... et fait faire un pas décisif aux assurances.

Vient ensuite le classique couplet sur l'aspect humanitaire des assurances, son caractère mutualiste : on met ses fonds en commun pour faire face à de gros frais éventuels, qu'une personne ne peut supporter seule. Oh, bien sûr, comme il faut bien que tout le monde vive, dans ce monde gouverné par le profit, on précise, en quelques phrases rapides, que les asurances restent néanmoins une affaire commerciale.

La seconde journée est consacrée à la revue des avantages sociaux accordés aux employés. Ça dure une bonne partie de la journée, ce qui peut donner l'impression que l'on a trouvé la poule aux œufs d'or. Mais ce n'est qu'une impresion qui se dissipe bien vite quand on y regarde de plus près !

Et le moment d'y regarder plus près ne tarde pas à arriver. Il suffit de se mettre au travail, subir les chefs, prendre connaissance de sa paie, pour que le jeune embauché ne garde pas longtemps ses illusions, à supposer même qu'il en ait eu un instant.

Après les présentations « dans le vent », c'est bel et bien la même vieille exploitation qui commence...

(Correspondant L.O.)

grève chez Dassault à Cazaux (Gironde)

LES 150 ouvriers environ que compte l'usine Dassault (à Cazaux), détachement de l'usine Dassault-Villaroche, viennent de terminer une grève qui a duré 11 jours.

En 1967, Dassault-Cazaux avait bénéficié d'une prime de 2,40 F par jour, prime à laquelle la direction donna le nom de « prime attente cantine ». Il faut dire que Dassault, installé sur une base militaire, ne possédait pas de cantine.

Cette prime fut portée en mai 68 à 4,50 par jour. Or, ces derniers temps, le C.E.V. (Cen-d'Essai en Vol), également installé sur la base militaire, décida de monter une cantine et reçut pour cela une aide financière de la Maison Dassault.

La direction locale de Dassault comptait profiter de cette occasion pour supprimer les 4,50 F et imposer au personnel de manger au restaurant d'entreprise du C.E.V.

Par cette opération, le patron veut faire payer aux travailleurs sa participation à la construction de la cantine C.E.V., soit 30 millions d'A.F. En effet, en moins de 3 ans, le patron aurait récupéré ces 30 millions, le reste n'étant ensuite pour lui que pur bénéfice.

Mais c'était faire fi de la réaction des travailleurs. Depuis mai 69, à chaque cahier de revendication, fut demandé le maintien de cette prime, et ceci sans résultat, bien entendu.

La colère accumulée finit par éclater le 21 janvier. Ce jour-là, à 11 h, arriva à la base la réponse définitive de la direction générale de Paris : la prime d'attente cantine était purement et simplement supprimée.

C'en était trop. A 12 h le personnel débrayait et, devant l'impossibilité de se réunir sur la base, tint à 13 h une assemblée générale sur la place publique de Cazaux.

La grève illimitée était votée à l'unanimité.

Après une première entrevue négative avec les délégués du personnel le 26 janvier, la direction générale reculait le 29, elle acordait 2,30 F (au lieu de 4,50) par jour.

Malgré cela, le 30 au matin, l'assemblée générale des grévistes votait la poursuite de la grève (85 voix contre 19)

C'est alors que la direction locale fit planer la menace de lock-out. Une nouvelle assemblée générale était réunie l'après-midi et, sur les conseils d'un délégué C.G.T. de Dassault-Mérignac, proposant de poursuivre la lutte par d'autres moyens, la reprise pour le lundi 2 février était votée.

Les travailleurs de Dassault n'ont pas réussi donc à obtenir gain de cause. La direction a néanmoins été obligée de reculer par rapport à son projet initial.

(Correspondant L.O.)

congés supplémentaires pour fractionnement des congés annuels

UNE loi du 16 mai 1969 accorde des congés supplémentaires en cas de fractionnement du congé annuel. Que dit cette loi ?

« Le congé payé ne *dépassant pas 12 jours ouvrables* doit être *continu*.

« Le congé d'une durée *supérieure à 12 jours ouvrables* peut être *fractionné* par l'employeur avec *l'agrément du salarié*. Dans le cas où le congé payé s'accompagne de la fermeture de l'établissement, le fractionnement peut être effectué par l'employeur sur avis conforme des délégués du personnel ou, à défaut de délégués, avec l'agrément des salariés.

« *En cas de fractionnement*, une fraction doit être au moins de *12 jours ouvrables continus compris entre 2 jours de repos hebdomadaire*.

« Cette fraction doit être attribuée entre le 1er mai et le 31 octobre. Les jours restant dus peuvent être accordés en une ou plusieurs fois en dehors de cette période. Il est attribué *deux jours ouvrables de congé supplémentaires* lorsque le nombre de jours de congé pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre est au moins égal à 6, et un seul, lorsque ce nombre est compris entre 3 et 5.

« En outre, des arrêtés ministériels, pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées les plus représentatives, peuvent, pour certaines professions et pour la durée fixée par ces arrêtés, prévoir des dispositions plus favorables (attribution de 2 jours ouvrables de congé supplémentaires lorsque le nombre de jours restant dus en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre est égal à 5, et d'un seul lorsqu'il est inférieur à ce nombre). »

A la suite de la parution de ce texte, de nombreux patrons ont essayé de tourner la loi en prétendant que le droit aux congés supplémentaires n'était valable que dans le cas où le patron *imposait* le fractionnement des congés annuels. Des travailleurs, se sentant lésés, ont posé cette question qui a fait l'objet de la réponse suivante :

« Aux termes de la loi du 16 mai 1969 (art. 54-i du Code du travail) il est stipulé que « le congé peut être fractionné par l'employeur avec l'agrément du salarié ».

« De toute façon, lorsque le congé principal est pris en plusieurs fois, il est attribué un congé supplémentaire à condition qu'une fraction du congé soit prise en dehors de la période allant du 1er mai au 31 octobre. »

Le ministre du Travail, dans une lettre du 11 août 1965 et dans une réponse ministérielle, n° 8720, « J.O. Sénat », 3-10-69, page 183, précise que ces deux jours supplémentaires sont dus dès l'instant où les parties se sont mises d'accord sur le fractionnement, que celui-ci soit dû à l'initiative de l'employeur ou qu'il intervienne à la demande du salarié, ce dernier doit bénéficier du congé supplémentaire. »

Ainsi donc, il n'y a aucun doute. Lorsqu'un patron a admis le fractionnement des congés, que ce soit à sa demande ou à celle de ses ouvriers ou employés, il doit accorder les congés supplémentaires prévus par la loi du 16 mai 1969.

Mais cette disposition, qui est favorable aux ouvriers dans les industries où le patron a intérêt à accorder le fractionnement des congés (notamment là où existe la journée continue), devient un prétexte à de nombreux patrons pour ne plus accorder le fractionnement des congés qui les oblige à attribuer des journées supplémentaires.

Et, de ce fait, de nombreux travailleurs qui pouvaient jusqu'ici bénéficier d'une semaine de congés en hiver, se la voient refuser par leurs employeurs.

Le gouvernement voudrait faire croire que, par cette loi, il favorise le fractionnement des congés. Mais dans la pratique, il permet surtout aux patrons d'imposer le fractionnement pour certains ouvriers, quand cela l'arrange, moyennant un léger supplément de congés. Par contre, il fournit un prétexte aux patrons qui ne trouvent pas avantage au fractionnement, pour le refuser systématiquement.

Si le gouvernement veut inciter les « gens » à étaler leurs vacances, il doit ajouter un paragraphe à la loi du 16 mai 1969, obligeant les patrons à accorder le fractionnement des congés avec le supplément prévu par la loi, à tous les travailleurs qui en font la demande.

Sans cette condition supplémentaire, la loi du 16 mai 1969 n'est qu'un leurre qui, finalement, favorise beaucoup plus les patrons que les travailleurs puisque ce sont toujours à eux que revient le choix des dates de vacances, alors que les travailleurs sont contraints de les subir.

(Commission syndicale Lutte Ouvrière)

La C.F.T. reconnue représentative par... l'U.D.R.

LE bureau politique de l'U.D.R. se propose de demander la représentativité pour les syndicats indépendants membres de la Confédération Française du Travail (C.F.T.), à l'échelle nationale.

« *La représentativité dans l'entreprise leur a été accordée par quarante-six arrêts de justice* », relève-t-il.

Pour la C.F.T. et ses soutiens patronaux et politiques, l'obtention de la représentativité était évidemment le but ultime d'une campagne qui avait commencé par le Congrès de la C.F.T. et quelques manifestations à grand spectacle à l'Etoile, au Soldat Inconnu, et s'était prolongée par une bataille juridique locale, en particulier à Bordeaux où le tribunal a reconnu le mois dernier, et par deux fois, la représentativité de la C.F.T.

L'U.D.R. verrait d'un œil favorable la création d'un syndicat patronal représentatif qui puisse jouir des mêmes prérogatives que les autres syndicats ! Et puisque des avantages substanciels, particulièrement en heures de délégation, sont accordés aux représentants et aux délégués syndicaux — en plus de ceux afférant à la fonction des délégués du personnel —, bien des patrons français ne voient pas pourquoi les syndicats qui sont directement sous leurs ordres n'en jouiraient pas !

Si elle lui était reconnue, la représentativité à l'échelle nationale assurerait incontestablement un certain nombre d'avantages à la C.F.T.

Un syndicat appartenant à une centrale reconnue représentative peut, en effet, directement nommer un représentant syndical au Comité d'Entreprise, des délégués syndicaux, avoir droit à un local, présenter une liste de candidats à la délégation du personnel.

Les syndicats C.F.T. vont avoir ainsi de grandes chances de se développer et en tout cas, toute possibilité de mener leur propagande progouvernementale et même souvent raciste, même dans les endroits où les patrons ne sont pas spécialement favorables.

Une affiche C.F.T. Quand les jaunes parlent de dignité
(Photo L.O.)

Les organisations « officielles » avaient reconnu l'Etat comme « arbitre » de la représentativité. Elles espéraient ainsi se mettre à l'abri de toute concurrence, en empêchant une libre présentation des candidats en tout cas au premier tour. Mais pour qu'il y ait deuxième tour permettant des candidatures libres, il faut qu'il y ait plus de 50 % d'abstentions au premier... ce qui ne peut arriver que très rarement, soit sous l'effet d'une très haute conscience des travailleurs, soit au contraire sous l'effet d'une intense « propagande » patronale — comme par exemple chez Citroën, où tous les moyens étaient bons à la direction pour empêcher les ouvriers d'aller voter.

Les organisations syndicales officielles espéraient ainsi se mettre à l'abri sur leur droite comme sur leur « gauche », mais elles avaient « oublié » que l'Etat, c'est celui des patrons, et que si ses tribunaux ne feraient aucun zèle pour reconnaître à d'éventuels syndicats révolutionnaires la représentativité, ils seraient beaucoup plus libéraux pour les syndicats C.F.T... en attendant qu'une loi viennent reconnaître la représentativité de celle-ci.

Ainsi s'effondre la principale justification des grandes centrales syndicales, qui disaient apporter leur soutien à la loi sur la représentativité par crainte des « syndicats patronaux ».

La meilleure défense contre l'implantation de syndicats patronaux au sein de la classe ouvrière reste le contrôle direct des travailleurs sur leurs représentants. Si ceux-ci étaient choisis par eux, et uniquement par eux, à l'échelle locale, dans chaque atelier, ou dans chaque bureau, comme à l'échelle générale parmi les éléments les plus valables — et ce choix n'est réellement valable et démocratique que lorsque l'on connaît celui que l'on choisit et qu'on peut en changer à tout instant —; si l'activité de ces représentants était à la fois contrôlée à chaque instant et soutenue par leurs camarades de travail, il n'y aurait plus place pour les agents du patrons dans les responsabilités syndicales.

A CITROEN (Clichy) :

les « indépendants » s'en prennent au self (suite)

APRES les provocations du self Lutécia à Javel, perpétrées les jeudi 8 et vendredi 16 (voir « L.O. » n° 74), les « dépendants de Bercot » semblent vouloir généraliser leurs attaques physiques contre les C.E. où la C.G.T. est majoritaire.

En effet, vendredi 23, un commando SISC, s'inspirant de leurs homologues de Javel, a tenté de provoquer des troubles au self Fonte-Auto à Clichy.

Le prétexte était la fermeture du self Bronze-Alu par le C.E. Cent cinquante personnes seulement prenaient leur repas à ce self, de plus, à cause des subventions insuffisantes, les conditions élémentaires d'hygiène ne pouvaient être respectées dans ce self.

A ce sujet, le CE avait demandé à Citroën de transformer la cantine Fonte-Auto et le restaurant ADM en libre-service le 24 mars 1966, il y a donc près de quatre ans et rien n'a été fait.

Ainsi, Citroën ampute les subventions du C.E., ce qui crée des difficultés à la C.G.T., les « indépendants » trouvent par ce biais un terrain idéal à exploiter. Mais même la démagogie « anti-communiste » et « anti-politique » de ces apprentis fascistes a ses limites et bien vite ils recourent à leur seul vrai argument : la trique. Qu'ils se méfient, cependant... La trique pourrait se transformer en boomerang !

A BABCOCK-ATLANTIQUE (La Courneuve)

trois militants maoïstes licenciés

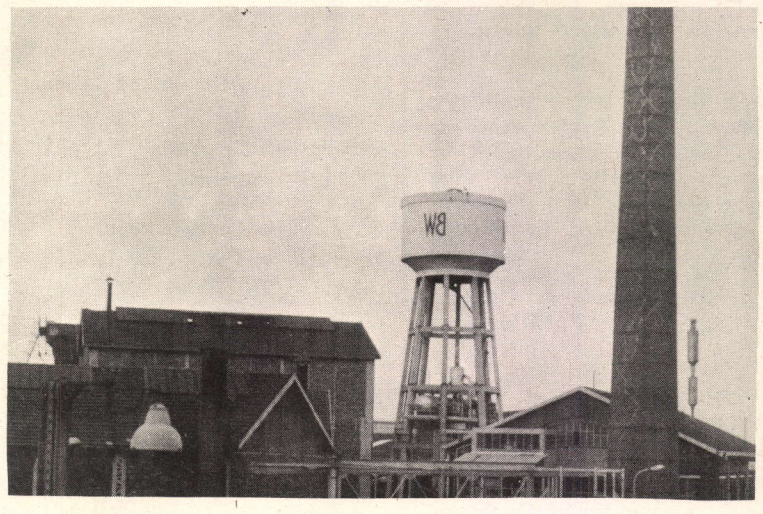
EN moins de deux mois, à l'usine Babcock-Atlantique (1.450 ouvriers), 3 militants maoistes de la tendance Gauche Prolétarienne ont été licenciés. Bien sûr, le patron n'a pas invoqué leurs opinions politiques, pour se débarrasser d'eux, mais dans l'entreprise, personne n'est dupe.

La preuve en est qu'aucun de ces trois ouvriers n'a commis de « faute grave » : on a reproché au premier d'être sorti de son atelier pendant la pause du matin (pour distribuer des tracts il est vrai). Le deuxième camarade, qui, comme le premier, travaillait à l'atelier Tuyauterie, a été licencié pour avoir refusé un travail qui n'était pas le sien (on l'avait embauché comme OS-machines et on voulait le faire balayer, cela après plusieurs jours de tracasseries continuelles de la part de son chef). En ce qui concerne le dernier de cette série de mises à la porte, le motif est encore plus fallacieux : « Discute trop fort dans son atelier », a dit le cheffaillon du coin.

Face à ces licenciements, il n'y a presque pas eu de riposte. Et la responsabilité en incombe principalement à la CGT, largement majoritaire dans cette usine.

N'osant tout de même pas dire ouvertement qu'elle refusait de défendre ces camarades parce qu'ils étaient gauchistes, la CGT a accepté formellement de les défendre. Mais du bout des lèvres seulement : à une réunion de vestiaire de TY le midi, organisée en commun par la CGT et FO (de tendance gauchiste dans cette usine), le délégué FO a d'abord proposé un débrayage visant à la réintégration du militant qui avait refusé de balayer, en précisant que l'essentiel était de « marquer le coup » face aux attaques de la direction. Cette proposition fut acceptée à main levée par la grosse majorité des travailleurs présents (150 environ, soit une bonne moitié de l'atelier). Mais la CGT, elle, a proposé une heure de débrayage, puis, voyant que les ouvriers présents ainsi que le délégué de FO étaient d'accord pour participer à une telle action, elle a changé de sujet et a accusé le camarade de FO de vouloir saboter la lutte en proposant la grève illimitée (ce qui était faux bien sûr). Tout cela a eu pour effet de dégoûter les travailleurs et de saboter le débrayage prévu qui n'eut donc pas lieu à la reprise.

A l'atelier Blanc, dont faisait partie le camarade qui « discute trop fort », et où la majorité des travailleurs sont adhérents à la CGT et bon nombre au PCF, la CGT a effectivement organisé une réunion en faveur du camarade :



mais sur 60 présents, 20 seulement se sont prononcés pour un débrayage. Ce qui prouve en tous cas que les délégués CGT n'ont pas du faire beaucoup d'efforts pour les convaincre.

D'ailleurs, dès le lendemain, ceux qui auraient pu croire que la CGT voulait effectivement défendre des militants maoistes durent déchanter : alors que ceux-ci diffusaient un tract dénonçant le patron, ils furent agressés par des excités du PCF devant la porte de l'usine. Et quelques jours plus tard, alors que les camarades maoistes voulaient prendre la parole devant l'usine à midi, ils furent à nouveau pris à partie par les mêmes individus. On vit même un militant du PCF de Tuyauterie allumer son briquet pour mettre le feu à une affiche maoiste, ce que bien des travailleurs présents réprouvèrent.

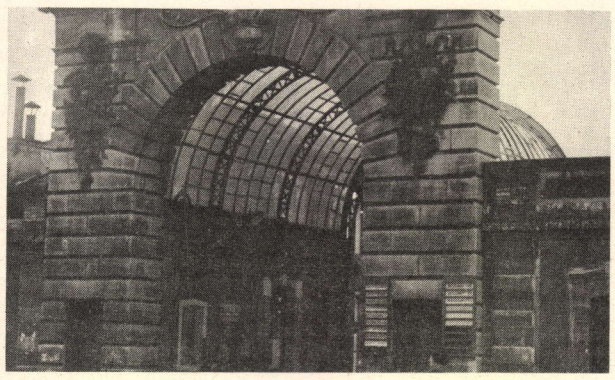
Mais après tout cela, quelques jours après les licenciements, le PCF est revenu à la charge pour dire dans un tract que si les maoistes avaient pu être licenciés par le patron, la faute en revenait aux... trotskystes de Lutte Ouvrière ! (qui auraient vu, aux dires de ces messieurs, l'élimination d'un groupe concurrent d'assez bon œil !).

Les dérobades de la CGT, son attitude plus qu'équivoque ont suscité de nombreuses critiques. Certes, la majorité des travailleurs n'était pas prête à faire grève, à tout prix, pour obtenir la réintégration des militants licenciés. Mais l'attaque patronale méritait une réplique et cela, les ouvriers de Babcock le sentaient fort bien.

Quant aux élucubrations staliniennes sur l'attitude des « trotskystes », elles ont été prises comme elles le méritaient : par un haussement d'épaules. Et la meilleure confirmation en est le résultat aux dernières élections au C.E. où « les trotskystes de FO », pour reprendre l'expression de la CGT, ont gagné des voix au détriment de la CGT et lui ont enlevé un siège au C.E.

(Correspondant L.O.)

licenciement chez Gevelot (Issy-les-Moulineaux)



(Photo L.O.)

VENDREDI 30, en fin de journée, la Direction de Gevelot convoquait un plombier du service entretien pour lui signifier son licenciement immédiat. Sa lettre de licenciement était d'ailleurs déjà partie ; il devait se présenter le lundi en fin de journée pour recevoir son préavis, mais elle ne voulait plus le voir un jour de plus à l'usine.

Motif du licenciement : officiellement, compression de personnel. Ce motif n'a trompé personne. A l'entretien, s'il y a quelque chose qui manque ce n'est pas le travail, c'est plutôt le personnel, pour réparer la toiture, le chauffage, l'aération, les douches, etc., qui sont tous dans un état lamentable. C'est à l'entretien justement que, depuis plus d'un an, la Direction fait pression sur le personnel pour qu'il vienne travailler en heures supplémentaires, le samedi, régulièrement, si bien que l'horaire de l'atelier est bien plus souvent 53 h par semaine que 45 h.

Quand le camarade est descendu exposer son cas, le soir même, tout l'entretien décidait de répliquer dès le lundi matin. Mais on faisait un peu confiance aux délégués pour montrer la voie à suivre.

Lundi matin, l'ambiance était toujours aussi chaude à l'entretien. Mais le syndicat n'avait rien préparé. Les délégués voulaient s'entretenir avec le chef du personnel. Et, comme il fallait s'y attendre, ils n'obtinrent rien. La seule information sur le sujet avait été donnée par un tract Lutte Ouvrière, *circulant dans l'usine. Pendant ce temps, l'entretien décidait de ne pas prendre le travail et de tenter d'entraîner un autre secteur : la mécanique. Sans résultat.*

En dernier recours, la majorité de l'entretien décidait d'aller s'entretenir directement avec l'inspecteur du travail. Vingt ouvriers dans cinq voitures allèrent le trouver. Ils ressortirent avec la promesse qu'une enquête serait faite. L'affaire en est là. L'objectif recherché : la réintégration de notre camarade n'a pas, pour l'instant, été atteint.

Néanmoins, les travailleurs de l'entretien ne sont pas démoralisés. Pour la première fois, la direction n'a pas pu perpétrer son mauvais coup dans l'indifférence. Les rapports entre la direction et les travailleurs s'en ressentiront dans l'avenir.

(Correspondant L.O.)

ROUSSEL-UCLAF licencie un militant syndicaliste

Un militant syndicaliste, J.-C. Vincent, vient d'être licencié. Le prétexte « faute professionnelle » tient d'autant moins que ses camarades de travail sont venus le contester devant la direction. Pour eux, qui travaillent chaque jour avec lui, il n'y a pas eu, comme la direction veut le faire croire, de pièces inutilisables. Et la meilleure preuve c'est qu'aucune des pièces effectuées par ce verrier n'a été reprise.

Pour tout le monde il ressort bien qu'on avait hâte de se débarrasser d'un salarié dont la seule faute était d'organiser ses camarades en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Mais la direction ne sera pas quitte pour autant. Car la réponse au licenciement de J.-C. Vincent, la seule que méritait la direction, a été la grève des verriers du service. Et ils ont prouvé par là qu'ils n'entendent pas se laisser étouffer malgré les attaques malhonnêtes des chefs et de la direction.

(Extrait du bulletin L.O. *Roussel-Uclaf (Romainville)*

CITROËN

la répression continue

A Javel, un travailleur, connu comme militant syndical, vient d'être licencié.

Il avait demandé la semaine précédente à son agent de secteur de ne pas venir travailler le samedi. Celui-ci, qui n'était pas sans ignorer que le samedi 24 se tenait le congrès de la C.G.T. de Citroën 15e, répondit par le licenciement pur et simple de notre camarade.

Encore une fois, c'est toujours la même politique : répression envers les militants ouvriers qui tentent de briser la loi du silence instaurée par Bercot, sa chiourme et ses « dépendants ».

Mais malgré la répression, Bercot ne pourra pas étouffer le mécontentement des travailleurs qui ne cesse de grandir, contre les méthodes Citroëen, les cadences infernales, les conditions de travail déplorables et les maigres salaires.

(Extrait du bulletin L.O. *de Citroën.)*

SAINT-CHAMOND :

remède-miracle pour réduire les accidents à la C.A.F.L.

L'ACCROISSEMENT constant du nombre d'accidents à la C.A.F.L.-Saint-Chamond a conduit la direction de l'usine à se pencher sérieusement sur le problème. Vous pensez peut-être que, prise de remords, elle aurait ralenti les cadences responsables de la plupart des accidents ? Point du tout. Elle a trouvé un système permettant de réduire, non pas le nombre d'accidents, mais les accidents déclarés et le nombre de jours d'arrêt du travail.

Chaque accidenté devra, dorénavant, passer devant son chef de service qui lui tiendra le langage suivant : « Vous direz à votre médecin traitant, tout à l'heure, que le service vous trouvera un emploi réservé compatible à notre avis avec la gravité de votre blessure. Aussi, inutile de vous arrêter, la Compagnie mange trop d'argent avec les petits accidents. »

Ainsi, celui qui, pour avoir manié son tour trop rapidement, se sera pris la main dans sa machine, pourra toujours se consoler en poussant un chariot de l'autre main ou en peignant des bandes jaunes dans les allées. Celui qui se sera fait écraser un pied par une pièce trop lourde pourra, assis, conduire un clark.

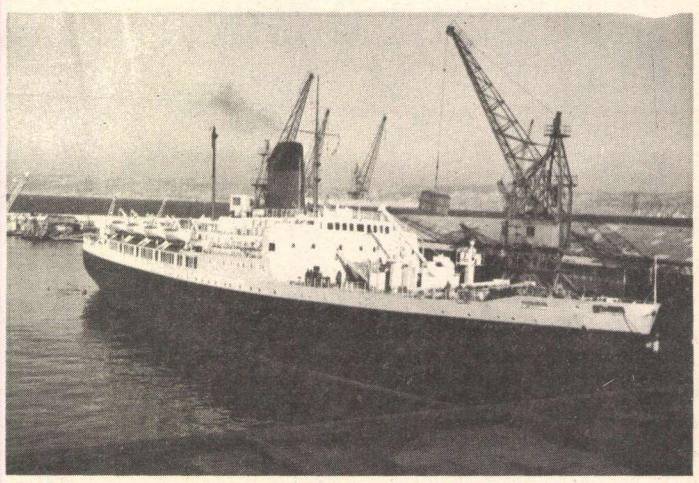
La C.A.F.L. pourra devenir le paradis des éclopés. Il n'est pas dit que ce sont quelques malheureux accidents qui l'empêcheront de tourner. La maison y trouvera doublement son compte. D'abord en utilisant tout son personnel ; ensuite, en évitant d'être pénalisé par la Sécurité sociale. On sait en effet que la taxe payée par les employeurs à la Sécurité sociale dépend du nombre d'accidents déclarés dans l'usine.

Devant le caractère scandaleux de ces propositions, les syndicats ont immédiatement protesté. Ils ont obtenu qu'aucune sanction ne soit prise contre les ouvriers qui refuseraient de se plier à ces méthodes, c'est-à-dire qui iraient d'abord se faire soigner à l'infirmerie plutôt que de se présenter à leurs chefs, ce qui est bien la moindre des choses. Cette réponse les a pourtant contentés. Mais cela n'empêchera probablement pas les chefs de faire pression sur les ouvriers pour qu'ils se soumettent aux nouvelles exigences de la maison. A défaut de changer le sort des travailleurs on peut toujours changer les statistiques.

(Correspondant L.O.)

A SAINT-NAZAIRE (Chantiers) :

deux accidents successifs



Pour un bateau, combien de profit pour les uns, combien de blessés pour les autres. (Photo L.O.)

AU « Montage-Bord » (sur le bateau en construction), vendredi 16 janvier, un camarade tombait de 4 mètres d'un échafaudage sans garde-corps. Ce n'est pas le premier accident de ce genre, mais comme toujours, les installations nécessaires à la sécurité, ont été faites après l'accident.

Le lundi 19, c'était un camarade de la Mécanique, déplacé à la manutention, qui se faisait broyer la main par la chaîne d'un palan de Fenwick. Il n'est pas exclu que ce jeune travailleur de 25 ans perde l'usage d'un doigt.

Deux accidents successifs, deux témoignages de plus du peu de cas que le patron fait de notre sécurité. Mais si lui se permet de négliger les échaffaudages, de déplacer les camarades selon les besoins du moment et de multiplier ainsi les risques d'accident, devons-nous, nous, accepter cette situation et jouer nos vies pour le profit du patron ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, *des Chantiers de l'Atlantique.)*

accidents du travail

Chez BENDIX (Drancy)

UN camarade de 64 ans est décédé au travail en tombant dans la fosse de la centrifugeuse.

Si nous ne connaissons pas encore les causes exactes du décès, on peut affirmer en tout cas que notre camarade est une victime de plus du système d'exploitation capitaliste.

Maintenant, la direction va essayer de se dégager de toute responsabilité dans cet accident ; mais une chose est certaine : il n'y avait pas de rembarde de sécurité autour de la fosse ; s'il y en avait eu une, l'accident aurait peut-être été évité. De toute façon, quelles que soient les circonstances exactes de la mort de notre camarade, il est mort victime de son travail d'exploité.

Dans cette société, la vie des travailleurs est abrégée par les journées de travail trop longues, les cadences, la fatigue des transports, etc. Beaucoup meurent peu de temps après la retraite, usés par leur vie de travail ; certains même meurent avant.

Les travailleurs ont organisé spontanément une collecte, par solidarité. Mais la direction doit prendre en charge la femme et l'enfant mineur de notre camarade. Car c'est la direction, pour réaliser ses profits, qui est responsable des mauvaises conditions de travail et du manque de sécurité.

Il est quand même lamentable de constater qu'un travailleur a été assassiné et qu'il n'y a même pas eu un débrayage de protestation contre les conditions de travail. Le syndicat s'est contenté de distribuer des tracts, c'est tout.

Les obsèques ont lieu à 9 heures ce matin à Clichy. Sachons au moins nous montrer dignes en marquant notre solidarité.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de Bendix.)*

A la CASE (Vierzon)

LE vendredi 16 janvier, à 19 h, un camarade travaillant aux cisailles, a reçu sur lui le chargement d'un chariot de pièces qu'il venait de faire (800 kg), a eu une jambe cassée et est à l'hôpital.

Dans cet accident, la direction est entièrement responsable puisque c'est elle qui a remplacé le ciment brisé ou manquant autour des machines par des plaques de tôle qui, avec l'huile, deviennent de véritables patinoires. C'est elle qui a toléré que la soudure de ces tôles soit d'énormes bourrelets qui sont la cause de l'accident puisque c'est sur un de ces bourrelets que le chariot se bloqua, qu'il bascula et se renversa.

A la suite de l'accident et dès le lundi matin, la direction « pondait » une modification des chariots de toutes les cisailles ; modification qui les rend aussi dangereux qu'avant, puisque quand nous les tirons de dessous la machine, nous avons une barre à la hauteur des tibias, ce qui fait que vu les tôles glissantes... gare aux jambes cassées !

La commission hygiène-sécurité avec des délégués, l'assistante sociale, le docteur, est venue faire un tour dans l'atelier, mais n'a pas daigné demander avis ou renseignements à l'ouvrier qui travaillait sur la machine à ce moment-là, ce qui est pour le moins scandaleux et ce qui montre tout le cœur que mettent ces messieurs pour défendre nos conditions de travail et de sécurité. Dans l'atelier, nous aimerions bien connaître leur rapport sur l'accident !

(Correspondant L.O.)

A l'ALSTHOM (St-Ouen)

LE 21 janvier, un câbleur qui travaillait sur une commande soi-disant urgente, au hall transversal de Delle, a fait une chute assez grave et a dû être transporté à l'hôpital où il a été plâtré.

Il faut préciser que ce travailleur était monté sur un escabeau (de ceux qui, en théorie, sont tous détruits parce que dangereux) et le pied de cet escabeau s'est coincé dans les rainures du sol, entraînant la chute.

Cette fois encore, c'est toujours la même histoire : on nous raconte que c'est urgent, même si la commande, une fois terminée, attend quinze jours avant qu'on l'expédie, alors on veut aller vite, on travaille avec des moyens de fortune, et on risque l'accident.

Bien que l'on ait maintes fois signalé à la direction, le danger que représente le sol des anciennes plates-formes, celle-ci n'a encore rien fait ; il est vrai qu'un ouvrier à l'hôpital, cela coûte moins cher que de refaire les plates-formes.

(Correspondant L.O.)

A la C.I.T. (Paris-15e)

IL y a quinze jours, un de nos camarades manœuvre a eu le gros orteil fracturé. Une partie de son chargement avait basculé de son chariot.

Bien sûr, on pourra toujours dire qu'il n'aurait pas dû charger tant, qu'il aurait dû demander des chaussures de sécurité. C'est toujours facile à dire après coup. Mais en fait, c'est toute la situation des camarades qui travaillent dans le couloir qui mène au quai d'embarquement qui est inadmissible.

1) Pour avoir des chaussures de sécurité, il faut faire une demande écrite à son chef, et attendre une ou deux semaines.

2) La plupart des chariots sont des vieux modèles qui demandent un travail pénible et dangereux de manutention.

3) Nous avons déjà dénoncé l'encombrement qui rend les manœuvres difficiles. Dernièrement, un chauffeur a été accidenté et a eu les deux poignets plâtrés.

Alors, qu'est-ce qu'on attend ? Un accident grave ?

Nous devons exiger que toutes les mesures de sécurité soient prises.

Nous venons à l'usine gagner notre vie, et pas pour jouer les cascadeurs au risque de nous estropier.

(Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière *de C.I.T.)*

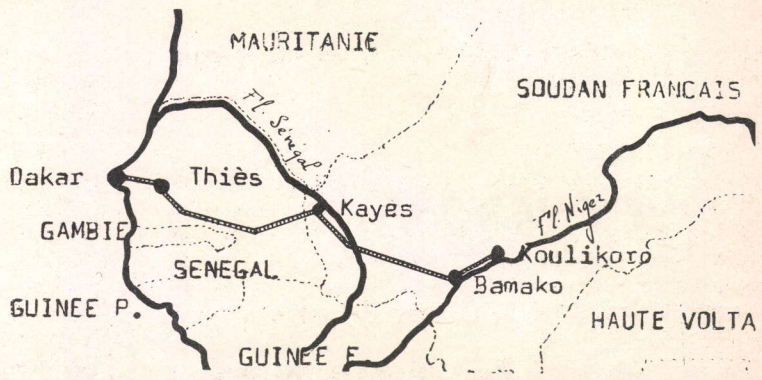
FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE XIII

Thies - Les Apprentis

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

Nous revoici à Thiès, plusieurs semaines après les fusillades qui marquèrent le début de la grève.

■

En marge de la Régie, des ouvriers et des femmes, il y avait un petit monde qui vivait une vie bien à part : c'était celui des apprentis et tandis qu'avec un calme déroutant la ville continuait à s'enliser dans sa grève, des événements graves se préparaient à l'insu de tous.

Magatte, l'apprenti de Doudou, était rapidement devenu le chef incontesté de la bande. Ils étaient douze, dont le benjamin avait quatorze ans et l'aîné dix-sept. Au début, la grève leur était apparue comme une sorte de récréation prolongée, les grandes personnes semblaient les avoir effacés de leurs préoccupations, et ils se donnèrent à cette liberté nouvelle comme à un jeu. Puis, lorsque les jours se firent plus âpres, on songea à les utiliser, on les envoya à la recherche des poulets égarés ou à la cueillette du « pain de singe », le seul fruit de la saison. On s'amusait de les voir gambader de concession en concession, actifs, fureteurs, joyeux. Mais bientôt il n'y eut plus de poulets et même dans le ravin qui menait au terrain d'aviation les fruits du baobab devenaient rares. Alors, au matin, dans les cours qu'ils emplissaient de leurs cris et de leurs courses, ce fut partout la même phrase : « Allez vous amuser ailleurs ! »

A la sortie de N'Ginth, le faubourg le plus populeux de Thiès, au bord d'un sentier qui mène vers les champs, se dresse le plus vieux baobab de la région. Son tronc large et trapu est complètement creux, ses branches sans feuilles lui donnent l'aspect d'une immense vieille qui agiterait les bras. Personne ne connaît son âge. Dès que les apprentis l'eurent découvert, ils se sentirent chez eux. Ils déblayèrent l'intérieur du tronc et en firent leur demeure secrète. Pour grimper jusqu'à l'ouverture de la cachette, ils confectionnèrent tout un système de crampons à l'aide de grosses pointes de 15, cloués à même le tronc. Ils restaient là des heures à palabrer ou à somnoler, mais toujours l'un d'eux montait la garde, installé à califourchon sur une maîtresse branche. Leurs discussions portaient toujours sur le même sujet : le cinéma. Inlassablement, ils racontaient les films qu'ils avaient vus et parfois on entendait des interruptions passionnées : « Tu oublies que le type... » ou « Mais non, ce n'est pas comme ça qu'il a tué l'Indien ! » Après les films du Far-West, c'étaient les films de guerre qu'ils préféraient. Souvent, pour se détendre de leur inactivité, ils jouaient eux-mêmes à la guerre. Le vieux baobab devenait l'adversaire et ils le criblaient de pierres, puis ce fut le tour des margouillats et des geckos à représenter l'ennemi. Il leur arrivait d'en tuer près de cent en une seule journée. Alors, ils sautaient autour des cadavres en criant :

— Ils n'ont pas fait leur prière aujourd'hui !

Car on leur avait appris que tout reptile qui ne fait pas ses dévotions, meurt avant le soir.

Un jour qu'ils jouaient avec un hérisson devant leur cachette, Souley vint s'asseoir auprès de Magatte qui suçait un brin d'herbe :

— Il nous faudrait des lance-pierres, dit-il.

— Où trouver des chambres à air ?

Séne, le fils de Séne Maséne, le hérisson roulé en boule sur sa paume, s'approcha à son tour :

— C'est vrai, on devrait avoir des lance-pierres.

— J'ai vu des chambres à air de vélo chez Salif, dit Gorgui en grattant son crâne en forme d'œuf.

On n'arrivait pas à le guérir de sa teigne et il avait du bleu sur le front et la nuque.

— Il vaudrait mieux des chambres à air d'auto, dit Magatte.

— Chez Aziz, peut-être, il a un camion, lui.

— C'est vrai, je l'ai vu la semaine dernière dans sa cour.

— Comment faire pour y entrer, dit Séne qui jouait toujours avec le hérisson.

— Laisse cette bête, dit Magatte, en lui frappant le poignet, il faut faire un plan.

La petite boule piquante roula sur le sol et les enfants se rapprochèrent pour un conciliabule qui dura jusqu'au soir.

Le lendemain matin, ils étaient à pied d'œuvre. La boutique d'Aziz, située de l'autre côté de la gare, à l'un des angles de la place de France, donnait par derrière sur une vaste cour entourée d'une palissade de bambous. Magatte écarta quelques tiges. Il y avait bien un camion au milieu de la cour.

— J'entrerai avec Souley, dit-il, et avec Séne. Toi, Gorgui, tu resteras devant la porte de la boutique pour surveiller Aziz. Si tu vois qu'il vient par ici, tu siffleras. Les autres, vous surveillerez la place.

— Attention, dit soudain l'un des enfants, voilà un alcati.

La petite troupe improvisa un jeu bruyant et mouvementé pour détourner l'attention du policier du travail auquel se livrait Magatte sur la palissade de bambous. Mais le policier, la chéchia enfoncée jusqu'aux oreilles, les mains derrière le dos, balançait sa longue matraque, surveillait les passants. Une bande de garnements criards ne l'intéressait guère. Enfin, il tourna au coin d'une rue.

Magatte ayant fini de dégager les fils de fer reliant les tiges de bambous, se faufila par la brèche ainsi ouverte et fit signe à ses deux lieutenants de le suivre.

— Il n'y a personne, souffla-t-il d'une voix que l'émotion faisait trembler.

— J'ai peur, dit Séne.

Ils étaient maintenant dans la cour et avançaient sur la pointe des pieds, les bras étendus comme des funambules. Devant eux se dressait le camion, un Chevrolet d'un ancien modèle dont les roues étaient déjantées et dont le châssis reposait sur des caisses qui servaient de cales. Un léger bruit les fit sursauter et d'un bond ils allèrent s'aplatir derrière les caisses. C'était la femme d'Aziz qui venait d'apparaître sur le perron de la maison. Elle était dévoilée et, à l'abri d'une légère moustiquaire, commença de se dévêtir. Bientôt, elle fut complètement nue et, de sa main gantée de tissu éponge, elle se mit à laver son corps blanc comme de la chaux. Les enfants, muets d'étonnement, regardaient cette peau dont la couleur était, à elle seule, une surprise. Puis il y eut un coup de sifflet avertisseur et on entendit, venue de l'intérieur, la voix d'Aziz qui parlait à sa femme. La conversation sembla durer une éternité. Enfin, la Syrienne natta soigneusement ses cheveux et remit ses vêtements.

— Il y a une chambre à air là-dedans, dit Gorgui en désignant la cabine du camion.

Magatte entrouvrit la portière, saisit le caoutchouc et s'aplatit de nouveau.

— On va ramper, dit-il.

Les trois corps souples se glissèrent dans la poussière jusqu'à la palissade. Séne, qui venait le dernier, jetait des regards apeurés en arrière, mais le perron était vide maintenant.

Une demi-heure plus tard, la bande était réunie autour du baobab. On se mit au travail dans l'allégresse et l'anatomie de la Syrienne fut l'objet de nombreux commentaires.

Le lendemain matin, les apprentis, armés de leurs lance-pierres et de boulettes de plomb, s'en allèrent, le cœur léger, chasser en brousse. Les oiseaux-mouches firent les frais de cette première expédition puis ce fut le tour des margouillats. Tout était bon aux jeunes chasseurs pour exercer leur adresse, tout ce qui se tenait debout ou s'agitait dans le vent. Au moindre mouvement, au moindre bruissement, douze projectiles s'abattaient à l'endroit suspect. A midi, ils avaient au tableau plusieurs corbeaux, deux pies et un oiseau sans nom.

— Il faut apprendre à tirer, dit Magatte.

— Oui, mon général, répondirent comme un seul homme les onze soldats dont le moins gradé était lieutenant.

Les oiseaux furent suspendus aux branches du baobab et les boules de plomb ou les pierres sifflèrent dans l'air calme. Chaque fois qu'un but était atteint, le vainqueur, à l'aide d'un bâton noirci de cendres, ajoutait un galon sur son bras nu.

Le soir, ils rentraient en ville harassés et heureux. Les parents, trop occupés, ne s'intéressaient guère à leurs allées et venues. Comme ils faisaient leur popote au baobab, on ne sinquiétait même pas de les nourrir. Parfois, on remarquait leur présence au mlieu des autres enfants. Distants, leur fronde passée à leur cou en guise de chapelet, ils ne prenaient plus part aux jeux, comme si le secret dont ils étaient les gardiens avait fait d'eux des êtres à part.

Pourtant, un jour, Dieynaba qui avait remarqué ces perpétuelles absences des garçons, arrêta son fils alors qu'il s'apprêtait à rejoindre la bande :

— Où vas-tu, Gorgui ?

— Mère, je vais retrouver Magatte.

— Que faites-vous toute la journée ?

— Rien, mère, on se promène dans la savane.

— Au lieu de vous promener à rien faire, tas de grosses bêtes, vous feriez mieux d'aller du côté de chez les toubabs, il y en a qui ont des poules...

Gorgui mit un moment à comprendre ce que sa mère voulait dire, puis, soudain, il partit en courant et ne s'arrêta, essoufflé, qu'au pied du baobab. L'idée d'aller

(Suite page 20)

FEUILLETON

razzier les poulaillers des Blancs leur échauffa le sang et les plans furent vite arrêtés.

— On y va, général !

— On y va, soldats !

La première expédition fut fructueuse, ils n'eurent même pas à se servir de leurs lance-pierres. Avant midi, ils étaient déjà de retour et chacun d'eux portait au moins une ou deux volailles. Radieux, ils bombaient leurs torses maigres où saillaient les côtes. Ils furent comblés d'éloges et dès lors trouvèrent un nouveau but à leur existence.

Chaque matin, l'un d'eux partait en éclaireur et, le soir, l'endroit repéré recevait la visite de la bande. Au retour, les femmes les attendaient ou se portaient à leur rencontre en criant : « Nos hommes sont de retour ! » Ainsi absous, ils redoublaient de zèle et seul un échec leur faisait honte.

Ce fut ensuite au tour de Penda à s'occuper d'eux. Elle les réunit dans sa cahute et, après un long conciliabule, ils sortirent, le visage empreint de la gravité que l'on voit aux initiés. Penda tenait à la main deux petits sacs de toile.

Dieynaba qui, seule dans la cour, suçait sa pipe,

ne put s'empêcher de sourire en voyant sortir la bande. Ils se rendirent à la boutique d'Aziz, le Syrien.

Le père du commerçant dormait, allongé sur une chaise longue et Aziz lui-même faisait la sieste derrière son comptoir, tirant de temps en temps une bouffée de son narguilé. La chaleur qui tuait l'herbe et pompait la terre semblait l'avoir anéanti. Penda avait bien choisi son heure. Elle entra dans la boutique, « ses gosses » comme elle les appelait sur ses talons. Sans bouger d'un pouce, Aziz demanda :

— Qu'est-ce que vous voulez ?

Penda, comme si elle avait déjà fait son choix, montra une pile de tissu sur l'étagère derrière le comptoir.

— Le carré ? demanda Aziz en tournant la tête, mais sans lâcher le tuyau de son narguilé.

— Non, celui à côté.

— La mousseline ?

— Ah, c'est de la mousseline ?

— Tu le vois bien, femme !

Pendant que se poursuivait ce dialogue, les « gosses » ne perdaient pas leur temps. Entre les deux portes vitrées de la boutique, deux énormes sacs de riz gonflaient leurs panses. Magatte eut vite fait d'en percer un ; par l'ouverture il introduisit un long tube dont l'autre extrémité plongeait dans l'une des sacoches apportées par Penda. Trois des enfants s'étaient installés en paravent entre la femme et le marchand.

— Alors, dit le Syrien ?

— Non, ce n'est pas la peine de te lever... mais, ta mousseline est-elle vraiment de bonne qualité ?

Penda avait jeté un coup d'œil derrière elle pour voir un des gamins filer, une sacoche bien remplie sur son épaule. Le marchand la regarda entre ses yeux mi-clos, tandis que l'eau du narguilé faisait entendre son gargouillis.

— Ecoute, si tu ne veux rien, laisse au moins les gens se reposer en paix !

Séne avait remarqué que l'un des gros sacs commençait à perdre son aplomb, il se mit à gesticuler : Penda recula de quelques pas :

— Il faut que je parte, je voulais seulement savoir le prix.

— Je ne vends pas à cette heure-ci. Reviens à deux heures, dit Aziz excédé.

Penda était arrivée à la porte :

— Il ne veut pas vendre, dit-elle, partons, les enfants.

Il était temps, le sac de riz avait perdu son équilibre et venait de s'affaisser. Comme un vol de perdrix, la bande s'égailla à travers les ruelles.

Le riz dura deux jours pendant lesquels on festoya à la concession. Mais l'exploit de Penda et de ses « gosses » fut célébré pendant toute une semaine et le Syrien l'objet de bien des plaisanteries. Puis Penda se désintéressa des gamins, elle avait d'autres idées en tête et entreprit de créer un « comité de femmes ». Ce fut alors le retour au baobab, aux hérissons, aux lance-pierres et à l'ennui.

Ils avaient goûté aux fruits acides du risque et maintenant plus rien n'avait de saveur.

Un soir, cependant, le destin qui connaît ses heures, fit de nouveau appel à eux.

En se couchant, le soleil allongeait les ombres. Au loin on entendait les notes tristes du clairon. La garde relevait les sentinelles. Dans le crépuscule les enfants traversèrent le camp des gardes-cercle sans qu'on leur prêtât attention. Devant eux se dressait la résidence de l'administrateur avec ses jardins bien entretenus et ses beaux arbres. Non loin de là, deux ou trois autos étaient parquées le long d'une barrière.

Souley, le plus maigre de la bande, balançait son lance-pierres au bout de son bras ; soudain, il s'arrêta, ramassa un caillou et le plaça soigneusement dans le cuir. Les lanières de caoutchouc se tendirent, la pierre siffla et l'un des phares d'une voiture vola en éclats. Les garçons restèrent un instant stupéfaits, mais pas pour longtemps. Ils fouillèrent leurs poches à la recherche de boules de plomb, ramassèrent d'autres pierres et les projectiles se mirent à siffler : d'autres vitres de phares, des pare-brise et des vitres firent les frais de cette salve. Au bruit, des gardes-cercle sortirent en courant de leur tente mais déjà la bande s'était dispersée. Une heure après, elle se signala devant la gare dont les fenêtres, les verrières et les ampoules électriques servirent de cibles.

Dès lors le nouveau jeu était trouvé. Ils attendaient que la nuit se fît leur complice puis, par petits groupes pour mieux dépister les gardes et les soldats, ils envahissaient la zone européenne. Embusqués derrière un tronc d'arbre, aplatis contre une palissade, couchés dans un fossé, ils ajustaient leur fronde, tiraient et s'évanouissaient dans l'ombre. Tout ce qui brillait dans la nuit leur était bon, des fenêtres aux lampadaires. On avait beau, le jour venu, remplacer les ampoules ou les vitres, le soir suivant le sol était jonché d'éclats.

Ils poussèrent l'audace jusqu'à s'attaquer au poste de police. Les grandes personnes n'approuvaient pas ces nouvelles manifestations de l'activité des « gosses », il y eut même des parents qui interdirent à leur garçon de continuer à faire partie de la bande qui se trouva ainsi réduite à sept soldats, toujours sous les ordres du général Magatte. Pourtant certains ne pouvaient s'empêcher de penser que ces vitres qui sautaient, ces lumières qui s'éteignaient, établissaient une sorte de balance ; ils n'étaient plus seuls à supporter le poids de la grève.

Quant aux Européens, le sentiment de gêne et d'inquiétude qui avait été le leur depuis des semaines, fit soudain place à une véritable panique. Malgré le renforcement des patrouilles, la peur s'installa dans chaque maison. Ce n'était pas tant les pierres et les boulettes de plomb que l'appréhension de voir des corps noirs se glisser dans l'ombre qui transformait, la nuit venue, chaque foyer en un petit fortin. On renvoyait les domestiques indigènes, on couchait tout armé et au moindre bruit, des doigts fiévreux cherchaient la gâchette d'un revolver ou d'un fusil. Cependant que les « gosses », fatigués de leurs courses, dormaient à poings fermés.

Entre ces expéditions nocturnes, ils avaient pris l'habitude de poursuivre leur entraînement pour rester maîtres de leur coup d'œil. N'importe quelle cible, vivante ou non, faisait l'affaire. C'est ainsi qu'un soir, alors qu'ils déambulaient frondes en mains le long de la voie de garage qui se raccorde à la voie de Saint-Louis, le plus jeune d'entre eux, le petit Kâ, aperçut un lézard qui profitait d'un dernier rayon de soleil. L'enfant tendit les lanières de caoutchouc, visa une seconde entre les deux branches de la fourche et tira posément. Le lézard fit un bond et retomba sur le dos. On vit son petit ventre blanc se tordre un instant sur les pierres grises du ballast puis il demeura immobile. Un deuxième lézard pointa son nez derrière la roue d'un wagon et fila comme une flèche en direction d'une murette voisine. Sept projectiles firent sauter la poussière autour de lui ou tintèrent contre le rail qu'il venait de franchir.

C'est à ce moment qu'Isnard apparut venant, lui aussi, de derrière le wagon. Il mit la main à sa poche et trois détonations retentirent. Le petit Kâ reçut la première balle et tomba, tué net. Séne, avant même d'avoir pu se retourner, s'écroula à son tour tandis que les autres enfants s'enfuyaient en hurlant. Isnard, dont le bras tremblait, acheva de vider le chargeur et une dernière balle atteignit la jambe de Gorgui qui s'effondra entre deux rails.

Un instant hébété, Isnard resta le bras tendu puis d'un geste mécanique il remit l'arme dans sa poche et se mit à courir en direction du quartier européen tout en marmonnant d'une voix haletante : « On a tiré sur moi ! » « On a tiré sur moi ! » « On a tiré sur moi ! »

Ce fut Magatte qui, le premier, arriva au syndicat pour annoncer le drame. Hors d'haleine, les lèvres tremblantes, les yeux ruisselants de larmes, il tenta d'expliquer comment, alors que ses camarades et lui chassaient des lézards, Isnard était soudain apparu avec son revolver, avait tiré et les avait tous tués. Mais dès ses premiers mots tous ceux qui étaient dans la salle commune se précipitèrent au dehors. Il y avait là Lahbib et Boubacar, Doudou et Séne Maséne, et aussi Penda, qui, depuis qu'elle faisait partie du comité de grève, portait un ceinturon de soldat par-dessus son pagne.

En un clin d'œil la nouvelle se répandit de concession en concession, de maisons en cabanes et dans les cours des taudis. Hommes, femmes, enfants, sortirent dans les rues par centaines et prirent la direction du dépôt. A chaque pas la troupe grossissait. Les jambes couraient, les bouches aux dents blanches ou aux chicots noircis hurlaient, des mouchoirs de tête flottaient dans le vent, quelques foulards planaient un instant au-dessus de la foule puis disparaissaient sous les pieds dans un tourbillon de poussière. Les femmes qui suivaient les hommes avaient des enfants dans les bras ou à cheval sur leur dos. En cours de route, elles ramassaient tout ce qui leur tombait sous la main : pilons, barres de fer, manches de pioches, pieds de lit cassés, bouts de planches qu'elles brandissaient vers le ciel comme des étendards. Sur les visages la faim, l'insomnie, la douleur, la peur avaient sculpté les traits de la colère.

Enfin, la foule arriva à l'embranchement et les corps des deux petits morts furent enveloppés dans des linges blancs que le sang macula rapidement. Gorgui fut emporté pleurant et gémissant et le long cortège prit le chemin du retour. Cette fois les femmes venaient en tête, menées par Penda, Dieynaba et Mariame Sonko. En passant devant le quartier des employés européens, la colère atteignit son paroxysme, les bras se levèrent, les bouches hurlèrent des injures, des mots sans suite qui jaillissaient comme une bave.

Devant la résidence de l'administrateur, les deux cadavres furent déposés à même le trottoir et les femmes entonnèrent un chant funèbre. Entre-temps, des gardes, des soldats, des gendarmes à cheval étaient arrivés et avaient formé un cordon protecteur. Peu à peu le chant s'éteignit et la foule entière demeura silencieuse. Mais ce silence voulait dire plus que les clameurs : il venait des feux éteints, des marmites et des calebasses vides, des mortiers et des pilons fendus, des machines du dépôt entre lesquelles les araignées tissaient leurs toiles. Plus d'une heure s'écoula ainsi et les soldats eux-mêmes devant cette foule muette demeurèrent silencieux.

Enfin le cortège se reforma. On vit encore les corps des enfants devant la gare, dans les faubourgs de N'Ginth et de Randoulène, au marché et au Grand Thiès.

Ce ne fut qu'à la nuit tombée, alors que la masse du fleuve humain se confondait déjà avec les ténèbres, que prit fin cette randonnée funèbre et que les deux petites dépouilles furent ramenées à leurs familles.

Trois jours plus tard, la direction de la Régie faisait savoir aux grévistes que leurs représentants seraient reçus.

(A suivre)

Copyright Presses de la Cité.

Cinéma

Charles mort ou vif

d'Alain TANNER

CHARLES est l'exemple de la « réussite ». Il est chef d'entreprise en Suisse. Les affaires marchent. Il a agrandi l'usine d'horlogerie que lui avait léguée son père, et qu'il léguera bientôt à son fils, jeune technocrate ambitieux.

Et puis un jour, à 50 ans, Charles se regarde bien en face dans sa glace : il ne voit que résignation, grisaille. Il se regarde dans son fils et il ne voit qu'un robot borné et inhumain.

Il regarde bien en face sa vie : il a exploité des ouvriers, vendu des horloges, fait des bénéfices... Et après ? Il a raté sa vie.

Alors, il part. Où ? Il n'en sait rien. Il va dans un hôtel, traîne dans les rues et les cafés, se mêle à la foule. Et il s'aperçoit qu'il ne sait même pas ouvrir une boîte de sardines.

Peu à peu, il va renaître. Il rencontre un jeune couple d'artisans en marge, qui l'accueille chez lui. Son masque de patron « sérieux » et morne tombe, faisant place à un visage plein de vie et d'humour...

Il aide le couple, fait la cuisine et lit des livres « contestataires », des livres sur mai 68, des sociologues... Est-il heureux ? Pas vraiment. Il voudrait aller plus loin, faire quelque chose, agir, bouger...

Parfois, il se met en colère contre ses hôtes : *« vous prétendez vous moquer de la société, vivre libres, mais vous n'êtes que des petits bourgeois comme les autres, bien peinards... De quoi aurez-vous l'air à 50 ans ? »*.

La société, elle, n'a pas tardé à retrouver Charles. Il est déclaré « fou » et interné dans un asile au nom évocateur : FLICMAN.

Dans l'ambulance, Charles essaie d'expliquer aux infirmiers qu'ils sont inconscients, qu'ils ne peuvent se rendre compte de leur *« malheur présent »* parce qu'ils ne le regardent pas avec *« les yeux du futur »*. C'est-à-dire qu'ils ne voient pas la pourriture de la société actuelle, parce qu'ils ne sont pas capables d'en imaginer une autre.

Pour toute réponse, ils mettent leur sirène pour faire taire le « dingue ».

Ce n'est pas Charles qui est fou, avec sa jeunesse retrouvée, sa contestation maladroite, ses citations de mai 68, ses bouquins subversifs.

Les fous, ce sont les autres avec leur asile, leur ambulance, leur sirène et leurs têtes de flics.

L'introduction du marxisme en France

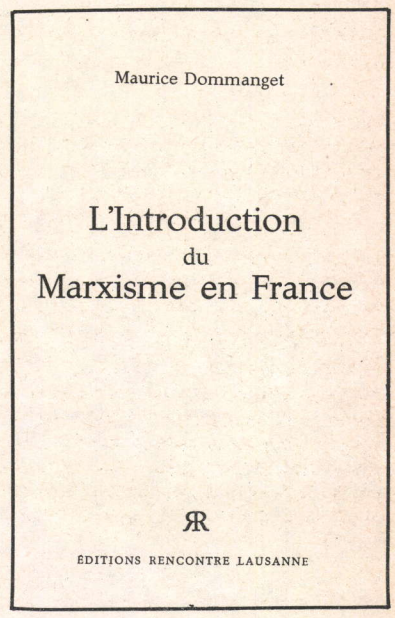
de Maurice DOMMANGET (Edition Rencontre)

LE livre de Maurice Dommanget, historien du mouvement ouvrier à qui l'on doit notamment de remarquables études sur Blanqui, se limite d'une manière assez stricte à retrouver la filiation qui a permis aux idées de Marx de pénétrer peu à peu le mouvement ouvrier français. A la différence du mouvement ouvrier et socialiste allemand, qui, très tôt, fut sous l'influence du marxisme, le mouvement ouvrier français ne connut les idées de Marx que fort tard. Pendant la Commune, ce sont les théories de Proudhon et de Blanqui qui prédominent, la théorie marxiste et même le nom de Marx étant totalement inconnus de la plupart des communards à l'exception du seul Léo Frankel. Il faudra attendre près de dix années après l'écrasement de la Commune pour voir un leader ouvrier, Jules Guesde, défendre un marxisme quelque peu sommaire dans son journal « L'Egalité » et en faire la doctrine officielle du Parti Ouvrier Français, premier parti à se réclamer en France des idées de Marx.

Entre l'écrasement de la Commune et la fondation de « L'Egalité », les idées marxistes se sont peu à peu répandues à travers quelques militants comme Lafargue ou Deville sans jamais atteindre la grande masse des militants ouvriers.

On peut même dire qu'au début du XX[e] siècle les idées marxistes étaient encore très mal connues des militants socialistes du fait même que le Parti Ouvrier Français avait fait peu d'efforts pour éditer les écrits de Karl Marx. Comme le rappelle justement Dommanget, ni Guesde, ni Vaillant, ni même Lafargue, ne les avaient complètement assimilées et Engels considérait ce dernier comme un marxiste peu « orthodoxe ».

C'est finalement la révolution russe qui popularisera en France les idées de Marx, permettra de les faire connaître à un très grand nombre de militants ouvriers. L'ouvrage de Dommanget, qui s'appuie sur une documentation très sérieuse, n'est jamais fastidieux. Il suppose pourtant que les idées de Marx sont connues du lecteur et n'aborde pas les questions de doctrine. Mais tel n'est pas son objet. Et l'introduction difficile du marxisme en France face à des courants réformistes de toutes sortes permet de comprendre à plus d'un titre pourquoi, aujourd'hui, la renaissance de ce marxisme révolutionnaire s'avère si difficile.



SUR LE CALEPIN DU LAMPISTE

L'HEURE DES MENTORS

Debré, cet as à Saint-Malo, vend du cirage au client qu'il trouve.

Ces lents baladent leur escargot ! De la pique, ils s'en moquent du moment qu'ils prennent le frais.

Pas libre...

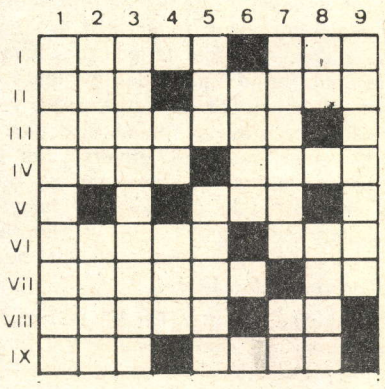
Lors du déroulement du XIX[e] Congrès du P.C.F. à Nanterre, un des délégués tchèques profite d'une interruption de séance pour téléphoner à Prague.

Malheureusement pour lui, il ne parvient pas à obtenir la communication.

Quelques instants après il recommence à nouveau sans plus de succès. La troisième tentative est un nouvel échec.

Alors, excédé, il quitte la cabine en claquant la porte, et déclare rageusement : « Quel scandale, Prague est toujours occupée ! »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Va trop souvent à l'allure de son double. Dans les brancards et sous les roues. — II. Ne manque pas d'air ni d'estomac. On compte les siens à la vue d'un C.R.S. — III. Mobiles de faibles sections. — IV. Fin d'années. Combattue par le bon Pasteur. — V. Plume d'Outre-Manche. — VI. Arrêt de rigueur. Subtantifique mœlle de la Nouvelle Société. — VII. Elle n'a pas horreur du vide. Fin du capitalisme. — VIII. Peu courantes. Chute de de Gaulle. — IX. Suit fidèlement Mao. Chez Louis XIV affirmation du moi.

VERTICALEMENT. — 1. Trop plein. — 2. Marche ou crève. Ont la réputation d'être de beaux parleurs. — 3. Lorsqu'il s'agit de la perfection on ne peut, paraît-il, y parvenir. — 4. Nécessaire car la chair est faible. Ciel que maudit le Coloniel Abadie. — 5. Se retourne pour rester dans l'ordre. Eschyle l'eut trouvé bien seul. — 6. Ne fait par le moine. — 7. Peut servir de qualificatif à l'œuvre de Paul Claudel. Don pour mieux faire chanter. — 8. Bon do. Manque à faire ou à dire. — 9. Chez les bonzes vietnamiens, précède parfois la non-existence.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	S	S	U	R	A	N	C	E	S
II	U	■	U	S	E	S	■	A	S	E
III	G	A	R	E	S	■	A	R	S	■
IV	M	I	E	■	E	R	I	G	E	E
V	E	R	■	P	R	I	S	O	N	S
VI	N	E	■	I	V	■	E	■	C	P
VII	T	■	N	E	O	N	■	T	E	E
VIII	E	S	■	T	I	E	R	S	■	R
IX	N	U	■	O	R	■	I	A	■	E
X	T	R	A	N	S	P	O	R	T	S

CHARADE

Mon premier est une note de musique

Mon second n'est pas loin

Mon troisième est une colline biblique

Mon tout fleurit à notre époque.

Pour payer LUTTE OUVRIERE nouvelle formule moins d'un franc le numéro et soutenir son effort

ABONNE-TOI

Abonnement 1 an = 50 F

LES JOSS RANDAL DU CAPITAL

LA lettre circulaire qu'on peut lire ci-dessous, ainsi que le tarif qui l'accompagne, émanent d'un cabinet de détectives privés, l'O.I.E.R., qui a coutume de proposer ses services aux directions d'entreprises industrielles ou commerciales.

La loi interdit à un employeur, de faire connaître le moindre jugement à un autre patron au sujet d'un salarié qui le quitte.

Bien entendu c'est la moindre des choses que des détectives privés soient capables de tourner la loi. Cela ne présente pas selon l'O.I.E.R. de caractère amoral ou illicite.

Malheureusement ce cabinet ne précise pas — et pour cause — les tarifs que devraient payer des salariés pour connaître par exemple les secrets financiers de leur patron.

OFFICE INTERNATIONAL D'ENQUÊTES ET RECHERCHES

RECHERCHES - ENQUÊTES PRIVÉES ET INDUSTRIELLES - PROTECTIONS - FILATURES - SURVEILLANCES
EXPERTISES DE TEXTES ANONYMES - PRÉPARATION DE CONSTATS - CONSTITUTION DE DOSSIERS - PREUVES, ETC.

RAPPORTS ÉCRITS ET SIGNÉS
Utilisables devant les Tribunaux

Directeur : **Bernard COMTE**
20 années d'expérience

CABINET AGRÉÉ PAR LE C.N.D.E.P.

91, rue du Faubourg Saint-Denis - PARIS X^e^
— Téléphone : 523.03.02 et 824.48.11 —

Monsieur le Chef du Personnel,

Vous n'êtes pas sans connaître l'existence de notre cabinet et avez déjà très certainement reçu notre documentation vous exposant notre activité dans les domaines industriel et commercial.

Nous nous permettons de vous rappeler que nous nous occupons notamment :

— d'enquêtes avant embauche (effectuées par des enquêteurs compétents et présentées sous forme de rapports et non de questionnaires comportant de vagues réponses sur chaque point) ;

— de filatures, à pied ou en voiture, afin de contrôler l'emploi du temps des employés effectuant un travail extérieur, par exemple les livreurs.

— d'enquêtes et de surveillances intérieures dans les entreprises, lesquelles peuvent embaucher un enquêteur qui, sur place, pourra détecter facilement les voleurs et les individus se livrant à l'espionnage industriel (nous pouvons fournir aussi bien du personnel mensuel qu'horaire, hommes ou femmes, et il s'agit, bien entendu, d'enquêteurs professionnels et non de gens recrutés au hasard).

Enfin, nous nous occupons de toutes missions ne présentant pas un caractère amoral ou illicite.

Vous pourrez constater que, pour le travail fourni, nos tarifs sont très compétitifs et, en cas de litige, vous pouvez vous adresser, confidentiellement, au Conseil National des Détectives et enquêteurs privés.

Tous nos rapports sont écrits et signés et vous avez donc la possibilité de les utiliser éventuellement devant la juridiction compétente, par exemple le Conseil des Prud'Hommes.

Nous tenant à votre entière disposition pour vous fournir tous renseignements complémentaires et vous présenter nos références, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chef du Personnel, l'expression de nos dévoués sentiments.

Le Directeur :
B. COMTE

Tarif confidentiel aux entreprises industrielles et commerciales

Valable jusqu'au 1er juin 1970

ENQUETE EMBAUCHE simple ouvrier — Paris et banlieue proche, jusqu'à 10 kilomètres de Notre-Dame : 40,00 F.

ENQUETE EMBAUCHE cadre, suivant les cas (déplacements, anciens employeurs à visiter, etc.) : 80 à 180 F.

FILATURES :

A pied — Première vacation jusqu'à cinq heures 100,00 F. Journée de dix heures : 200,00 F.

Motorisée — Première vacation jusqu'à cinq heures : 125,00 F. Journée de dix heures : 250,00 F.

Kilométrage en filature ou déplacement obligatoire en voiture : 0,35 F du km.

EMBAUCHE D'UN INSPECTEUR pour enquêtes sur vols, fuites, etc., dans une entreprise, l'inspecteur étant payé pour son travail salarié — Par jour : 100,00 F.

Autres missions :

Base de la journée, tarif à pied, soit : 200,00 F.

Le tarif de nuit et celui des jours fériés est majoré de 25 %.

Enfin, nous rappelons que nous ne facturons que les frais exceptionnels tels que bar, restaurant (uniquement si les circonstances l'imposent absolument), S.N.C.F., taxi, mais pas ceux tels que tickets de métro et d'autobus sur les petits parcours de banlieue et les petites consommations prises dans un café, constituant une base d'observation au cours d'une surveillance.

Le secret de la "nouvelle société" enfin découvert !

En examinant cette publicité parue dans plusieurs journaux et affichée sur les murs de Paris, nous pensons avoir enfin découvert le secret de la « nouvelle société ».

Chaban-Delmas n'aura plus besoin d'infliger aux parlementaires de la majorité de douloureuses séances de recherches théoriques pour définir, approfondir, et vulgariser le mystère profond qui entoure la « nouvelle société »,

Il suffira d'envoyer les députés et notables au Viking qui est un club de mise en condition. On reconnaît à droite Pompidou quelques mois avant qu'il n'accède à la présidence de la République, et à gauche Chaban-Delmas — à moins qu'il ne s'agisse de Giscard ou de Chalandon — avec son optimisme permanent et ses projets d'expansion.

Verrons-nous bientôt nos grassouillets et ternes élus transformés en fiers vikings. Quel beau spectacle ce serait ! Quel magnifique supplément d'ânes !

Comment un patron du bâtiment loge ses ouvriers

Le « confort » d'un taudis : la salle à manger-cuisine...
(Photo L.O.)

LA pratique courante des patrons du bâtiment est d'entasser les travailleurs immigrés dans des baraquements de tôle ou de planches ou plus simplement de les loger dans des cabanes « Algeco » sur les chantiers mêmes quand ce n'est pas directement dans les caves des bâtiments en construction.

Chambon (1) avec ses deux cités, celle de « l'amitié » et celle du Limousin, construites en dur, pourrait passer pour un bienfaiteur aux yeux de ceux qui n'ont pas fait l'expérience de son hospitalité.

La « cité du Limousin » ? Trois bâtiments d'un étage disposés en fer à cheval, cinquante portes, cinquante fenêtres côte à côte qui se reflètent dans les flaques et la boue les jours de pluie. Sur les murs, des écriteaux bilingues : « *il est interdit de jeter les ordures...* », « *il est interdit de changer de logement...* ». En même temps on peut parfois lire sur des circulaires au panneau d'affichage l'annonce d'amendes retenues sur les prochains salaires de ceux qui ont contrevenu au règlement.

(1) Chambon, une des plus grosses entreprises du bâtiment sur la région de Clermont-Ferrand.

Derrière les portes qui ferment plus ou moins bien, des pièces ou plutôt des garages tous semblables, divisés en deux par une demi-cloison de béton. Au fond quatre lits, une armoire métallique, devant une table, un ou deux bancs, une ou deux chaises, une cuisinière à bois, un évier ; le tout éclairé par deux ampoules de 60 watts qui pendent du plafond. C'est dans ces quelques mètres cubes qui ont tout de la cellule de prison, entourés de murs rongés par l'humidité jusqu'à mi-hauteur, qu'il faut vivre à quatre. Quand l'un s'en va, un autre le remplace, les places vides sont recensées régulièrement.

Les « avantages » d'un taudis

Mais il ne faut pas être ingrat, Chambon assure quelques avantages. Le chauffage d'abord. Bien sûr les nouvelles cuisinières qui, depuis un an, devraient remplacer les anciennes ne sont pas encore installées partout, mais le bois ne manque pas. Il suffit de ramasser des vieux madriers sur les chantiers, de les débiter et de les ramener le soir sur son dos après la journée de travail. C'est ce que Chambon entend par chauffage gratuit. La literie, c'est un mince matelas sur un sommier métallique plus ou moins défoncé ; deux couvertures et un sac à viande. Si l'on désire une couverture de plus ou changer son sac à viande plus fréquemment que tous les six mois, la réponse est connue : « *il n'y en a plus en magasin* » ; les carreaux cassés, les ampoules grillées, il faut attendre des mois là aussi. Le ramassage des ordures est assuré par un travailleur de l'entreprise payé une heure supplémentaire. Mais une heure, c'est insuffisant pour tout faire et des immondices restent souvent dans la cour. Quant aux w.-c., s'ils n'ont pas d'éclairage, l'eau n'y manque pas : la tuyauterie étant percée, on y est copieusement arrosé pendant usage. De plus, en nombre insuffisant, il faut se lever assez tôt le matin pour prendre son tour si l'on veut pouvoir passer avant le départ du car.

Tout cela pour le prix de 23 F par mois retenus directement sur le salaire de ceux qui ont moins d'un an de présence (plus de la moitié). A ce tarif, Chambon récupère environ 2.500 F par mois pour des bâtiments qu'il a construits il y a sept ou huit ans avec des matériaux récupérés sur les chantiers.

C'est ainsi que sont logés ceux qui, toute l'année, construisent des habitations pour les autres.

des logements-bagnes

A Saint-Antoine, un certain nombre de nos camarades sont logés dans le bâtiment de l'Horloge (quelques-uns salle Velpeau et le reste au troisième étage, au-dessus de la salle Curie).

La salle Velpeau est une ancienne salle de chirurgie et elle n'a même pas été aménagée pour être transformée en dortoir (on s'est contenté d'apporter des armoires dans les boxes et on y a laissé les lits et les commodes d'origine), les peintures n'ont pas été refaites, et c'est dans un état lamentable.

Mais ces conditions de logement ne sont même pas encore assez répugnantes au goût de la direction puisqu'il y a quelques jours, vers 10 heures du matin, un de nos camarades (logé au troisième), qui, étant rentré tard, était encore couché, entend frapper à sa porte et quelqu'un dire : « Ouvrez, c'est pour l'inventaire » !

Ce camarade ayant refusé d'ouvrir, l'administratif qui avait fait la sommation, appelle le serrurier et fait ouvrir la porte.

L'administration croit sans doute qu'elle est dans un internat de bonnes sœurs ou de petits enfants sur lesquels elle aurait des droits absolus !

Dans nos chambres, nous sommes chez nous, et elle n'a aucun droit d'y venir contre notre gré !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, *de l'A.P.)*

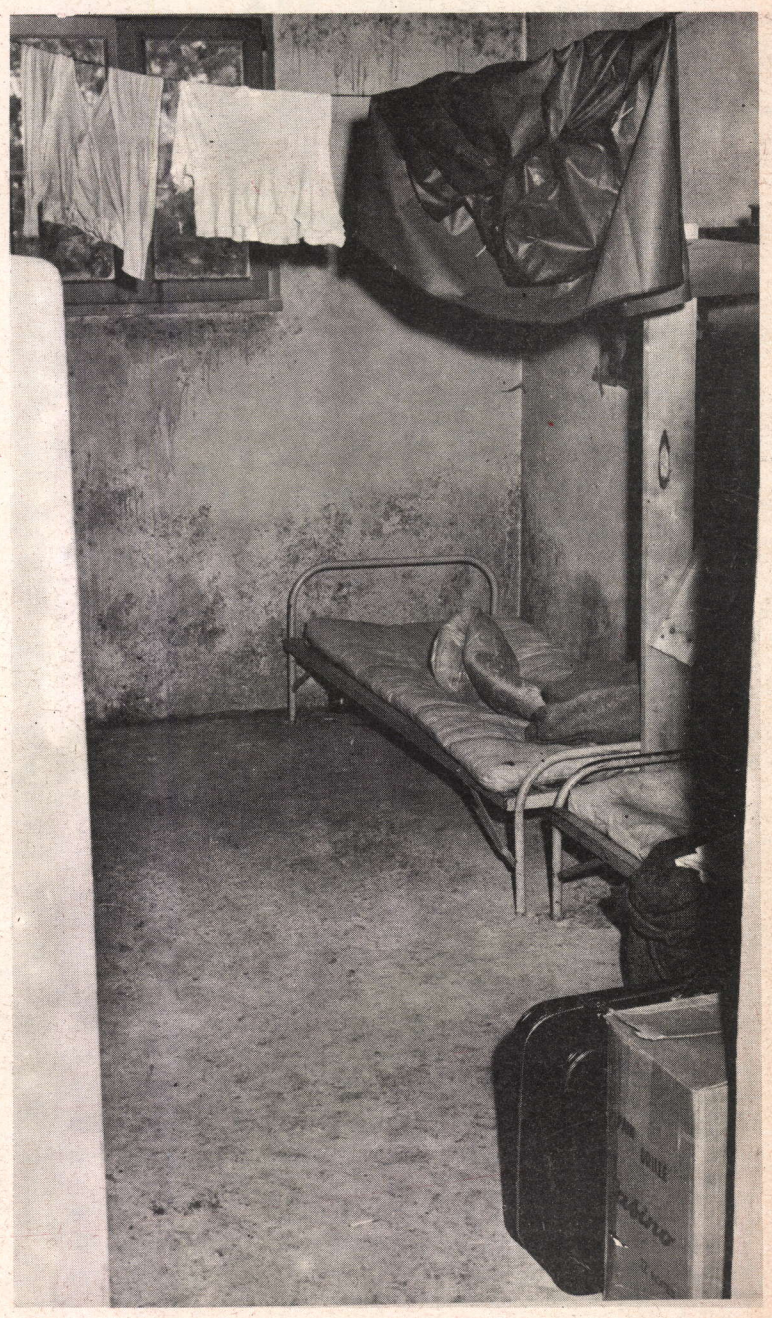
★

maintenant, ils auront peut-être un logement

Récemment, rue Henri-Gorjus, à la Croix-Rousse (Lyon), un immeuble vétuste, qui devait être démoli a été évacué par 20 locataires, le plafond s'étant écroulé dans deux appartements.

Le journal « Le Progrès » qui relate le fait signale que plusieurs de ces locataires sont inscrits depuis longtemps sur les listes d'attente de l'office départemental des HLM. Il en profite pour « penser raisonnablement » qu'ils auront maintenant priorité... C'est bien un comble quand même d'être obligé d'attendre que votre toit vous tombe dessus pour que l'on pense enfin à vous en procurer un autre !!! et encore... ce n'est pas sûr.

(Extrait du bulletin L.O. Berliet-Vénissieux)



... et la chambre à coucher.
(Photo L.O.)

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON - Tirage : ROTO-TECHNIC.